









Israël

des négociations entre le D...  
pourrait ne pas être défini  
du Herouth presidera le Parleme

De notre correspondant

Le 13 juin, la nouvelle législature turque s'est ouverte le 13 juin par la prestation de serment des députés élus le 5 juin, mais le problème de la formation d'une majorité entre les deux camps. Le président de la République a chargé M. Bülent Ecevit, leader du parti républicain, le principal groupe à l'Assemblée nationale, de former le gouvernement.

La tâche de M. Ecevit n'est pas aisée. Les trois partis de la droite sont théoriquement majoritaires et M. Demirel, premier ministre sortant, chef du Parti de la justice, déclare qu'il « fera tout son possible pour ne pas laisser le pays entre les mains de la gauche ».

Il paraît en tout cas prêt à collaborer de nouveau avec M. Erbakan, président du Parti du salut national, formation-dé de toute majorité, qui a d'ores et déjà établi des contacts avec le parti républicain et avec le Parti de la justice, qui sollicitent également ses faveurs.

Turquie  
POUR FORMER UN GOUVERNEMENT DE MINORITÉ

M. Ecevit cherche à obtenir l'abstention de treize députés

De notre correspondant

Ankara. — La nouvelle législature turque s'est ouverte le 13 juin par la prestation de serment des députés élus le 5 juin, mais le problème de la formation d'une majorité entre les deux camps. Le président de la République a chargé M. Bülent Ecevit, leader du parti républicain, le principal groupe à l'Assemblée nationale, de former le gouvernement.

La tâche de M. Ecevit n'est pas aisée. Les trois partis de la droite sont théoriquement majoritaires et M. Demirel, premier ministre sortant, chef du Parti de la justice, déclare qu'il « fera tout son possible pour ne pas laisser le pays entre les mains de la gauche ».

Il paraît en tout cas prêt à collaborer de nouveau avec M. Erbakan, président du Parti du salut national, formation-dé de toute majorité, qui a d'ores et déjà établi des contacts avec le parti républicain et avec le Parti de la justice, qui sollicitent également ses faveurs.

Les dirigeants du secteur privé, depuis par le gouvernement sortant, estiment qu'un gouvernement homogène devrait être formé. M. Koc, le plus important homme d'affaires turc, a pris position en faveur d'un gouvernement Ecevit. La majorité des industriels pensent que la présence de M. Erbakan dans le nouveau gouvernement rendrait encore plus difficile le règlement de la question chypriote. M. Feyyaz Berker, président de l'Association des industriels et hommes d'affaires turcs, important groupe de pression, nous a déclaré qu'un gouvernement Ecevit lui apparaît comme étant « le plus apte à résoudre les problèmes extérieurs et intérieurs en suspens en Turquie ».

Asses représentatif du patronat, M. Berker estime qu'un gouvernement Ecevit, ministre de M. Ecevit, pour une durée provisoire de deux à trois ans environ, saurait se montrer assez habile pour sortir le pays de l'impasse de la sécurité, à une croissance remarquable de la production industrielle (11 %) et des exportations (17 %).

Il faut ajouter une excellente récolte de pommes de terre, base de l'alimentation nationale. Bref, estime M. Fitzgerald, « s'il n'y a pas de nouvelle crise du pétrole », l'Irlande est tirée d'affaire ».

Un langage qui étonnera l'électeur moyen, lequel a vu le prix du « panier de la ménagère » doubler en trois ans et le chômage augmenter d'un quart. Mais il est vrai que le régime de l'industrialisme et que l'industrialisme est au niveau de vie des Irlandais s'élève lentement : le Marché commun a profité à l'agriculture et à l'élevage, les firmes étrangères commencent à investir dans un pays où la main-d'œuvre est abondante et les avantages fiscaux libéraux accordés, le tourisme s'accroît régulièrement et, chaque année, l'aéroport de Shannon accueille des centaines de milliers d'Américains émus à la perspective de découvrir le pays de leurs pères fondateurs. Enfin, d'importantes ressources minières — en particulier un vaste gisement de zinc et de plomb à Navan, près de Dublin — commencent à être exploitées.

A Dublin, les quais de la Liffey, avec leurs petites maisons rouges aux façades décrépies et leurs échappées violettes, offrent toujours un spectacle — déprimant ou poétique, selon les visiteurs — qui évoque les débuts de la révolution industrielle. Mais la foule des maisons neuves dans la campagne. Ce n'est certes pas encore la société de consommation à l'américaine, mais l'Irlande sort petit à petit du sous-développement.

Après avoir joué la carte du statu quo dans des responsabilités, la coalition s'est décidée, devant le succès remporté par le « manifeste » du Fianna Fail, à la fin de la semaine dernière, qu'elle serait en mesure de créer treize mille emplois dans les dix-huit mois à venir, de construire quarante mille logements en quatre ans, six hôpitaux totalisant cinq cents lits, etc.

La République n'est plus un sanctuaire.

Par-delà les querelles d'économistes, communes à tous les pays industrialisés en cette période de récession, il y a, dans la République, un certain nombre de sujets « tabous » que les candidats affectent de ne pas considérer comme de « véritables questions électorales ». Ces « sacred cows » (vaches sacrées), comme disent les Anglais, influencés par une longue pratique de l'indépendance, sont : la démission du président de la République, l'influence que l'Eglise catholique y conserve. Elles s'appellent « Ulster » et « politique familiale ». Personne ne les aborde de front, mais tout le monde y pense.

Tous les partis jurent qu'ils sont opposés à la violence aveugle de l'IRA provisoire, mais ils diffèrent notablement sur la façon d'y mettre fin. La coalition gouvernementale a fait voter des lois sévères destinées à empêcher les « provocations » de trouver refuge dans la République. Mais ces mesures ont d'abord été appliquées avec prudence, c'est le moins qu'on puisse dire. La plus rigoureuse est celle qui permet, désormais, au gouvernement irlandais d'envoyer et de conduire un individu coupable d'actes terroristes dans le nord de l'Irlande. Il n'empêche que, pendant longtemps, les « provocations » ont pu continuer la République comme un sanctuaire, et la prison de Portlaoine, près de Dublin, où on les enferme, comme une passoire.

Les hésitations du gouvernement de M. Cosgrave sont compréhensibles : depuis l'arrivée au pouvoir de M. Cosgrave, le Fianna Fail qui se veut fidèle à son passé « républicain ». Les récentes provocations à l'adresse du président de la République, M. Cearbhall Ó Dálaigh, en font la défense, M. Patrick Donaghy, pour avoir, au sein de ce mouvement, hésité à entériner les nou-

Pays-Bas  
LES CORPS DES TERRORISTES SUD-MOLOUQUES SONT RENDUS AUX FAMILLES

Assen (A.F.P. P. Reuters). — Les autorités néerlandaises ont rendu, lundi 13 juin, aux familles d'Assen et de Smilde les corps des six terroristes sud-molouques tués samedi dans l'assaut du train de Glimmen. A Smilde, les cercueils recouverts d'un drapeau de la « République sud-molouque » ont défilé à travers les rues. A Assen, plusieurs centaines de personnes s'étaient rassemblées à l'arrivée des dépouilles mortelles. Les obsèques ont lieu ce mardi après-midi. D'importantes mesures de sécurité ont été prises par les autorités.

Mercredi matin, six des sept hommes arrêtés — deux dans le train et quatre dans l'école de Smilde — seront présentés au procureur de la reine, M. Carolus van Oudebeek. M. Oudebeek avait déjà instruit l'affaire du train de Sellen en 1976. Le septième terroriste arrêté, gravement blessé, est toujours à l'hôpital.

Le chef du groupe a été identifié par des personnes molouques comme étant Max Papilaya, vingt-quatre ans, fonctionnaire dans l'administration provinciale. Papilaya aurait fait, l'année dernière, une période d'entraînement au Sud-Vietnam. La seule femme des commandos, Hansina Antosia, vingt-deux ans, était assistante de chirurgie dentaire. Parmi les autres hommes du commando de Glimmen figureraient les frères de deux des terroristes — emprisonnés après l'affaire de Beil-.

Selon l'hebdomadaire ouest-allemand Stern, les Sud-Molouques projettent de se rendre à Rand pour y demander l'asile politique. Les commandos auraient été établis en 1976 entre des militaires sud-molouques aux Pays-Bas et des représentants du gouvernement vietnamien en vue d'organiser une coopération favorable à l'accession du Vietnam à l'indépendance. Selon Stern, l'affaire de Glimmen et de Smilde aurait eu pour but de contraindre le Vietnam à rendre public son soutien au mouvement sud-molouque.

Tchécoslovaquie  
Dirigeant du parti communiste en 1968 M. Mlynar s'est installé à Vienne

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — La politique des dirigeants de Prague visant à contraindre à l'exil les contestataires les plus encombrants est en train de marquer ses premiers points. Lundi 13 juin, M. Zdenek Mlynar, l'un des animateurs les plus connus de l'opposition socialiste et signataire de la Charte 77, est arrivé à Vienne avec sa femme. Les autorités tchécoslovaques avaient annoncé, le 30 mai dernier, qu'elles avaient remis à M. Mlynar un passeport d'émigration « à sa demande ».

Il y a quelques jours, un premier signataire de la Charte 77, M. Anton Binar, écrivain originaire d'Osceana, avait été accueilli dans la capitale autrichienne et d'autres émigrants sont attendus dans les jours et les semaines à venir. Des quinquante de demandes seraient actuellement en attente au consulat d'Autriche à Prague. Dès le mois de janvier, le chancelier Kreisky avait déclaré que son pays était prêt à offrir l'asile à tous les contestataires tchécoslovaques qui en feraient la demande de leur plein gré. A l'époque, les principaux membres de l'opposition tchécoslovaque avaient rejeté cette éventualité, en dépit des pressions des autorités.

Si certains opposants, tel M. Mlynar, ont aujourd'hui changé d'avis, c'est en raison de l'attitude du pouvoir, qui a multiplié ces dernières mois les tracasseries, notamment en les privant d'emploi. M. Mlynar était licencié sans préavis de son poste d'ontologiste au Musée national de Prague, quelques jours seulement après la publication de la Charte 77. Il était fait l'objet d'un tribunal du travail qui l'avait débouté, jugeant que la Charte menaçait la sécurité du pays.

Le départ de M. Mlynar représente un affaiblissement de l'opposition en Tchécoslovaquie. Jusqu'à présent, ancien secrétaire du comité central du P.C., après janvier 1968, membre du présidium d'août à novembre 1968, M. Mlynar est l'un des analystes les plus perspicaces du système politique de son pays. Pendant le « printemps de Prague »

Italie  
Aux élections partielles

LE PARTI COMMUNISTE PROGRESSE AU NORD ET RECULE AU SUD

(De notre correspondant.)

Rome. — Trois cent mille Italiens étaient appelés, les 12 et 13 juin, à renouveler certains conseils municipaux et à élire des conseils de quartiers. Malgré le caractère partiel et administratif de cette consultation, les résultats interprètent les accords de Moscou d'une façon qui ne laisse plus aucune marge de manœuvre.

Cent vingt-cinq nouvelles adhésions à la Charte 77

Affilié par l'émigration, la Charte 77 n'en continue pas moins de recevoir des adhésions. Selon les dernières informations, cent vingt-cinq nouvelles signatures auraient été recueillies. Elles s'ajoutent aux six cents précédentes. D'autre part, apprenons, M. Willy Brandt, président du P.D. et de l'Internationale socialiste, a fait récemment remettre un message personnel à M. Jiri Hajek, porte-parole de la Charte.

Le hasard a voulu que l'exil de M. Mlynar coïncide presque exactement avec la visite en Autriche de M. Vasil Bilak, l'un des membres les plus influents du bureau politique et du secrétariat du P.C. tchécoslovaque.

Atteint mardi 14 juin à Vienne, M. Bilak doit avoir des discussions avec les dirigeants du P.C. autrichien. On attribue généralement à sa mission un double objectif : s'informer auprès de ses amis autrichiens, connus pour leur prosocialisme, de l'état actuel des discussions sur l'entente communiste dans les P.C. occidentaux, et réaffirmer le rôle de ses amis tchécoslovaques dans la lutte contre le révisionnisme. La semaine dernière M. Bilak avait affirmé, dans un article paru dans un journal soviétique et repris dans l'Europe News, organe du P.C.T., que l'entente communiste était une « arme utilisée par la bourgeoisie » pour tenter de diriger le mouvement communiste.

MANUEL LUCBERT.

Union soviétique

CORRESPONDANCE

A propos de M. Chtcharanski

A la suite de la publication dans le Monde du 11 juin de sa déclaration sur Chtcharanski, M. Roland Hespérot souligne que « cet homme est indépendant de l'action du CRIP et lui est antérieur. Il a ajouté : « Mon communiqué est intervenu en raison des obstacles rencontrés pour l'exercice normal de ma mission de défense, et non en considération de la visite effectuée en France par M. Brejnev dans le cadre d'une politique d'échange et de détente qui ne peut apparaître que positive à tous ».

NICOLE BERNHEIM.

Prochain article :

LES SIRÈNES DE L'ATHÉNISME

L'Irlande entre « socialistes » et « républicains »

(Suite de la première page.)

A la surprise générale, pour- tant, M. Fitzgerald a publié un bulletin de victoire. Il a annoncé, chiffres à l'appui, que l'Irlande sortait de la récession « plus vite que ses partenaires de la C.E.E. ». Il est vrai que le régime de l'industrialisme et que l'industrialisme est au niveau de vie des Irlandais s'élève lentement : le Marché commun a profité à l'agriculture et à l'élevage, les firmes étrangères commencent à investir dans un pays où la main-d'œuvre est abondante et les avantages fiscaux libéraux accordés, le tourisme s'accroît régulièrement et, chaque année, l'aéroport de Shannon accueille des centaines de milliers d'Américains émus à la perspective de découvrir le pays de leurs pères fondateurs. Enfin, d'importantes ressources minières — en particulier un vaste gisement de zinc et de plomb à Navan, près de Dublin — commencent à être exploitées.

Un surprenant « miracle »

C'est un langage qui étonnera l'électeur moyen, lequel a vu le prix du « panier de la ménagère » doubler en trois ans et le chômage augmenter d'un quart. Mais il est vrai que le régime de l'industrialisme et que l'industrialisme est au niveau de vie des Irlandais s'élève lentement : le Marché commun a profité à l'agriculture et à l'élevage, les firmes étrangères commencent à investir dans un pays où la main-d'œuvre est abondante et les avantages fiscaux libéraux accordés, le tourisme s'accroît régulièrement et, chaque année, l'aéroport de Shannon accueille des centaines de milliers d'Américains émus à la perspective de découvrir le pays de leurs pères fondateurs. Enfin, d'importantes ressources minières — en particulier un vaste gisement de zinc et de plomb à Navan, près de Dublin — commencent à être exploitées.

La République n'est plus un sanctuaire.

Par-delà les querelles d'économistes, communes à tous les pays industrialisés en cette période de récession, il y a, dans la République, un certain nombre de sujets « tabous » que les candidats affectent de ne pas considérer comme de « véritables questions électorales ». Ces « sacred cows » (vaches sacrées), comme disent les Anglais, influencés par une longue pratique de l'indépendance, sont : la démission du président de la République, l'influence que l'Eglise catholique y conserve. Elles s'appellent « Ulster » et « politique familiale ». Personne ne les aborde de front, mais tout le monde y pense.

Tous les partis jurent qu'ils sont opposés à la violence aveugle de l'IRA provisoire, mais ils diffèrent notablement sur la façon d'y mettre fin. La coalition gouvernementale a fait voter des lois sévères destinées à empêcher les « provocations » de trouver refuge dans la République. Mais ces mesures ont d'abord été appliquées avec prudence, c'est le moins qu'on puisse dire. La plus rigoureuse est celle qui permet, désormais, au gouvernement irlandais d'envoyer et de conduire un individu coupable d'actes terroristes dans le nord de l'Irlande. Il n'empêche que, pendant longtemps, les « provocations » ont pu continuer la République comme un sanctuaire, et la prison de Portlaoine, près de Dublin, où on les enferme, comme une passoire.

Les hésitations du gouvernement de M. Cosgrave sont compréhensibles : depuis l'arrivée au pouvoir de M. Cosgrave, le Fianna Fail qui se veut fidèle à son passé « républicain ». Les récentes provocations à l'adresse du président de la République, M. Cearbhall Ó Dálaigh, en font la défense, M. Patrick Donaghy, pour avoir, au sein de ce mouvement, hésité à entériner les nou-

le livre politique de l'année!

78

Le livre qu'il faut avoir lu ligne par ligne, et entre les lignes, pour ne pas voter comme des moutons.

42,00 Francs

Editions Ramsay



## L'ÉVÉNEMENT

## LES ÉLECTIONS EN ESPAGNE

**P**OUR la première fois depuis quarante et un ans, les Espagnols sont appelés à désigner librement leurs représentants dans un Parlement. Le mercredi 15 juin, vingt-trois millions et demi d'électeurs vont choisir trois cent cinquante députés et deux cent sept

sénateurs. Le roi a le droit de nommer quarante et un sénateurs supplémentaires. La campagne électorale s'est achevée le 13 juin sur quelques incidents. L'alliance a été considérable dans les milliers de meetings et réunions organisés par les partis légalisés.

Mais une grande partie de l'électorat a paru indécise jusqu'à la veille du scrutin, sans doute parce que le choix est difficile : il y a six mille candidats dans l'ensemble du pays. A Madrid, qui aura trente-deux députés, et où les principales formations présentent leurs

leaders, on compte vingt-six listes. A Barcelone, avec trente-trois députés à élire, on relève vingt-trois listes. Cependant, malgré la complexité du labyrinthe espagnol, les grandes options sont assez claires.

## Les grandes options de l'extrême droite à l'extrême gauche

**L**A grande majorité des candidats au Congrès des députés et au Sénat se présentent dans des coalitions. Les principaux partis qui ont décidé d'aller seuls à la bataille électorale sont le parti communiste, la Réforme sociale espagnole, de tendance social-démocrate, la Phalange « authentique », qui se situe à gauche, le parti socialiste populaire et le parti socialiste ouvrier, renoué, encore que ces deux dernières formations aient conclu, chacune de son côté, des alliances tactiques avec des groupes régionaux, en Catalogne pour le P.S.O.E. de M. Gonzalez, en Andalousie pour le P.S.P. de M. Galvan.

Coalitions et regroupements varient selon les circonscriptions électorales qui correspondent exactement aux provinces. Le parti national basque (P.N.B.), conservateur et hostile au centralisme castillan, est dominant dans les quatre provinces du nord. En Catalogne, l'unité n'a pu se réaliser sur le thème de la défense du statut d'autonomie de 1932, alors que la résistance des Catalans au régime franquiste avait réuni la plupart des groupes démocratiques du P.S.U.C. à la droite libérale. Communistes, socialistes de gauche de M. Rabentós, démocrates catalans de M. Pujol et démocrates-chrétiens de M. Carnerman se présentent en ordre dispersé. En Galice, de petites mais dynamiques formations nationalistes, l'Union du peuple galicien et les partis socialistes galiciens, ont naturellement refusé toute espèce de compromis avec les partis centralistes de gauche. Elles font entendre la voix d'un peuple qui se considère colonisé par le capitalisme espagnol.

A Madrid, à Barcelone, au Pays basque et dans certaines provinces, les listes de candidats sont donc très nombreuses. Mais de l'extrême droite à l'extrême gauche, les grandes options politiques sont les suivantes :

## 1) L'Alliance nationale du 18 juillet

Elle regroupe les ultras de droite de Fuerza Nueva, de la Phalange traditionnelle, du Parti d'action nationale et de la Confédération des anciens combattants franquistes. Elle fait appel aux nostalgiques du Caudillo qui refusent toute évolution rédemptive démocratique et dénoncent la trahison des « idéaux » du soulèvement de juillet 1936 contre la République. Elle a fait campagne pour le « non » au référendum du 15 décembre 1976 sur la réforme politique (moins de 5 % des voix) :

## UN SCRUTIN COMPLEXE

Les Espagnols majeurs (vingt et un ans) vont voter au suffrage universel, direct et secret. Les trois cent cinquante députés sont élus à la proportionnelle, mais des correctifs sont appliqués pour éviter une fragmentation excessive du Congrès. Chaque électeur choisit une des listes de candidats à la députation présentées dans sa circonscription. Les deux cent sept sénateurs, élus au scrutin majoritaire, représentent les collectivités locales à raison de quatre par province du continent.

Chaque électeur choisit trois noms sur la liste des candidats au Sénat. Les quatre cent cinquante députés sont élus à la proportionnelle, mais des correctifs sont appliqués pour éviter une fragmentation excessive du Congrès.

Chaque électeur choisit une des listes de candidats à la députation présentées dans sa circonscription. Les deux cent sept sénateurs, élus au scrutin majoritaire, représentent les collectivités locales à raison de quatre par province du continent.

Chaque électeur choisit trois noms sur la liste des candidats au Sénat. Les quatre cent cinquante députés sont élus à la proportionnelle, mais des correctifs sont appliqués pour éviter une fragmentation excessive du Congrès.

Chaque électeur choisit une des listes de candidats à la députation présentées dans sa circonscription. Les deux cent sept sénateurs, élus au scrutin majoritaire, représentent les collectivités locales à raison de quatre par province du continent.

Chaque électeur choisit trois noms sur la liste des candidats au Sénat. Les quatre cent cinquante députés sont élus à la proportionnelle, mais des correctifs sont appliqués pour éviter une fragmentation excessive du Congrès.

Chaque électeur choisit une des listes de candidats à la députation présentées dans sa circonscription. Les deux cent sept sénateurs, élus au scrutin majoritaire, représentent les collectivités locales à raison de quatre par province du continent.

Chaque électeur choisit trois noms sur la liste des candidats au Sénat. Les quatre cent cinquante députés sont élus à la proportionnelle, mais des correctifs sont appliqués pour éviter une fragmentation excessive du Congrès.

Chaque électeur choisit une des listes de candidats à la députation présentées dans sa circonscription. Les deux cent sept sénateurs, élus au scrutin majoritaire, représentent les collectivités locales à raison de quatre par province du continent.

Chaque électeur choisit trois noms sur la liste des candidats au Sénat. Les quatre cent cinquante députés sont élus à la proportionnelle, mais des correctifs sont appliqués pour éviter une fragmentation excessive du Congrès.

Chaque électeur choisit une des listes de candidats à la députation présentées dans sa circonscription. Les deux cent sept sénateurs, élus au scrutin majoritaire, représentent les collectivités locales à raison de quatre par province du continent.

Chaque électeur choisit trois noms sur la liste des candidats au Sénat. Les quatre cent cinquante députés sont élus à la proportionnelle, mais des correctifs sont appliqués pour éviter une fragmentation excessive du Congrès.

Chaque électeur choisit une des listes de candidats à la députation présentées dans sa circonscription. Les deux cent sept sénateurs, élus au scrutin majoritaire, représentent les collectivités locales à raison de quatre par province du continent.

Chaque électeur choisit trois noms sur la liste des candidats au Sénat. Les quatre cent cinquante députés sont élus à la proportionnelle, mais des correctifs sont appliqués pour éviter une fragmentation excessive du Congrès.

Chaque électeur choisit une des listes de candidats à la députation présentées dans sa circonscription. Les deux cent sept sénateurs, élus au scrutin majoritaire, représentent les collectivités locales à raison de quatre par province du continent.

Chaque électeur choisit trois noms sur la liste des candidats au Sénat. Les quatre cent cinquante députés sont élus à la proportionnelle, mais des correctifs sont appliqués pour éviter une fragmentation excessive du Congrès.

Chaque électeur choisit une des listes de candidats à la députation présentées dans sa circonscription. Les deux cent sept sénateurs, élus au scrutin majoritaire, représentent les collectivités locales à raison de quatre par province du continent.

Chaque électeur choisit trois noms sur la liste des candidats au Sénat. Les quatre cent cinquante députés sont élus à la proportionnelle, mais des correctifs sont appliqués pour éviter une fragmentation excessive du Congrès.

Chaque électeur choisit une des listes de candidats à la députation présentées dans sa circonscription. Les deux cent sept sénateurs, élus au scrutin majoritaire, représentent les collectivités locales à raison de quatre par province du continent.

Chaque électeur choisit trois noms sur la liste des candidats au Sénat. Les quatre cent cinquante députés sont élus à la proportionnelle, mais des correctifs sont appliqués pour éviter une fragmentation excessive du Congrès.

Chaque électeur choisit une des listes de candidats à la députation présentées dans sa circonscription. Les deux cent sept sénateurs, élus au scrutin majoritaire, représentent les collectivités locales à raison de quatre par province du continent.

Chaque électeur choisit trois noms sur la liste des candidats au Sénat. Les quatre cent cinquante députés sont élus à la proportionnelle, mais des correctifs sont appliqués pour éviter une fragmentation excessive du Congrès.

Chaque électeur choisit une des listes de candidats à la députation présentées dans sa circonscription. Les deux cent sept sénateurs, élus au scrutin majoritaire, représentent les collectivités locales à raison de quatre par province du continent.

## 2) L'Alliance populaire

Elle est dirigée par d'anciens ministres de Franco influents au plan national : MM. Lopez Rodó, Silva Muñoz, Cruz Estaruelas, Llorente de la Fuente ; elle a sollicité le ralliement de l'ancien chef du gouvernement, M. Arias Navarro. Le secrétaire général de l'Alliance est M. Fraga Iribarna, bouillant et colérique Galicien, ancien ministre de l'Information, ancien ambassadeur à Londres, champion de la « réforme » démocratique en 1975.

L'Alliance n'est pas une coalition, mais une fédération des partis suivants : Démocratie sociale, Union du peuple espagnol, Action régionale, Réforme démocratique, Union sociale populaire, Action démocratique espagnole, Union nationale espagnole. Un thème de choc : seule l'Espagne est importante. L'Alliance, conservatrice, se situe elle-même au centre droit et préconise une amélioration des institutions franquistes : conserver ce qui est bien, réformer ce qui peut l'être. Monarchiste européen, préconisant une économie de marché, l'Alliance se prononce contre des Cortes constituantes, souhaite rejeter les groupes « totalitaires » de la communauté. Elle est contre toute tentative de séparatisme.

## 3) L'Union du Centre démocratique

Préside et cautionnée par M. Adolfo Suárez, chef du gouvernement, l'Union a été constituée au dernier moment par plusieurs formations libérales, indépendantes, social-démocrates et démocrates-chrétiens. Son grand atout est d'apparaître comme le parti du gouvernement et elle a fondé toute sa campagne sur la grande popularité personnelle de M. Suárez, l'homme du roi.

Un slogan : l'Union du centre est la voie la plus sûre vers la démocratie. Un objectif immédiat : une nouvelle Constitution « brève mais claire », pour éviter les affrontements entre les deux extrêmes. Les amis de M. Suárez admettent l'importance des nationalités et semblent favorables à un régime d'autonomie prudent et progressif pour les régions qui le souhaitent.

## 4) La démocratie chrétienne

Les équipes de la démocratie chrétienne de l'Etat espagnol ont renoncé à rallier l'Union du centre et présentent leurs candidats sur des listes dont la tonalité, plus à gauche ou plus à droite, varie beaucoup selon les provinces. A Madrid, la gauche démocratique de M. Ruiz Giménez est allée à la Fédération des partis démocrates-chrétiens dirigée par M. José-María Gil Robles, fils de l'ancien ministre de la République et ancien leader du bloc des droites, la CEDA avant la guerre civile.

Un vœu : liberté, justice et solidarité. La reconnaissance et la protection des droits de l'homme doivent figurer d'une manière expresse et détaillée dans la prochaine Constitution. La démocratie chrétienne est pour une monarchie arbitre, un gouvernement responsable devant les Cortes, la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Elle souhaite que la reconnaissance du droit à l'autonomie des régions soit inscrite dans la Constitution.

## 5) Le parti socialiste populaire

Parti universitaire et de jeunes intellectuels, luttant contre le franquisme depuis de longues années, le P.S.P. est né officiellement en 1974. Son but ultime et théorique est la

création d'une société sans classes, autogestionnaire, fondée sur une conception marxiste de l'histoire. Son président est M. Tierno Galvan, professeur à l'université de Salamanque, chassé de sa chaire par Franco. Le P.S.P. réclame la rupture totale avec le franquisme, une Constitution démocratique et un Etat fédéral. M. Tierno Galvan s'est révélé comme l'un des meilleurs orateurs de la campagne. Idéologue ferme, mais politicien modéré, il a été reçu à plusieurs reprises par le roi. M. Raul Morodo, secrétaire général du P.S.P., résume ainsi les principales divergences avec le P.S.O.E. de M. Gonzalez : le P.S.P. est neutriste, fédéraliste et pour l'indépendance des syndicats à l'égard des partis. Une militante cheffe du P.S.P. : Mlle Carmen Diaz de Riberá, ancien chef de cabinet de M. Adolfo Suárez. Le P.S.P. estime que le maintien des bases américaines en Espagne devrait être soumis à un référendum populaire.

## 6) Le parti socialiste ouvrier espagnol

Héritier du vieux parti socialiste de Pablo Iglesias, le P.S.O.E., renoué, depuis le congrès de Sarriena d'octobre 1974, a deux atouts importants : le soutien de l'Internationale socialiste, et en particulier l'appui résolu de la social-démocratie allemande ; un leader jeune, habile, qui a rapidement conquis ses galons de politicien : M. Felipe Gonzalez.

Le P.S.O.E. dont les prises de position pendant la campagne ont été bien plus dures que celles du parti communiste, a choisi la rose comme emblème et un slogan connu : le socialisme, c'est la liberté. Il se présente déjà comme un parti de gouvernement prêt à assumer ses responsabilités. Son objectif théorique est la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière et la transformation radicale de la société capitaliste en société socialiste. Dans l'immédiat, il veut « changer la vie » des Espagnols, il demande une nouvelle Constitution qui fasse droit aux nationalités ; se prononce pour la coexistence pacifique de tous les citoyens. Républicain en principe, le P.S.O.E. accepte la monarchie si la majorité du peuple le désire. Il réclame une réforme fiscale rigoureuse, une révision de la sécurité sociale, une politique de logement plus rationnelle et, au plan international, une Espagne qui ait « la place qu'elle mérite ».

## 7) Le parti communiste

Un slogan : « Voter communiste, c'est voter pour la démocratie ». Un leader habile, modéré, d'une grande expérience politique, M. Santiago Carrillo, qui a réussi en quelques semaines à donner à l'opinion espagnole une nouvelle image rassurante, raisonnable, d'un parti poursuivant sans pitié et admettant pendant les quatre décennies du régime franquiste. Le secrétaire général du P.C.E. a conquis pendant la campagne un surnom révélateur. On l'appelle le Révérend Père Carrillo. Le P.C.E. s'accommode de la monarchie, il s'est prononcé pour le drapeau sang et or, pour le pluralisme politique, l'alternance au pouvoir et l'alliance avec toutes les forces — y compris celles du capital — intéressées à la construction d'une authentique démocratie : Cortes constituantes, libertés des peuples et des nationalités de l'Espagne, pacte social permettant, après le 15 juin, d'enfoncer la très grave crise économique. L'Espagne, pour le P.C.E., doit avoir une politique extérieure rigoureusement indépendante de tous les blocs, du pacte atlantique comme du pacte de Varsovie.

## 8) Les fronts d'extrême gauche

Quatre groupements principaux qui n'ont pas réussi à présenter des candidats dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

## 9) Les partis d'extrême droite

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

Les partis d'extrême droite ont obtenu des sièges dans toutes les circonscriptions, mais ont largement obtenu leurs options pendant la campagne : le Front démocratique des gauches, présent dans quarante-sept provinces ; le Front des travailleurs ; le Congrès des travailleurs et la Candidature d'unité populaire.

## Un labyrinthe

**U**N labyrinthe : c'est l'image utilisée par les Espagnols pour définir le tableau politique de leur pays au moment où s'apprête à faire un pas décisif vers l'instauration d'un régime démocratique en éliminant de nouvelles Cortes destinées à remplacer les Cortes de Franco, simple Chambre d'enregistrement au service du régime depuis la fin de la guerre civile.

Fins de deux cent cinquante partis politiques ont été en effet officiellement reconnus depuis un an. Cette prolifération est décourageante, mais explicable. Après quatre décennies de dictature et de parti unique — le Mouvement — le retour des libertés, même s'il n'est pas encore complet, a favorisé cette explosion qui ressemble à celle que le Portugal a connue en avril 1974, après la chute du régime castraliste.

Salazar, la gauche est très à la mode dans l'Espagne de 1977. Mais la droite classique n'entend pas aller au-delà d'une certaine frontière, tout en faisant des concessions pour s'adapter aux circonstances. Le centre est un marais où l'on retrouve des franquistes intelligents et rependus et les libéraux, des sociaux-démocrates, des démocrates-chrétiens et des indépendants plus ou moins liés au monde des affaires et à la grande banque. C'est le lien géographique qui se rejoint des mesures prudentes, progressives, raisonnables, de nature à séduire à la fois l'électorat resté attaché sentimentalement au franquisme et celui qui est favorable à une libéralisation sans rupture. Ainsi la solidité des regroupements centristes constitués dans une perspective électorale ne videra peut-être pas très longtemps aux choix qui s'imposeront rapidement, après le 15 juin, en matière de système politique, politique et constitutionnelle.

## Les circonscriptions électorales

Les circonscriptions électorales correspondent aux provinces. La carte indique dans chacune d'entre elles le nombre de députés à élire.

De 1931 à 1936, la Seconde République espagnole n'a pas été non plus un modèle de clarté politique. Bien que l'Espagne de 1977 soit, du point de vue social et économique, radicalement différente de celle d'avant la guerre civile, il est naturel que les prises de position, les alliances ou les regroupements se soient, dans un premier temps, réalisés dans l'inspiration et une certaine confusion.

Toutes les tensions, toutes les frustrations, toutes les contradictions, accumulées pendant quatre décennies, apparaissent au grand jour. L'Espagne moyenne, peu politisée, accoutumée à l'apparent immobilisme de la façade franquiste, avoue son embarras et se divise en deux camps : ceux qui choisissent la droite ou la gauche n'échappent à ce tourbillon. La vieille Phalange, l'un des piliers du régime pendant la guerre civile, est divisée en au moins quatre courants rivaux. Ceux qui se proclament aujourd'hui de gauche disent qu'ils sont fidèles à l'attitude « authentique » de José Antonio Primo de Rivera, trahi selon eux par Franco ; ils présentent un programme de tendance nettement socialiste sous l'emblème du joug et des flèches. Les autres courants de la Phalange se situent dans une extrême droite absolutiste en une multitude de groupements, dont certains visent encore d'instaurer un régime hitlérien en Espagne.

Pendant la campagne électorale, de violents incidents ont opposé des militants d'extrême droite de Fuerza Nueva à des phalangistes « authentiques ». Il y eut alors des renouements au sein de la Confédération des combattants franquistes de la guerre civile, dont le leader est M. José Antonio Giron, ancien ministre du travail de Franco. Signe de désarroi ou d'évolution : de nombreux anciens combattants franquistes ont réintégré la mise hors la loi des associations politiques de 1974, révisée en 1976, pour se lancer les

## Les partisans d'un « Etat fort »

La droite conservatrice, néo-franquiste ou simplement hostile à un nouveau régime qui accepterait totalement les règles démocratiques, s'est divisée en de nombreux groupes ou formations, parfois réduits à quelques notables, qui ont profité de la loi des associations politiques de 1974, révisée en 1976, pour se lancer les

premiers dans l'arène. Ils avaient naturellement accepté de respecter les principes du Mouvement, charte de base du franquisme. L'accélération imprimée à la réforme politique par le gouvernement Suarez à partir de juillet 1976, la dissolution de jure sinon de facto du Mouvement, les ont contraints à adopter des sigles et des appellations plus proches de ceux de l'Europe occidentale.

Toutes ces formations sont aujourd'hui, sans exception, « populaires » et « démocratiques », à la rigueur « réformistes », et souhaitent en général une adaptation prudente des institutions mises en place par Franco mais non par leur disparition. Elles s'opposent également avec plus ou moins de résolution à une remise en cause d'un Etat fort, centralisé, héritage du Caudillo. Comme dans le Portugal d'après

la chute du régime castraliste, les partis socialistes populaires, type français ou portugais, qui contribueraient à une clarification rapide du panorama politique espagnol. C'est d'autant plus regrettable, dans les rangs démocratiques, que M. Felipe Gonzalez a mené une campagne très spectaculaire et que les sondages ont indiqué une sensible remontée de la gauche dans le pays à la veille du scrutin. Le P.S.O.E. renoué de M. Gonzalez, le Parti socialiste populaire de M. Tierno Galvan, les partis socialistes valencien, basque, andalou ou galicien, attendent sans doute de connaître leur représentativité relative avant de s'engager, peut-être dans un processus unitaire réclamé avec insistance par le Parti socialiste populaire. Dans l'immédiat, c'est la dispersion.

## Trop-plein à l'extrême gauche

A gauche du P.C.E. ce n'est pas la vide mais la trop-pleine. Communistes révolutionnaires, trotskistes, maoïstes de plusieurs chapelles : la gauche révolutionnaire n'a pas été légalisée et ne peut participer aux élections sous ses drapeaux. Mais elle a tenu la difficulté en formant des fronts électoraux « indépendants » qui lui ont permis de faire entendre sa voix pendant la campagne. Les carlistes, qui suivent le prince Charles-Eugène de Bourbon-Parme, partisans d'un socialisme autogestionnaire et maintenus dans le ghetto pour des raisons diverses, ont adopté la même attitude.

Les quatre courants d'extrême gauche les plus représentatifs sont : le Mouvement communiste (M.O.), le Parti du travail (P.T.), l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (O.R.T.) et le Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.). Associés à d'autres groupements ou mouvements de section, ils ont, sans trop d'illusions sur leur résultats électoraux, organisé meetings et manifestations suivis par des foules imposantes. Il faut enfin signaler la présence au grand jour et en force des anarchistes, héritiers de l'ancienne F.A.I. (Fédération anarchiste ibérique) et de la vieille et puissante C.N.T. (Confédération nationale des travailleurs), dont le nombre d'adhérents, à la veille de la guerre civile, était plus important que celui de l'Union générale des travailleurs, le syndicat socialiste. Le retour à Barcelone de Mme Federica Montseny, dirigeante anarchiste et ancien membre du gouvernement de la République, a été l'occasion de rassemblements spectaculaires. Les anarchistes ne croient pas à la valeur des élections organisées par le gouvernement, mais ils mettent eux aussi à profit le retour progressif des libertés et la C.N.T. a présenté et obtenu sa légalisation. Un signe qui illustre, entre beaucoup d'autres, l'ampleur et la profondeur des ambiguïtés de la situation actuelle.

## L'Etat participe au financement de la campagne

Le versement de 1 million de pesetas par vote pour le Congrès et 15 pesetas par vote pour le Sénat.

## Déchirements socialistes

Les démocrates-chrétiens n'ont pas davantage pu considérer une grande formation présentant un front uni. Les souvenirs de l'avant-guerre civile, l'engagement excessif de la hiérarchie catholique aux côtés du franquisme pendant la guerre, puis un appauvrissement de l'Eglise aujourd'hui sérieusement mis en cause, des rivalités personnelles, la nécessité de composer avec des formations démocrates-chrétiennes régionales puissantes, au Pays basque, en Catalogne, à Valence, en Andalousie, expliquent le morcellement d'un cou-

## Les partisans d'un « Etat fort »

La droite conservatrice, néo-franquiste ou simplement hostile à un nouveau régime qui accepterait totalement les règles démocratiques, s'est divisée en de nombreux groupes ou formations, parfois réduits à quelques notables, qui ont profité de la loi des associations politiques de 1974, révisée en 1976, pour se lancer les

Page rédigée par Marcel Niedergang

**MIRABEAU**  
CONCESSIONNAIRE  
71 AV. DE VERSAILLES PARIS 16<sup>e</sup>  
(PONT MIRABEAU) Tél. : 524.46.66  
Gamme 6 cylindres. Tous modèles disponibles

(Publistat)  
**Professeurs d'histoire en août**  
recherchés pour préparation à l'entrée à 80 FO (groupes de 10).  
En. Obs. 65, r. du Desours-des-Bourges PARIS (13<sup>e</sup>) - Qui transmettent.

كتاب الاصل



SPAGNE

A LA VEILLE DU SCRUTIN EN ESPAGNE

Les dirigeants des principaux partis ont lancé à la télévision un ultime appel

In labyrinthe

La campagne électorale espagnole s'est achevée lundi soir 13 juin par une intervention télévisée des dirigeants des principales formations politiques. M. Adolfo Suarez, chef de gouvernement, a déclaré que l'Union du centre démocratique, qu'il dirige, entendait « réviser la Constitution franquiste afin de faire du pays une véritable démocratie ». Il a estimé que voter pour sa formation éviterait à l'Espagne « de devenir la proie de l'extrémisme ».

M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste, a assuré de son côté : « Nous ne voulons pas d'une nouvelle dictature pour l'Espagne, pas même de la nôtre. » M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste (P.S.O.E.), a estimé que sa formation pourrait reconquérir au Parlement la première place, qui fut la sienne avant la guerre civile (les derniers sondages d'opinion attribuent environ 24 % des intentions de vote au P.S.O.E., contre quelque 30 % aux amis de M. Suarez). Au cours d'un meeting à Madrid, M. Gonzalez avait d'autre

part déclaré : « Le centre, qui a été réduit à un seul homme — le président Suarez — est devenu nerveux parce qu'il a dans le dos une force offrant un véritable programme d'alternative démocratique. » Quant à M. Fraga Iribarne, dirigeant de l'Alliance populaire (qui regroupe huit mouvements néo-franquistes), il a assuré que son parti était « une organisation modérée souhaitant le changement, mais non sans préserver la solidité de l'Etat ».

La fin de la campagne a été marquée par quelques nouveaux incidents. Des unités militaires ont pris position, lundi, en différents points importants du territoire, et certaines forces spéciales ont été placées en état d'alerte. Au Pays basque, l'ETA a fait savoir que M. Javier de Yrujo, l'industriel enlevé le 20 mai dernier à Bilbao, serait libéré le 15 juin à 0 heure (soit neuf heures avant l'ouverture des bureaux de vote) si les négociations n'avaient pas abouti d'ici-là.

La question de l'autonomie a dominé la campagne électorale en Catalogne

De notre envoyé spécial

Barcelone. — « Volem l'estat » (nous voulons le statut), proclamait quelque trois cent mille personnes le 23 avril dernier, lors de la manifestation la plus épique qu'ait connue Barcelone. Le statut d'autonomie que la République avait accordé à la Catalogne en 1932 est l'une des principales revendications de la grande majorité des partis catalans. Il accordait à cette région un Parlement, un gouvernement (la Généralité) et un président, qui est actuellement M. Josep Tarradellas, exilé en France. Le président était assisté de « consellers » (ministres). En fait, le rôle de la Généralité était relativement modeste. Son président représentait en Catalogne le président de la République. Le Parlement pouvait légiférer, mais à condition que les lois adoptées ne soient pas en contradiction avec celles de l'Etat espagnol. La Généralité avait la haute main sur l'enseignement, la justice, les ressources économiques et les services de l'ordre public. Le catalan était déclaré langue officielle au même titre que le castillan.

des luttes d'un peuple qui se sent opprimé dans ses traditions historiques. Il ne faut pas oublier, cependant, que l'électorat local est composé pour 33 % de non-catalans, en particulier d'ouvriers qui sont venus d'autres régions espagnoles, telle que l'Aldalousie.

L'Alliance impopulaire

L'opinion la plus modérée est celle que propose l'Alliance populaire, qui a lui pour leader M. Laureano Lopez Rodó. Cet homme dégageant et timide, ministre de Franco à deux reprises, membre de l'Opus Dei, créateur du plan de développement économique espagnol, fut en fait l'émulsion « grise » de la dictature. Père des « technocrates », il corrigea la liste de candidatures élaborées à Barcelone pour y mettre en bonne place quelques-uns de ses amis, ce qui eut pour conséquence presque immédiate le retrait de l'Alliance d'importantes personnalités catalanes.

Manuels psychologue, anticommuniste « viscéral », M. Lopez Rodó a monté sa campagne électorale comme il aurait pu le faire à l'époque du franquisme. L'une de ses dernières déclarations : « Nous rejetons le statut aussi bien dans sa lettre que dans son esprit » a fait que l'Alliance populaire est appelée ici comme cela s'est déjà produit dans d'autres régions espagnoles, l'« Alliance impopulaire ».

Au sein de l'Union du centre, le parti de M. Suarez, les candidatures élaborées à Barcelone ont été également « retouchées » à Madrid. M. Antoni de Senillera, bien connu dans la métropole catalane, a été invité à quitter le parti gouvernemental.

Monarchiste libéral, ami personnel du comte de Barcelona, anti-franquiste notoire, M. Antoni de Senillera a rejoint M. Suarez. Malgré cette subordination des provinces à Madrid, l'Union du centre peut s'appuyer sur des résultats à Barcelone. Après quarante années de dictature peut-on en trois semaines de campagne électorale effacer l'habitude de se prononcer pour ceux qui sont au pouvoir ?

L'émiettement des partis autonomistes

Malgré les efforts de M. Jordi Pujol, secrétaire de la Convergence démocratique pour la Catalogne, les autonomistes ne sont pas parvenus à former un groupe homogène. Il existe une coalition de centre droit présidée par M. Antoni Canyelles, et une coalition nationaliste de centre gauche qui comprend la Convergence démocratique de M. Jordi Pujol, les libéraux d'Esquerra Catalana, les socialistes-démocrates issus d'une scission du parti socialiste catalan et les membres du Front national de Catalogne, parti non légalisé.

Le parti socialiste catalan, qui est présidé par un industriel, M. Joan Reventós, s'est associé avec le parti socialiste ouvrier espagnol. Le P.S.O. est un parti de cadres, formé d'universitaires, qui recrute ses membres dans la moyenne et la haute bourgeoisie. Le P.S.O.E. parti des non-catalans, lui apportera ainsi ses voix.

A leur gauche, le parti socialiste unifié de Catalogne (P.S.U.C.,

communiste), tend encore plus vers l'autonomisme que le P.S.O. lui-même, et a su mettre en avant des intellectuels renommés, tels que M. Alfonso C. Comín, membre du comité exécutif. Le secrétaire général du P.S.U.C., M. Gregorio Lopez Raimundo, est un Aragonais qui a vécu pendant vingt ans dans la clandestinité à Barcelone, organisant le parti et échappant presque miraculeusement à la police. Le P.S.U.C. a fait une campagne électorale massive qui devrait lui permettre d'apparaître comme un parti catalan à part entière. Un meeting, auquel participaient MM. Santiago Carrillo et Gregorio Lopez Raimundo, a réussi à rassembler à Barcelone quelque deux cent mille personnes.

La « Lliga de Catalunya » (la Ligue de la Catalogne), le parti historique de la droite catalane, s'est jugée suffisamment forte pour constituer, sans le parti situat à droite de la démocratie chrétienne, nous a déclaré M. Josep Figueras, son secrétaire général. Il nous explique : « Sans vouloir tomber dans un optimisme exagéré, nous croyons, en bons réalistes, que la Catalogne, en raison de sa condition de « pays qui peut servir d'exemple », grâce à sa « bonne préparation culturelle et civique, laisse peu d'espace électoral à la pseudo-droite réactionnaire, qui mise politiquement sur la peur. Les classes conservatrices de Catalogne, importantes par le nombre et la valeur, ont une attitude plus européenne, plus cultivée, plus civilisée, que ne le souhaitent les porte-paroles de l'autoritarisme. Ces classes conservatrices feront sans aucun doute

pencher la balance vers des options ouvertes et européennes propres à la « droite civilisée ». Il est difficile de prévoir quel sera l'avenir de la Catalogne après les élections du 15 juin. Le gouvernement a promis la création d'un « conseil général » formé de tous les députés et sénateurs élus de la région, et qui serait chargé de rédiger un « statut ».

Le rôle de M. Pujol

Plus déterminante pour l'avenir paraît être la personnalité de M. Jordi Pujol, dirigeant de la Convergence démocratique. Jeune étudiant, il fut arrêté par la police et torturé. On l'accusait d'avoir distribué avec quelques amis des tracts en faveur de la culture catalane pendant l'entracte d'un spectacle d'opéra que présidait le général Franco. Agé d'une quarantaine d'années, très

actif, M. Pujol a des idées claires sur l'autonomie. « Si les Catalans, qu'ils appartiennent à un parti ou à un autre, paient les élections, nous devons constituer une assemblée et ouvrir des négociations avec le gouvernement espagnol, explique-t-il. Le président Tarradellas doit revenir à Barcelone et présenter sa démission jusqu'à ce que l'Assemblée termine ses négociations avec le gouvernement, afin que les nouvelles Cortès (Parlement) nous reconnaissent les mêmes pouvoirs que ceux que nous avions en 1932. » Il ajoute : « Tarradellas n'est en fait qu'un symbole de continuité. Tarradellas est une illusion. Je crois que les négociations peuvent s'étirer au moins sur deux années, temps nécessaire pour que l'on comprenne enfin qu'autonomie n'est pas synonyme de séparation. »

JOSE-ANTONIO NOVAIS.

**Bejaia, directement au départ de Marseille.**

Nouvelle ligne internationale de passage par air-terre inaugurée par le CNAN à partir de juillet 1977.

Et bien sûr les autres rotations :

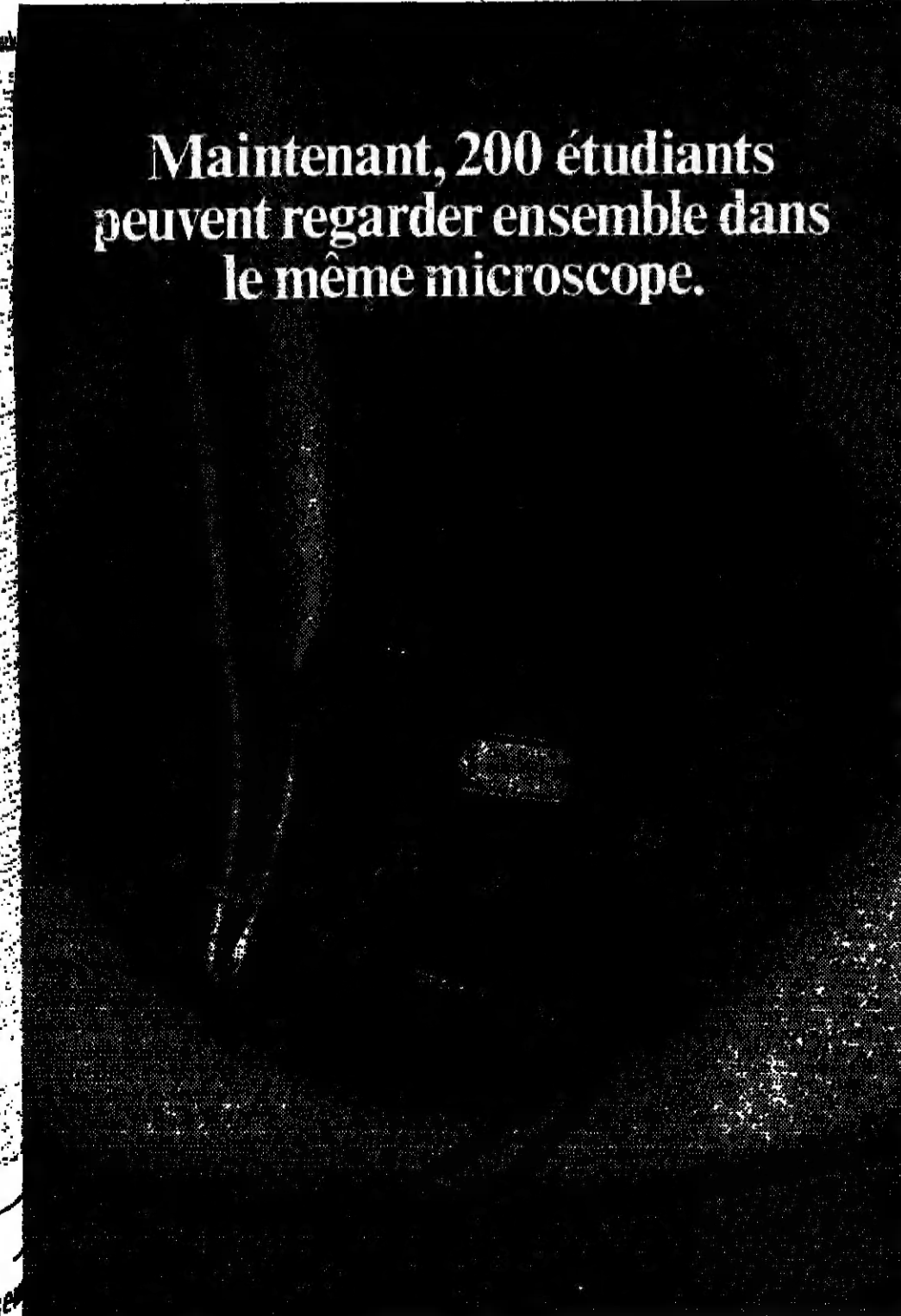
Marseille - Alger - Marseille	COURTOISIE CONFORT
Marseille - Palma - Alger - Marseille	
Marseille - Oran - Marseille	
Marseille - Alicante - Oran - Marseille	
Marseille - Annaba - Marseille	

Le CNAN vous offre la possibilité de vous rendre en voiture en Espagne et en Algérie.

Et bientôt : Oran - Alicante - Oran.

Reservations - Réclamations : **Dispositif Passagers 2**, 06 97 97 97 97. Téléphone : 01 78 78. Télex : 52 207 CHAP.

**Maintenant, 200 étudiants peuvent regarder ensemble dans le même microscope.**



Auparavant, seuls le chirurgien et son assistant pouvaient regarder dans le microscope. La clinique ophtalmologique de l'Université de Francfort offre d'autres possibilités.

Le champ opératoire n'est pas plus grand qu'une petite montre de dame. Les sutures sont plus fines que des aiguilles.

L'amphe est plein à craquer et pourtant tous les étudiants peuvent suivre correctement l'opération. Chaque détail est visible d'une façon nette et précise.

Dans la salle d'opération personne ne dérange le chirurgien et ses assistants. Seuls témoins : les caméras de télévision BOSCH.

Une caméra noir et blanc retransmet la préparation de l'opération et la poignée de main du chirurgien à son équipe.

Une caméra couleur montre le champ opératoire. Elle est couplée au microscope par un objectif articulé. Une sonorisation permet aux étudiants d'entendre les explications de leur professeur et de lui poser des questions.

Un magnétoscope enregistre toutes les phases de l'opération sur une bande vidéo.

Ainsi, des techniques d'opération peu coûteuses, des méthodes de diagnostic et de traitement peuvent être présentées de manière vivante avec un matériel audiovisuel.

Le service des étudiants - et surtout des malades.

BOSCH partage votre vie et vous ne pouvez pas toujours.

Savez-vous que votre voiture est probablement équipée avec des pro-

duits BOSCH et que lors de la prochaine révision elle sera sans doute mise au point et vérifiée avec des appareils de contrôle BOSCH.

Quant à votre autoradio, si c'est un BLAUPUNKT, pensez aussi que BLAUPUNKT est une société du groupe BOSCH.

BOSCH accompagne vos gestes quotidiens en bien d'autres occasions. De nombreux produits alimentaires que vous achetez dans les grandes surfaces sont emballés par nos machines; vous les préparez peut-être dans votre cuisine BOSCH, et vous les conservez dans votre réfrigérateur BOSCH.

Peut-être réalisez-vous des films avec une caméra de chez BOSCH dont la marque est BAUER. Il y a également des salles de cinéma équipées de projecteurs BAUER.

Nous sommes présents dans beaucoup de domaines: on utilise l'outillage BOSCH pour construire des appartements; le matériel ferroviaire est équipé de composants fabriqués par BOSCH et grâce aux réchauffeurs de sang BOSCH, les hôpitaux peuvent porter leurs réserves de sang à la température du corps humain.

5700 scientifiques et techniciens travaillent chez BOSCH à la recherche et au développement de nouveaux produits et de meilleures méthodes, exclusivement.

Le Groupe Bosch en France: 5 usines.

**BOSCH**



## LENTILLES DE CONTACT : parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux.

Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes, manquez-le aussi sans vous priver de bien voir. Grâce aux lentilles de contact YSOPTIC.

Vous trouverez chez YSOPTIC une vaste gamme de lentilles de contact, classiques, souples ou miniflexibles, spéciales pour yeux sensibles. Elles assurent une vision totale et une correction parfaite. Vous serez surpris de leur efficacité. Essayez-les gratuitement chez :



YSOPTIC  
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS  
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants  
français et étrangers sur demande.

RENTREE 77

## choisir un cours privé

Le nouveau centre de documentation  
fournit gratuitement aux parents les  
enseignements et études de dossier  
en vue de la scolarisation efficace de  
leurs enfants dans l'enseignement  
privé.

Paris-Action-Scolaire  
P.A.S., 31, avenue de l'Opéra  
Paris (1<sup>er</sup>) - Tél. 296-32-81

# LA MEILLEURE ARME ANTI-VOL : VOS CISEAUX.

Nous sommes spécialistes depuis 10 ans dans la  
protection contre le vol des locaux officiels et des  
entreprises.

Il nous était facile de tirer parti de notre  
expérience "professionnelle" pour mettre au point  
une technique spécialement adaptée aux  
particuliers. La technique existe : le Système de  
Protection Personnelle.

L'idée : après un diagnostic sérieux des risques  
de cambriolage, mettre en place un système  
anti-vol aux points névralgiques de l'habitation.  
Un système basé sur la dissuasion.

Un résultat : 8 000 installations personnalisées  
réalisées en 4 ans, dont 6 000 chez des particuliers.

Je désire en savoir davantage sur votre système de protection,  
si en recevant une documentation,  
si en étant contacté par l'un de vos conseillers en vue d'un devis  
entièrement gratuit.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Jus à envoyer à PROTEG, 36 rue Langlois, 75001 Paris - Tél. 287 40 70

Depuis, aucun cambriolage réussi à notre  
connaissance.

En nous envoyant ce bon, vous pourrez  
bénéficier de deux propositions :

1. un diagnostic gratuit de vos risques-vol  
compte tenu de votre domicile et un devis,  
toujours gratuit, de ce qu'il vous en coûtera pour  
les diviser par 1000 ;

2. la possibilité de louer votre installation de  
protection à partir de 98 F par mois.

Il y a des propositions qu'on étudie de près  
et des initiatives qu'on se félicite, un jour ou  
l'autre, d'avoir prises.

La belle saison des larcins finit aux ciseaux.



Agité par les Compagnies d'Assurance (A.P.S.A.I.).  
LES PROFESSIONNELS DE LA DISSUASION ANTI-VOL.

20 agences dans toute la France.

# charters → usa

CAMINO vous propose :

des prix

1.490 à 1.790 F.  
Paris New York (aller/retour)

du sérieux

les agences de voyages, que la loi rend responsables  
de ce qu'elles vous vendent, recommandent les vols  
Camino.

des références

le premier vol ouvert au public, le 9 mai 1973, était  
un vol Camino.

un programme

nombreux vols pour séjours de 2 semaines à 2 mois.

les meilleurs prix sans risques  
c'est Camino



(si vous voulez plus de renseignements sur les nombreux  
vols, séjours et circuits Camino vers les Etats-Unis,  
adressez-vous à votre agence de voyages ou à CAMINO,  
21, rue Alexandre Charpentier, 75017 Paris - tél. 755.77.90  
ou 380.55.58 - lic. A. 478)

**PLM LOU TAMAROU**  
pour son 35<sup>e</sup> hôtel  
**PLM choisit Béziers**

PLM - Lou Tamarou - Route de Montpellier 34500 - Tél. (67) 76 00 55  
Réservation centrale : Tél. 588 73 46 - Télex 270 740

**PLM Saint Jacques - Votre hôtel à Paris**

800 CHAMBRES 4 ÉTOILES - 17, bd Saint-Jacques 75014 Paris - Tél. 589 89 80

## DIPLOMATIE

AVANT LES RENCONTRES DE BELGRADE SUR LA

## L'U.R.S.S. : peu d'enthousiasme

Moscou. — C'est avec une certaine  
appréhension que l'Union soviétique  
envoie une délégation à Belgrade. Il  
y a deux ans pourtant, au « sommet »  
d'Helsinki, Moscou était favorable  
sans restriction à l'organisation d'une  
telle rencontre. Mais bien des choses  
ont changé depuis que certaines for-  
ces, aussi bien en Occident que dans  
les pays de l'Est, se sont rendus  
compte que l'acte final de la C.S.G.E.  
leur fournissait des arguments non  
négligeables dans la lutte pour la  
libéralisation des régimes est-euro-  
péens.

Malgré leur manque d'enthousiasme  
pour un exercice périlleux, il était  
difficile aux dirigeants soviétiques de  
faire marche arrière. N'ayant même  
pas réussi à abréger la rencontre de  
Belgrade — leurs suggestions dans  
ce sens n'ont rencontré aucun écho —  
ils sont aujourd'hui condamnés  
à faire bonne figure. Mais le cours,  
manifestement, n'y est pas. Tous les  
commentaires que la presse sovié-  
tique consacre à la prochaine réu-  
nion, toutes les déclarations des diri-  
geants, sont empreints d'une agres-  
sivité nettement défensive.

A commencer par les récentes dé-  
clarations de M. Brejnev à la télé-  
vision française selon lesquelles  
Belgrade doit constituer « un prolon-  
gement et un développement de  
l'esprit d'Helsinki, un nouveau  
maillon dans la processus de la dé-  
tente (...), une action de coopération  
et non pas de discorde », fautes de  
quel « ceux qui tentent d'orienter  
la conférence dans une autre direc-  
tion endosseraient une lourde res-  
ponsabilité ».

Les Soviétiques n'ont jamais caché  
qu'ils accordaient de l'importance  
surtout aux deux premières « cor-  
belles » d'Helsinki, c'est-à-dire aux  
questions de sécurité et de coopéra-  
tion économique et commerciale. Les  
problèmes humanitaires de la troi-  
sième corbeille relèvent d'ailleurs  
selon eux, de la souveraineté de  
chaque Etat signataire, c'est-à-dire  
de son bon vouloir. Seul, aiment-ils  
répéter, un renforcement de la  
détente — qu'ils conçoivent essen-  
tiellement comme un processus affectant  
les relations entre Etats et non  
entre populations — pourrait per-  
mettre d'apporter une solution aux

De notre correspondant

questions humanitaires, d'accentuer  
les échanges d'idées.  
Nul doute donc que l'U.R.S.S. pro-  
fitera de la conférence de Belgrade  
pour relancer des idées déjà con-  
nues sur la coopération politique et  
économique, ainsi que sur la réduc-  
tion des armements. Il sera beau-  
coup question dans les interventions  
des représentants soviétiques de la  
proposition faite par les pays du  
pacte de Varsovie d'un traité dont  
les signataires renonceraient à l'em-  
ploi en premier des armes nucléaires,  
du déblocage des négociations de  
Vienna sur la réduction des troupes  
et des armements en Europe cen-  
trale, d'un projet d'accord entre le  
pacte de Varsovie et l'OTAN sur le  
non-recrutement de nouveaux mem-  
bres, etc. La plupart de ces propo-  
sitions ont déjà été repoussées par  
les pays occidentaux et n'ont guère  
de chances d'aboutir.

L'U.R.S.S. pourrait avoir un peu  
plus de succès avec les problèmes  
de la troisième corbeille puisqu'elle  
s'apprête à relancer un projet déjà  
présenté par M. Brejnev tendant à  
organiser des conférences paneuro-  
péennes sur trois problèmes :  
l'énergie, transports et protection de  
l'environnement. Une conférence sur  
l'environnement en particulier appa-  
rait comme relevant du domaine du  
possible.

M. Carter attaqué

Ce serait toutefois un bien médi-  
ocre consolation pour Moscou si  
l'U.R.S.S. se retrouvait, à Belgrade,  
sur le banc d'accusation à propos  
des droits de l'homme. Il y a quel-  
ques semaines encore, les experts  
soviétiques espéraient éviter une telle  
situation : certes, l'alerte avait été  
châud dans les semaines suivant  
l'arrivée au pouvoir de M. Carter,  
mais, après l'échec des pourparlers  
que M. Vance avait eus à Moscou, la  
Maison Blanche avait paru vouloir  
limiter ses interventions en faveur des  
dissidents soviétiques.

Mais deux événements viennent de  
faire rebondir le dossier : l'annonce  
qu'Anatoli Chicharenko, un militant  
juif, réquerrait peut-être sa vie dans

le procès qu'on menace de lui inter-  
ner pour espionnage au profit de la  
C.I.A., et la publication à Washington  
d'un rapport présidentiel consacré à  
l'application des accords d'Helsinki.

La Maison Blanche et le dépen-  
sement d'Etat ont exprimé leur inquié-  
tude sur le sort de M. Anatoli Chicharenko.  
Les deux faits ont donné lieu  
à toute une série de commentaires  
soviétiques extrêmement vifs, le der-  
nier en date figurant dans le *Pravda*  
du samedi 11 juin et qualifiant le  
rapport de M. Carter de « nouvelle  
maillon dans la chaîne des actions  
anticommunistes et antivoïevietiques  
auxquelles se livre la propagande  
occidentale et auxquelles s'associent  
avec zèle les milieux officiels de  
Washington à l'échelon le plus élevé ».

Un commentaire de Tass, publié le  
8 juin, allait encore plus loin pour  
qu'il traitait le président des Etats-  
Unis d'« ennemi de la détente » et lui  
reprochait « de faire passer pour des  
combattants des droits de l'homme  
une poignée de renégats, d'agents et  
de complices des services de ren-  
seignement américains ».

On voit mal, dans ces conditions,  
comment un affrontement américano-  
soviétique pourrait être évité à Bel-  
grade. Certes, dit-on à Moscou, la  
première partie de la conférence (les  
cinq ou six semaines à venir) devra  
être davantage consacrée aux ques-  
tions d'organisation et de procédure  
qu'aux débats de fond, et d'ici la  
réunion des travaux de la conférence,  
le 3 octobre, bien des choses pour-  
ront encore se produire. Le climat  
actuel qui règne en U.R.S.S. ne per-  
met cependant pas de prédire que  
les dirigeants soviétiques accom-  
pliront, d'ici à octobre, les quelques  
gestes de « bonne volonté » qui per-  
mettraient d'éviter un trop grand éclat.  
Pour l'instant, en tout cas, la ten-  
sion est toujours au durcissement  
à l'égard des « mal-penseurs », à la  
dénonciation furieuse des sociétés  
occidentales, accusées de ne respec-  
ter pratiquement aucun des droits de  
l'homme, et à l'exaltation de la  
solidarité soviétique et de la nouvelle  
Constitution dont le pays aura dû  
au moment du soixantième anniver-  
saire de la révolution d'Octobre.

JACQUES AMALRIC.

## Les démocraties populaires : ni affrontement ni dérobade

De notre correspondant  
en Europe centrale

Vienna. — On aurait tort de  
penser que la polémique Est-  
Ouest sur la réalisation de l'acte  
final d'Helsinki a commencé au  
début de cette année, en liaison  
avec le développement des mouve-  
ments de contestation dans les  
pays communistes. Elle n'a en ré-  
sulté jamais cessé : trois semaines  
après la signature des accords de  
Helsinki, un journal polonais de  
gauche a lancé une campagne de  
critique contre « certains cercles  
anti-Helsinki ouest-européens et  
américains » l'accusation de « révi-  
sionisme » territorial. A la fin  
du même mois d'août 1976, *Rude*  
Pravda, l'organe du parti commu-  
niste tchécoslovaque, estimait  
déjà que les adversaires de la  
détente étaient en train d'« inter-  
préter unilatéralement » les prin-  
cipes adoptés dans la capitale  
finlandaise.

La bataille idéologique qui se  
développe n'est pas, en soi, déve-  
nue plus virulente — mais pas uni-  
quement — sur les atteintes aux  
droits de l'homme. Ces derniers  
figurent dans le « code » des dis-  
positions annexes aux accords de  
Helsinki, et les relations inter-  
nationales des Etats participants  
sont placées en tête de l'acte final. De  
leur côté, les pays de l'Est ont  
figurant dans le « code », celui  
de la non-intervention dans les  
affaires intérieures. L'application  
de ce principe a été élargie ces  
dernières années aux domaines  
politiques et économiques, prin-  
cipalement sous l'impulsion  
des pays communistes.

Même si l'on fait abstraction  
du mauvais exemple donné par  
Moscou avec l'intervention de  
1968 en Tchécoslovaquie, l'argu-  
mentation des pays communistes  
sur la non-ingérence n'est pas  
sur le plan juridique, d'une soli-  
dité à toute épreuve. En premier  
lieu, le principe de la non-inter-  
vention tel qu'il est formulé dans  
l'acte final, s'applique aux Etats  
et non aux personnes. Il est donc  
particulièrement mal venu d'y  
faire appel pour critiquer l'acti-  
vité de la presse. Cette constata-  
tion, entre autres, a amené l'Est  
à développer la thèse de la res-  
ponsabilité des Etats pour le contenu  
des informations. Thèse embrouil-  
lée, dangereuse qui aboutirait  
si elle était acceptée dans ses  
implications ultimes, à instaurer,  
comme c'est le cas en Europe de  
l'Est, la censure d'Etat sur l'en-  
semble de la presse.

En second lieu, la notion de  
non-ingérence, même élargie, ne  
paraît pas devoir s'appliquer, selon  
la rédaction de l'acte final, au  
domaine idéologique. Les pays  
communistes se trouvent en oc-  
currence devant une contradic-  
tion, puisqu'ils ont de tout temps  
proclamé que la coexistence paci-

fique ne peut pas s'appliquer à la  
lutte des idées.

Ces considérations expliquent  
en partie que les pays de l'Est  
ne paraissent pas donner aux  
prochAINS débats de Belgrade  
l'importance qu'ils avaient atten-  
dus au « sommet » d'Helsinki.  
Mais d'autres facteurs jouent  
aussi. Il ne s'agit pas cette fois  
d'abréger la rencontre, mais de  
faire-on remarque dans les capi-  
tales est-européennes, d'une confé-  
rence, mais aussi qu'il s'agit  
dans l'acte final d'une « décla-  
ration ». Le silence des représen-  
tations des Etats participants  
est, en outre, plus modeste qu'en  
Finlande. L'écho des débats sera  
donc moins grand que pour  
Helsinki.

On souligne aussi que le dé-  
bat de deux ans écoulés depuis Hel-  
sinki est très ouvert. Le renou-  
veau de Belgrade ne représente qu'une  
étape sur la voie d'une œuvre de  
longue haleine. L'acte final, re-  
marque-t-on par exemple à Zinda-  
pet, comprend quelque trois cents  
recommandations, alors que ces  
deux dernières années la poli-  
mique s'est concentrée sur quatre  
ou cinq points.

D'une façon générale, l'appré-  
ciation globale portée sur les ré-  
sultats d'Helsinki est moins négative  
qu'on ne pourrait le croire en  
première analyse. Mises à part  
les ambiguïtés liées aux principes  
de souveraineté, de non-interven-  
tion et de respect des droits de  
l'homme, la réalisation des dix  
principes est jugée de façon  
encourageante. La mise en œuvre  
de l'acte final, estime-t-on, est  
l'ordre du jour dans chaque pays,  
et c'est un fait positif.

Pessimisme

de la Roumanie  
Souhaitant que la rencontre de  
Belgrade se déroule dans un esprit  
constructif, les pays de l'Est  
seront enclins à présenter prin-  
cipalement les éléments positifs du  
bilan. Ils affirment qu'ils ne  
seront pas les premiers à se lancer  
dans un affrontement, mais qu'ils  
ne le refuseront pas si d'autres  
le cherchent. Ils estiment que  
dans le domaine de la détente  
militaire en particulier les Occi-  
dentaux, surtout les pays de  
l'OTAN, n'ont guère montré de  
bonne volonté. Cette insatisfac-  
tion est nourrie de l'inquiétude  
que suscite la dégradation des  
relations soviéto-américaines  
depuis l'arrivée à la Maison  
Blanche de M. Carter.  
Pour ce qui est de la deuxième  
corbeille, les pays de l'Est se  
réjouissent de la signature d'un

certain nombre d'accords de  
coopération industrielle, mais ils  
déplacent les manières d'habitudes  
discriminatoires au commerce, la  
décision de la Communauté euro-  
péenne concernant les limitations  
imposées à la pêche et le peu  
d'empressement de Bruxelles à  
engager le dialogue avec le  
Canada.

Dans la troisième corbeille, l'Est  
met surtout l'accent sur le dés-  
équilibre quantitatif dans la dis-  
tribution des livres, des films, des  
pièces de théâtre. Les pratiques  
restrictives de certains Etats occi-  
dentaux, comme les Etats-Unis en  
matière de délivrance de visas,  
sont également critiquées.

La Roumanie se distingue de  
ses partenaires par un jugement  
sensiblement plus pessimiste sur  
l'évolution de la détente. C'est une  
façon comme une autre d'inciter  
les Etats européens à redoubler  
d'efforts pour approfondir ce pro-  
cessus. Les Roumains insistent, en  
particulier, sur la nécessité de  
réaliser des mesures efficaces de  
désarmement (suppression des  
bases étrangères, réduction des  
effectifs nationaux, etc.). Ils pro-  
posent la conclusion d'un pacte  
européen de non-recours à la  
force, domaine dans lequel ils  
avaient déjà déployé une grande  
activité lors de la conférence de  
Helsinki. Ils suggèrent, enfin, la  
création de groupes de travail  
ayant des mandats précis et  
ouverts à tous les pays qui le  
souhaitent. Selon le point de vue rou-  
main, ces groupes permettraient  
d'examiner concrètement les dif-  
férents aspects de la coopération  
Est-Ouest.

MANUEL LUCBERT.

**SUISSE**  
VILLARS-SUR-OLLON  
altitude 1.300 m

**A VENDRE**  
dans domaine privé avec  
environnement protégé

**APPARTEMENTS**  
DE LUXE

dans  
**CHALET TYPIQUE**  
de 5 à 10 appartements  
VUE PANORAMIQUE

Crédit 60 % sur 20 ans à taux fixe  
S'adresser au constructeur

**IMMOBILIER DE VILLARS SA**  
Case postale 62  
CH-1884 VILLARS-SUR-OLLON  
Tél. 029/31939 et 32206

SECURITE ET LA COOPERATION

Les pays occidentaux  
pour une attitude

Les neutres et non-alignés  
l'esprit d'Helsinki

ROBERT A. HENNE

La boucherie "Grande Surface"  
au service des consommateurs

**PRIX DISCOUNT**

OUVERT DU MARDI AU VENDREDI  
de 8 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 19 heures

**VILLARS** 1300 m

**SUISSE**



## SÉCURITÉ ET LA COOPÉRATION EN EUROPE

Il n'a guère été de rencontres au cours des derniers mois entre les Etats-Unis et les pays de l'Europe de l'Ouest qui n'aient été précédées d'un accord préalable sur l'application des accords d'Élsinori et sur l'attitude que les pays occidentaux devront observer à l'égard de l'Union soviétique, contre au « sommet », des pays industrialisés, qui a réuni, les 7 et 8 mai dernier à Londres, six signataires de l'accord final d'Élsinori (Grande-Bretagne, France, Belgique, Pays-Bas, République Fédérale d'Allemagne, Italie) et le Japon, a donné lieu à une explication du rôle de ces pays, qui ont pris de position en faveur des participants sans être tombés d'accord, sur le premier thème traité, celui de la « Californisation » de ce que (M. Carter) a fait, chacun à notre façon, à la fois des droits de l'homme soient respectés et de la « Californisation » possible », mais aussi pour adopter à Belgrade une attitude « constructive » et ne pas faire du problème des droits de l'homme l'objet de polémiques entre l'Est et l'Ouest.

une vive irritation contre l'esprit et les accents d'Heinrich. Plus vraisemblablement, il sera amené à aller à des convictions morales et religieuses sincères des habitants de ce pays, pour quelques initiatives que de «old-time» américains. Comme l'a dit M. Vance le 6 juin devant une commission du Congrès : « Nous verrons à mesure que les hommes se rendent compte d'être effrayés et convaincus dans la poursuite de nos objectifs. Entre la diplomatie publique et la diplomatie tranquille, nos recherches s'inspirent presque exclusivement de la diplomatie américaine ». « L'attitude des nouvelles et grandes propositions qu'il y eu de chances d'être acceptées », lui attireront leurs bruts et leurs larmes. Cependant, nous polémiques (...), d'une manière sérieuse et directe ».

Les membres de la Communauté européenne, pour leur part, sont bien décidés à éviter toute dramatisation. Le 1<sup>er</sup> février dernier, à Londres, les Neuf sont allés à la conférence de presse où, sous la signature de l'acte final avait déjà eu des résonnances appréciables, que la dynamique d'«Elsjinski» jouait même et qu'il serait inexact de croire que les intentions tives, de donner des prétextes aux Soviétiques pour rajouter leur position. Les membres de l'Organisation des Etats du moins les sociaux-démocrates, ne sont pas les moins fermes en faveur d'une telle attitude. «Les accords d'Elsjinski» déclaraient le ministre des Affaires étrangères, Helmut Schmidt, représentent un progrès gigantesque par rapport à la situation d'il y a trente ans. En ce sens, nous sommes satisfaits. Nous devons réduire à l'absolu les possibilités de l'Union soviétique.

Jeunesse, elle a déjà en son sein des contingents puissants qui travaillent dans les domaines de la coopération économique et de la réunification des familles. Il est indispensable de maintenir ces efforts, de les consolider, d'espérer fonder et de féliciter sur le plan géographique... »

Pour sa part, M. Gisclard d'Estaing a expliqué, le 12 avril, à la tribune, que la France ne se contente en cherchant à promouvoir les libertés, d'intervenir pas à l'intérieur des autres Etats pour des cas particuliers. « Je ne suis pas sûr, dit-il, que ce soit le rôle de la France de faire progresser affectivement le respect des droits et de la liberté des personnes (...). Ceux qui connaissent l'Union soviétique et qui ont vu les procès de Moscou, les procès de Moscou, qui représentent

des problèmes, que l'on résoudre des difficultés que se posent.»

Les deux continents ont échangé les premiers renseignements éblouissants des accords d'Helsinki. Celui-ci devra selon eux, être appliqué sans délai, sans attendre d'autres accords. L'Union soviétique a ensuite un plus grand respect des engagements pris à Helsinki et une meilleure application des principes d'égalité et de non-ingérence. Ils ne demandent ni le renforcement ni l'extension de ces recommandations dans la crainte d'effaroucher les autres membres de certaines d'entre elles. Toujours hostiles à l'institutionnalisation de la conférence, les deux camps ont cependant constaté que les Soviétiques n'auraient pas renoncé à leur propagande subversive. Ils ne renonceraient pas, en revanche, à la poursuite de nouvelles démarches périodiques chargées, comme on va s'y efforcer à Belgrade, d'apprécier et de perpétuer l'application des accords d'Helsinki.

Vienna. — Le groupe des « neutres et non-alignés » (1) ne compte pas un allié, mais une multitude d'adhésions. Néanmoins, les points de vue convergent suffisamment pour que le groupe soit un facteur non négligeable dans la concertation entre les « trente-cinq ». Déjà actifs dans la préparation de la conférence d'Helinski, ces pays se sont réunis à Belgrade, à la fin du mois de janvier dernier, les neutres pour leur part se rencontrant de nouveau à Berne les 9 et 10 février. Les « neutres » ont repris d'Helinski et sa suite, la continuité du non-

### De notre correspondante

cessus entant il y a deux ans, tel est le but essentiel que se sont fixés les neutres et les non-alignés pour la réunion de Belgrade.

Le processus, selon eux, ne contribue pas seulement à renforcer la sécurité de tous. Il a aussi pour résultat de démontrer les relations internationales, et donnant aux présences les moins grandes la possibilité de s'exprimer et de participer à un nombre croissant d'affaires européennes.

Les neutres et les non-alignés vieillissent donc à Belgrade, à prévenir tout « polémique » qui cherchait à faire perdre la face à un groupe quelconque d'Etats et créait de la sorte un climat de tension. Ils sont, en revanche, bien décidés, indique-t-on du côté autrichien, à dire les choses et à les appeler par leur nom ». Ils ne se contenteront pas en fin de compte de l'examen de « listes positives » de pays qui ne reconnaissent que des progrès ont été accomplis par certains pays, si leur paraît évident que beaucoup de dispositions contenues

C'est un bilan détaillé de l'ensemble de la situation que veulent pouvoir dresser ces pays. Ils souhaitent aussi savoir que des structures soient mises en place pour permettre des discussions approfondies et estiment qu'il serait regrettable de fixer un délai à l'issue duquel la situation de Belgrade - en l'absence de progrès - serait considérée comme trop grande, en cas de désaccord, de renvoyer chacun chez soi sans qu'aucune décision soit prise pour l'avenir. Ils ont donc décidé que les conclusions de cette réunion soient inscrites dans un document final relativement précis reflétant les points de vue et les objectifs des différentes parties. Ils fixent la date de la prochaine réunion.

« Il semble que M. de La Motte veuille soumettre une nouvelle fois le problème de la sécurité en Méditerranée orientale aux Nations Unies. Je soutiens par les autres pays neutres, proposer de tenir une réunion d'experts chargés d'étudier son « projet de convention instituant un système européen de règlement pacifique des différends », par lequel tous entendent, et particulièrement la Yougoslavie, estime, d'autre part, urgent de parvenir à des résultats concrets dans le domaine de la limitation des armements et, en tout cas, d'abolir l'appareil militaire militaire destiné à accroître la confiance (à propos surtout des manœuvres militaires) et recommandées par l'Acte final.

Pour sa part, l'Austrie soutient la proposition soviétique d'organiser des conférences européennes dans les domaines suivants : des transports et de l'environnement. Enfin, tout en respectant le caractère nécessairement discret des prochaines réunions, les neutres et les non-alignés souhaiteraient donner au débat de Belgrade une publicité plus large que celle qui avait accompagné la conférence de Genève. En attendant la préparation de la conférence d'Belgrade, ils font valoir que l'opinion publique est en droit de savoir où en est l'application de l'Acte final.

**ANITA RIND.**

(1) Ce groupe comprend des pays membres, des pays non alignés et de petites Etats: Afrique, Finlande, Suède, Suisse, Yougoslavie, Chypre, Malte, le Saint-Siège, San-Marino et le Liechtenstein.

*La Pompadour*  
**SPECIALISTE**  
**CEREMONIES**  
 la plus élégante  
 Collection parisienne  
 ensembles, manteaux,  
 robes courtes et longues  
 soie naturelle, imprimés,  
 mousseline, etc.  
**FEMMES FORTES**  
 du 42 au 60  
**32 bis, Bd HAUSMANN**  
 M<sup>re</sup> Dominique d'Antin

**4° aux terminales,**  
**dès la rentrée 77, prépare.**

**un bac « C »**

**INSTITUT DE MONCEAU**  
Établissement d'Enseignement Privé  
8, rue de Monceau (8<sup>e</sup>), 755-61-24  
Métro : St-Philippe ou Etoile (RER)

## A FONTENAY/BOIS (94)

# AUCHAN CASSE LES PRIX !

Canon... Minolta... OLYMPUS... Nikon... Sankyo... Kodak...  
... POLAROID... KONICA... FUJICA... PENTAX... PRAKTIKA...

Caméra CANON 514 XLS  
sonore - Zoom électrique  
5 fois  
**2130,00 F**

Film SUPER 8  
KODAK K 40  
**28,18 F**  
PRAKTIKA I TL 3

**CANON AE1**  
Objectif 1,4/50 mm  
automatisme  
électronique avec sac  
**2250,00 F**

**NIKKORMAT ELW**  
Objectif 2/50 mm  
automatique  
**3050,00 F**

OLYMPUS OM2 - Objectif  
1,4/50 mm  
automatique  
avec sac ..... **3 440,00 F**

Caméra BOLEX 551 XL sonore  
Zoom électrique 5 fois..... **2213,00 F**

**NIKON F2 Photomic DP1 - Objectif**  
**2/50 mm avec** **2650,00 F**  
 sac .....

**Caméra SANKYO 40 LX sonore  
avec sac - Zoom  
électrique 4 fois 1951,00 F**

**POLAROID 2000 développement instantané 338,60 F**

**KODAK EK 6 développement instantané 388,00 F**

**Offres limitées jusqu'à épuisement des stocks et sous réserve d'erreurs typographiques.**

**JUIN LE MOIS  
DE LA PHOTO**

**AVENUE DU MAL JOFFRE  
FONTENAY/BOIS  
TEL: 876 47 95**

...

# THE

**INCONTRES DE BELGRADE SUR**  
**S.: peu d'enthousiasme**

1. The first step in the process of the  
 2. The second step in the process of the  
 3. The third step in the process of the  
 4. The fourth step in the process of the  
 5. The fifth step in the process of the  
 6. The sixth step in the process of the  
 7. The seventh step in the process of the  
 8. The eighth step in the process of the  
 9. The ninth step in the process of the  
 10. The tenth step in the process of the

## M. Carter attaque

Le président Carter a déclaré hier que les dirigeants du mouvement pour la libération de Cuba, dont le chef est le général Guevara, sont des terroristes et des criminels. Il a également déclaré que le mouvement pour la libération de Cuba est une menace pour la sécurité nationale des États-Unis.

Carter a fait ces déclarations lors d'un discours prononcé à la Maison-Blanche. Il a déclaré que le mouvement pour la libération de Cuba est une menace pour la sécurité nationale des États-Unis, car il cherche à renverser le gouvernement légitime de Cuba et à installer un régime communiste.

Le président Carter a également déclaré que les dirigeants du mouvement pour la libération de Cuba sont des terroristes et des criminels, car ils ont commis des actes de violence et de terrorisme.

Ces déclarations ont été faites en réponse à une déclaration du général Guevara, qui a déclaré que le mouvement pour la libération de Cuba est une lutte pour la liberté et la justice.

Le mouvement pour la libération de Cuba est un mouvement qui a pour but de libérer Cuba du joug communiste et d'installer un régime démocratique. Il a été fondé en 1953 par le général Guevara et d'autres dirigeants.

Le mouvement pour la libération de Cuba a été déclaré illégal par le gouvernement des États-Unis en 1961. Les dirigeants du mouvement ont été poursuivis et certains ont été condamnés à la prison.

Le mouvement pour la libération de Cuba continue d'exister et de mener des activités de terrorisme et de violence. Il est considéré comme une menace pour la sécurité nationale des États-Unis.

**ités populaires: ni affronter  
ni dérobade**

1. The first part of the document is a letter from the President of the United States to the President of the Senate, dated July 1, 1862. The letter is signed by Abraham Lincoln and is addressed to the President of the Senate. The letter is a copy of a letter that was sent to the President of the Senate by the President of the United States. The letter is a copy of a letter that was sent to the President of the Senate by the President of the United States.

1890  
 1891  
 1892  
 1893  
 1894  
 1895  
 1896  
 1897  
 1898  
 1899  
 1900  
 1901  
 1902  
 1903  
 1904  
 1905  
 1906  
 1907  
 1908  
 1909  
 1910  
 1911  
 1912  
 1913  
 1914  
 1915  
 1916  
 1917  
 1918  
 1919  
 1920  
 1921  
 1922  
 1923  
 1924  
 1925  
 1926  
 1927  
 1928  
 1929  
 1930  
 1931  
 1932  
 1933  
 1934  
 1935  
 1936  
 1937  
 1938  
 1939  
 1940  
 1941  
 1942  
 1943  
 1944  
 1945  
 1946  
 1947  
 1948  
 1949  
 1950  
 1951  
 1952  
 1953  
 1954  
 1955  
 1956  
 1957  
 1958  
 1959  
 1960  
 1961  
 1962  
 1963  
 1964  
 1965  
 1966  
 1967  
 1968  
 1969  
 1970  
 1971  
 1972  
 1973  
 1974  
 1975  
 1976  
 1977  
 1978  
 1979  
 1980  
 1981  
 1982  
 1983  
 1984  
 1985  
 1986  
 1987  
 1988  
 1989  
 1990  
 1991  
 1992  
 1993  
 1994  
 1995  
 1996  
 1997  
 1998  
 1999  
 2000  
 2001  
 2002  
 2003  
 2004  
 2005  
 2006  
 2007  
 2008  
 2009  
 2010  
 2011  
 2012  
 2013  
 2014  
 2015  
 2016  
 2017  
 2018  
 2019  
 2020  
 2021  
 2022  
 2023  
 2024  
 2025  
 2026  
 2027  
 2028  
 2029  
 2030  
 2031  
 2032  
 2033  
 2034  
 2035  
 2036  
 2037  
 2038  
 2039  
 2040  
 2041  
 2042  
 2043  
 2044  
 2045  
 2046  
 2047  
 2048  
 2049  
 2050  
 2051  
 2052  
 2053  
 2054  
 2055  
 2056  
 2057  
 2058  
 2059  
 2060  
 2061  
 2062  
 2063  
 2064  
 2065  
 2066  
 2067  
 2068  
 2069  
 2070  
 2071  
 2072  
 2073  
 2074  
 2075  
 2076  
 2077  
 2078  
 2079  
 2080  
 2081  
 2082  
 2083  
 2084  
 2085  
 2086  
 2087  
 2088  
 2089  
 2090  
 2091  
 2092  
 2093  
 2094  
 2095  
 2096  
 2097  
 2098  
 2099  
 2100  
 2101  
 2102  
 2103  
 2104  
 2105  
 2106  
 2107  
 2108  
 2109  
 2110  
 2111  
 2112  
 2113  
 2114  
 2115  
 2116  
 2117  
 2118  
 2119  
 2120  
 2121  
 2122  
 2123  
 2124  
 2125  
 2126  
 2127  
 2128  
 2129  
 2130  
 2131  
 2132  
 2133  
 2134  
 2135  
 2136  
 2137  
 2138  
 2139  
 2140  
 2141  
 2142  
 2143  
 2144  
 2145  
 2146  
 2147  
 2148  
 2149  
 2150  
 2151  
 2152  
 2153  
 2154  
 2155  
 2156  
 2157  
 2158  
 2159  
 2160  
 2161  
 2162  
 2163  
 2164  
 2165  
 2166  
 2167  
 2168  
 2169  
 2170  
 2171  
 2172  
 2173  
 2174  
 2175  
 2176  
 2177  
 2178  
 2179  
 2180  
 2181  
 2182  
 2183  
 2184  
 2185  
 2186  
 2187  
 2188  
 2189  
 2190  
 2191  
 2192  
 2193  
 2194  
 2195  
 2196  
 2197  
 2198  
 2199  
 2200  
 2201  
 2202  
 2203  
 2204  
 2205  
 2206  
 2207  
 2208  
 2209  
 2210  
 2211  
 2212  
 2213  
 2214  
 2215  
 2216  
 2217  
 2218  
 2219  
 2220  
 2221  
 2222  
 2223  
 2224  
 2225  
 2226  
 2227  
 2228  
 2229  
 2230  
 2231  
 2232  
 2233  
 2234  
 2235  
 2236  
 2237  
 2238  
 2239  
 2240  
 2241  
 2242  
 2243  
 2244  
 2245  
 2246  
 2247  
 2248  
 2249  
 2250  
 2251  
 2252  
 2253  
 2254  
 2255  
 2256  
 2257  
 2258  
 2259  
 2260  
 2261  
 2262  
 2263  
 2264  
 2265  
 2266  
 2267  
 2268  
 2269  
 2270  
 2271  
 2272  
 2273  
 2274  
 2275  
 2276  
 2277  
 2278  
 2279  
 2280  
 2281  
 2282  
 2283  
 2284  
 2285  
 2286  
 2287  
 2288  
 2289  
 2290  
 2291  
 2292  
 2293  
 2294  
 2295  
 2296  
 2297  
 2298  
 2299  
 2300  
 2301  
 2302  
 2303  
 2304  
 2305  
 2306  
 2307  
 2308  
 2309  
 2310  
 2311  
 2312  
 2313  
 2314  
 2315  
 2316  
 2317  
 2318  
 2319  
 2320  
 2321  
 2322  
 2323  
 2324  
 2325  
 2326  
 2327  
 2328  
 2329  
 2330  
 2331  
 2332  
 2333  
 2334  
 2335  
 2336  
 2337  
 2338  
 2339  
 2340  
 2341  
 2342  
 2343  
 2344



# ROBERT & RENÉ

13, Rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10<sup>e</sup>)

Métro: REPUBLIQUE

*Une boucherie «Grande Surface»  
au service des consommateurs*

## PRIX DISCOUNT

	le kilo	la kilo
FILET ENTIER	33,80 F	27,50 F
FILET EN TRANCHES	28,40 F	23,50 F
PAUX-FILET	28,40 F	23,50 F
BUMSTECK	27,50 F	22,50 F
ROSBIF-TRANCHE	22,50 F	18,50 F
CÔTE DE BœUF	22,50 F	18,50 F
BœUF à SAISON	19,50 F	15,50 F
FLAT-DE-CÔTE	15,50 F	12,50 F
CÔTE DE PORC	15,50 F	12,50 F
GIGOT D'AGNEAU	20,50 F	16,50 F
CARRÉ D'AGNEAU ENT.	20,50 F	16,50 F
EPAULE D'AGNEAU	22,50 F	18,50 F
SCALOPE DE VEAU	20,50 F	16,50 F
NOIX DE VEAU	22,50 F	18,50 F
SŒUX-NOIX DE VEAU	22,50 F	18,50 F
CÔTE DE VEAU	22,50 F	18,50 F
TENDRON-POINTE, VEAU	15,50 F	12,50 F
LANCUE DE BœUF	15,50 F	12,50 F
JAMBONNET, DERRIÈRE	15,50 F	12,50 F
JAMBON D.D.	15,50 F	12,50 F
RONDE EN TRANCHE	15,50 F	12,50 F
TOULOUSE	15,50 F	12,50 F
FRANÇOIS	15,50 F	12,50 F
GUÉPOT CARRÉ	15,50 F	12,50 F
MESQUITE	15,50 F	12,50 F
Cuisse DINDONNET	15,50 F	12,50 F
SCALOPE DE BœUF	15,50 F	12,50 F
SALMON FUME	15,50 F	12,50 F

**OUVERT DU MARDI AU SAMEDI**  
**de 8 h 30 à 13 heures et de 15 heures à 18 h 50**

## VILLARS (1.250 mètres) SUISSE

Tournee complétée face aux Alpes savoyardes et au Mont-Blanc.  
Station internationale de haut standing, agréable en toutes saisons.  
Télécabine, 30 skilifts, 50 km de pistes, 6 pelouses artificielles  
skiées, 4 piscines (3 couvertes), 2500 m² de neige synthétique,  
circuit alpinisme, promenades, simulators internationaux dans réser-  
vation et neige-alpine. A 70 min. de Genève par train ou l'autobus  
(Rex-Chablais), et à 70 min. des stations de ski (Les Grottes).

[illegible]



## DIPLOMATIE

SELON LE « NEW YORK TIMES »

Washington aurait proposé de réduire de 10 % le plafond d'armes stratégiques fixé à Vladivostok

Un article du « New York Times », reproduit dans l'« International Herald Tribune » du 14 juin, donne des précisions sur les propositions que M. Vance, secrétaire d'Etat américain, a faites à M. Gromyko, lors de sa rencontre avec le ministre soviétique le mois dernier à Genève, sur la réduction des armements stratégiques. Selon le journal, les Etats-Unis ont suggéré de réduire de 10 %, soit de 2 400 à 2 160, le nombre total des vecteurs stratégiques basés à terre, incluant les missiles et les bombardiers lourds, autorisés pour chaque partie par l'accord de Vladivostok en 1974. Dans sa proposition, présentée en mars à Moscou, M. Vance avait suggéré des coupes plus profondes, allant jusqu'à 25 % de même « plafond ». Les soviétiques avaient rejeté cette suggestion, mais ils avaient, en janvier 1976, à M. Kissinger, d'une réduction pos-

sible de « cent vecteurs ou plus » des Etats de Vladivostok.

Toujours selon le « New York Times », les Etats-Unis auraient dernièrement proposé aux Soviétiques des limitations alternatives au système des missiles de croisière (cruise missiles) actuellement déployés par les Américains : les essais de missiles lancés du sol ou d'un bateau ne devraient pas dépasser une portée de 600 kilomètres, mais les missiles lancés d'avion pourraient atteindre 2 300 kilomètres. En échange, l'U.R.S.S. devrait arrêter le remplacement de ses fusées SS 9 par la SS 18, plus puissante, et accepter des limitations sur le bombardier Backfire, auquel les Etats-Unis attribuent une portée intercontinentale. Toutes ces restrictions devraient figurer dans un protocole de trois ans, annexé au traité SALT 2 sur les armements offensifs, valable jusqu'en 1985.

LA CONFÉRENCE SUR LE DROIT DE LA MER

Les Etats-Unis précisent leur position sur l'exploitation des grands fonds marins

Nations unies (A.F.P.). — A la conférence des Nations unies sur le droit de la mer, qui se déroule à New York depuis le 23 mai pour sa sixième session, les Etats-Unis ont rejeté un projet de texte sur les grands fonds marins mis au point par le groupe de travail dirigé par M. Jens Evensen, ministre norvégien du droit de la mer. Toutefois, en annonçant ce refus au cours d'une conférence de presse le 13 juin, M. Elliot Richardson, chef de la délégation américaine, a indiqué que le groupe de M. Evensen présenterait prochainement un nouveau projet et que, sur cette base, les discussions devraient reprendre à bref délai.

Le projet, non encore publié, porte sur l'exploitation des grands fonds marins, en particulier sur le régime permettant l'accès aux ressources minérales. M. Richardson a précisé quelques points sur lesquels portent les objections américaines :

— Les garanties d'accès seraient insuffisantes ;

— Les charges financières imposées aux exploitants seraient excessives ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

— Les limitations imposées à l'exploration des minéraux sous-marins seraient insuffisantes ;

M. CARTER ESPERE ÉTABLIR DES RELATIONS DIPLOMATIQUES AVEC TOUS LES PAYS DU MONDE

Au cours de sa conférence de presse du 13 juin, le président Carter a encore abordé les points suivants :

— Le chef de l'Etat estime qu'il n'y a pas de « perspective immédiate » de reconnaissance diplomatique de Cuba par les Etats-Unis ni d'un échange d'ambassadeurs entre les deux pays. Évoquant les étapes déjà franchies sur la voie de la normalisation bilatérale, le président a indiqué qu'une reprise complète des relations diplomatiques ne pourrait intervenir que lorsque le régime cubain aura libéré ses détenus politiques et retiré ses contingents militaires d'Afrique ;

— M. Carter a d'autre part déclaré qu'il espérait qu'à la fin de son mandat, les Etats-Unis entretiendraient des relations diplomatiques avec tous les pays du monde. Il a souligné qu'il existe des difficultés pour y parvenir avec certains d'entre eux (1), mais il a affirmé sa volonté de faire de son mieux pour atteindre cet objectif ;

— Enfin, le président a fait l'éloge de son ambassadeur aux Nations unies, M. Andrew Young, qui, a-t-il dit, est « un représentant superbe de notre pays et a réalisé de grandes choses pour les relations entre les Etats-Unis et les pays du tiers-monde ». M. Carter a cependant jugé « malheureux » une remarque sur la Soûte, qualifiée de « raciste » par M. Young.

« Son utilisation du mot raciste a été masquée le sujet et a peut-être suscité des critiques imméritées », a poursuivi M. Carter. Le président et son ambassadeur ont convenu qu'il était temps pour M. Young de porter son intérêt sur d'autres pays en voie de développement que ceux d'Afrique.

(1) Les Etats-Unis n'ont pas, en outre, de relations diplomatiques normales avec le Vietnam, la Somalie, l'Irak, ainsi qu'avec une dizaine d'autres pays.

— M. Averoff, ministre grec de la Défense, reçu lundi 13 juin par M. Giscard d'Estaing, s'est déclaré convaincu en quittant l'Elysée, que la Grèce entrerait prochainement dans le Marché commun.

— M. Hans-Dietrich Genscher, ministre des affaires étrangères de la R.F.A., est arrivé lundi 13 juin à Moscou, où il a eu un premier entretien avec son collègue soviétique, M. Gromyko. La conférence de presse a notamment porté sur la conférence de Belgrade et le statut de Berlin. — (A.F.P., A.P.)

## A travers le monde

### Cuba

UNE DIZAINE D'AMÉRICAINS, qui étaient détenus à Cuba pour infraction aux lois sur les stupéfiants, ont été libérés et sont arrivés lundi 13 juin au Mexique. Ils devaient ensuite être rapatriés aux Etats-Unis. — (A.F.P.)

### Ethiopie

UNE QUARANTAINE D'ÉTUDIANTS ÉTHIOPIENS ONT MANIFESTÉ le 12 juin près de l'université d'Addis-Abeba, à l'occasion d'une conférence de presse, contre les « massacres d'étudiants » à Addis-Abeba.

Les manifestants, qui se réclament, pour la plupart, du parti révolutionnaire du peuple (P.R.P.E. clandestin) ont affirmé d'autre part, que les autorités soviétiques avaient été priées par le gouvernement éthiopien de renvoyer à Addis-Abeba une étudiante de vingt ans qui a refusé de partir et se cache dans Moscou. Dans une déclaration remise à des journalistes occidentaux, les étudiants ont affirmé que cette jeune fille « avait été une fois certaine si elle retournerait dans son pays ». — (A.F.P.)

Plusieurs dizaines d'étudiants éthiopiens avaient déjà manifesté leur hostilité au régime militaire le 4 mai dernier en envahissant brièvement leur ambassade à Moscou, lors de la fête officielle en U.R.S.S. du lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat.

### Inde

LE PREMIER MINISTRE INDIEN, M. MORARJI DESAI, qui a assisté à Londres à la conférence du Commonwealth, est attendu à Paris mercredi 15 juin pour une visite privée de quatre jours. Il aura un entretien mercredi avec M. Giscard d'Estaing, dont il sera l'hôte à dîner, puis rencontrera M. Barre. Il tiendra ensuite une conférence de presse.

### Laos

M. KAYSONE PHOMVITHANE, ex-vice-président du Laos, a déclaré que son gouvernement devait faire face à « des

« complots réactionnaires », a indiqué, mardi 14 juin, la radio de Phnom-Penh, dans un compte d'un banquet offert par M. Kim Il Sung en l'honneur du premier ministre isolien. — (A.F.P.)

### Rhodésie

LA POLICE a arrêté le 13 juin un missionnaire américain, le docteur Selwyn Spry, administrateur de l'hôpital de l'Église unie du Christ, de Mount Selinda, près de la frontière avec la Mozambique. Sept Noirs de la mission, dont un directeur d'école et des infirmières, ont également été arrêtés. Les relations sont accusées d'être en contact avec les guérilleros nationalistes noirs. — (A.F.P.)

### Seychelles

LA GRANDE-BRETAGNE a officiellement reconnu le nouveau régime seychellois dirigé par M. Albert René, a annoncé lundi 13 juin le Foreign Office. D'autre part, l'ex-président, M. James Mancham, a déclaré, lundi, qu'il comptait demander l'asile politique à la Grande-Bretagne. — (A.F.P.)

### Suisse

PREMIER D'UNE CERTAINE d'universitaires, de chercheurs et d'écrivains ont signé une demande de réintégration à son poste à l'université de Genève, d'où il a été récemment exclu, d'un français exilé en Suisse, M. Kassem Radjavi, spécialiste du marxisme, et dont le frère, Massoud Radjavi, prisonnier politique en Iran, a été condamné à la réclusion à perpétuité en 1972.

Ont notamment signé ce texte : M. Marie-Pierre Chombar de Lavey, M. Yves-Henri Chombar de Lavey, M. François Châtelet, Gilles Delacour, Jean-Marie Dominich, Jean-Pierre Fery, Victor Leduc, Henri Leduc, Jean-François Luyard.

### Thaïlande

TROIS COMMERÇANTS ont été fusillés sans procès pour contrebande et complicité avec les Khmers rouges dans le

## ASIE

Chine

Staline est plus que jamais donné en exemple par les dirigeants

Pékin. — De surprenants éloges de Joseph Staline apparaissent depuis quelques jours dans la presse chinoise, auxquels font écho les propos diatribes tenus sur la même personnalité dans des conversations privées, par de hauts responsables du régime.

Certes, Staline n'a jamais été condamné en Chine ; son portrait figure toujours, place Tien-An-Men, aux côtés de ceux de Marx, Engels et Lénine, et la qualité de « grand marxisse » de lui a jamais été dénie. Toutefois, parallèlement à cette attitude de principe — maintenant avec d'autant plus de fermeté quelle était en opposition avec celle des « révisionnistes » soviétiques — on ne se privait pas d'évoquer, à Pékin, les « erreurs » de Staline, ou plus simplement on passait son temps à critiquer son régime.

Au début de 1976, par exemple, lorsque fut lancée la campagne pour l'étude de la théorie de la dictature du prolétariat, plusieurs dizaines de « discussions de Marx, Engels et Lénine » furent proposées à la réflexion des masses chinoises. Aucun texte de Staline, en revanche, ne figurait dans cette anthologie.

« Digne élève » de Lénine

Plus récemment, en décembre 1976, les journaux pékinois ont publié la première fois un texte de Mao Tse-tung — « Sur les dix grands rapports » — datant de 1956 et qui, bien qu'édouard, semble « à l'usage » de ce chapitre, contient divers jugements critiques sur Staline. Non seulement certaines critiques de l'expérience menée en U.R.S.S. — où l'on a « mis la main à la pâte » — sont reprises, mais encore on y trouve des « erreurs » de Staline. — (A.F.P.)

Toutes ces réserves tendent à disparaître aujourd'hui. Commentant le projet de nouvelle Constitution soviétique (le Monde du 14 juin), l'agence Chine nouvelle a fait l'appui de ses critiques le rapport de Staline sur la Constitution de 1936, sur le sujet particulièrement délicat des « droits et libertés démocratiques ».

Sur le thème du « droit du peuple à publier », le journal du peuple a publié lundi 13 juin un long article de première page émanant des services du comité central

De notre correspondant

chargés de la traduction et de la rédaction des œuvres marxistes-léninistes étrangères, et dans lequel le personnage de Staline est présenté sous la moindre nuance comme le fidèle successeur de Lénine. Le rôle de la collectivisation agricole à la fin des années 20 est évoquée en des termes d'autant plus surprenants qu'elle avait été présentée jusqu'alors comme le type d'erreur à éviter dans la construction du socialisme. Le Quotidien du peuple affirme maintenant que Staline a dû lutter contre « un courant anti-léniniste », animé notamment par Boukharine, et vante la manière dont il a « dirigé les paysans de l'Union soviétique pour qu'ils prennent la voie socialiste ».

Le fait qu'il ne s'agit pas là de jugements isolés est confirmé par des conversations où l'on prétend ignorer les contradictions internes qui marquent la période stalinienne en U.R.S.S. pour affirmer tranquillement que, à la différence d'aujourd'hui, l'Union soviétique était totale entre les masses soviétiques et leurs dirigeants du temps de Staline.

Pourquoi tous ces hommages et pourquoi maintenant ? Une pre-

mière explication serait que Pékin, comme de règle, s'applique à prendre le contre-pied de Moscou. Au moment où va être abrogée en U.R.S.S. une Constitution adoptée du temps de Staline, où les paroles de l'hymne national soviétique sont modifiées pour que le nom de Staline n'y figure plus (le Monde du 14 juin), le même Staline est au contraire systématiquement honoré en Chine. Il est cependant possible que l'opération corresponde également à des préoccupations intérieures.

Le Quotidien du peuple, à la fin de son article de lundi, en suggère l'idée lorsqu'il établit explicitement un parallèle entre Staline, « digne élève » de Lénine, d'une part, et le président Hua Guo-feng, fidèle successeur de Mao Tse-tung, d'autre part. On verra jusqu'où peut se développer cette comparaison lourde de sous-entendus en ce qui concerne la manière de traiter les oppositions qualifiées de « révisionnistes » ou « anti-parti » au sein du régime. Mais elle explique déjà assez bien l'insistance à soutenir que le premier successeur du fondateur de la révolution bolchevique disposait dans son propre pays du plus entier soutien populaire.

ALAIN JACOB

L'accord entre Séoul et Tokyo sur l'exploitation du plateau continental est condamné avec « véhémence »

De notre correspondant

Pékin. — Le ministère chinois des affaires étrangères a rendu public lundi 13 juin le texte d'une déclaration protestant contre la ratification de l'accord nippo-séoul sur l'exploitation conjointe du plateau continental, en mer de Chine orientale (le Monde du 10 juin).

« Le gouvernement chinois, dit ce texte, émet une protestation véhémement contre cette violation flagrante de la souveraineté de la Chine commise par le gouvernement japonais », et qualifie de « tout à fait illégal, nul et non avenue » l'accord en question. Le ministère chinois déclare que « le plateau continental de la mer de Chine orientale est le prolongement naturel du territoire continental de la Chine » et rejette sur le gouvernement japonais « l'entière responsabilité de toutes les conséquences pouvant découler de ses actes ».

Cette protestation était attendue, Pékin ayant déjà exprimé ses vives réserves sur la question avant la ratification de l'accord par le Parlement japonais.

La nouvelle démarche chinoise vise surtout à rappeler que la République populaire — qui, à la différence de certains de ses voisins, n'a pas encore procédé à une revendication formelle de souveraineté sur la zone des 200 milles au large de ses côtes — le plateau continental adjoint — entend réserver ses droits en la matière. L'avertissement ne s'adresse pas seulement au Japon et à la Corée du Sud — qui n'ont pas de relations diplomatiques avec Pékin — mais aussi à d'autres pays, par exemple le Vietnam, qui a justement défini, le 12 mai dernier, une « zone économique exclusive » prétendant d'autant plus à la souveraineté qu'elle s'étend autour d'archipels revendiqués à la fois par Pékin et par Hanoï.

La protestation chinoise s'inscrit, d'autre part, dans le contexte très fluctuant, ces derniers temps, des relations sino-japonaises. Au début du mois d'avril, ces relations paraissaient au beau fixe, et

des perspectives nouvelles, sur la base de propositions chinoises, s'ouvraient à la coopération économique entre les deux pays (le Monde du 7 avril). Fin mai encore, le premier ministre japonais, M. Fukuda, faisait savoir que les négociations pour la conclusion d'un traité de paix et d'amitié sino-japonaise allaient enfin pouvoir entrer dans une phase active, et l'on annonçait même à Tokyo que la signature du traité pourrait avoir lieu le 29 septembre prochain, date du cinquantième anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Le premier pas sur cette voie devait être le voyage à Pékin d'une des principales personnalités du parti gouvernemental japonais, M. Hori, speaker de la Chambre basse. huit jours plus tard, M. Hori annonçait qu'une telle visite lui paraissait difficile en raison de l'opposition qu'elle rencontrerait au sein de son propre parti, et M. Fukuda lui-même revenait sur ses projets.

Erreur de calcul, fausse manœuvre à Tokyo ? A Pékin, on ne semble avoir été qu'à moitié surpris. A l'heure où les jeux étaient en train de se faire du côté japonais, un haut responsable chinois constatait devant nous qu'il n'existait pas encore d'accord sur le futur traité sino-japonais et en rendait responsable à Tokyo « une petite poignée de gens, un lobby pro-américain ».

Cette absence apparente d'illusions n'exclut pas qu'il y ait eu tout de même déception du côté chinois, et la manière brutale dont l'U.R.S.S. a conduit ses négociations sur les droits de pêche avec le Japon avait pu faire espérer que celui-ci allait enfin se tourner pour de bon vers Pékin. On retombe dans un jeu de relations triangulaires qui se prolonge depuis des années. La protestation chinoise marque la mauvaise humeur du gouvernement de Pékin devant les changements successifs d'intention et les hésitations des dirigeants japonais. — A. J.

## AMÉRIQUES

### Argentine

LE TRIBUNAL ORDONNE LA LIBÉRATION DE L'ANCIEN PRÉSIDENT LANUSSE

Buenos-Aires (A.F.P., A.P.). — La Chambre fédérale argentine de justice a ordonné lundi 13 juin à Buenos-Aires la remise en liberté de trois anciens officiers supérieurs des forces armées argentines.

Il s'agit de l'ancien commandant en chef de l'armée et ex-président de l'Argentine, le général Alejandro Lanusse, de l'ancien ministre de l'Armée de l'air, le général de brigade Carlos Alberto Rey, et de l'ancien commandant en chef de la marine, l'amiral Pedro Gnavi.

Les trois officiers, de même que l'ancien ministre de la Défense, M. José Rafael Caceres Monie, avaient été incarcérés le 4 mai. Ils étaient soupçonnés de corruption lors de l'exercice de leur mandat, et notamment de collusion avec l'entreprise ALUAR (Aluminosil argentin). Toutefois, la Chambre fédérale de justice ne suspend pas l'enquête sur les agissements des trois officiers.

Le général Lanusse, qui était devenu président en 1971, avait été le pouvoir aux côtés de deux ans plus tard. Récemment, il s'est déclaré favorable au retour à un régime constitutionnel.

## NATIONS UNIES

### A propos des Nouvelles-Hébrides

LA FRANCE INTERVIENT POUR LA PREMIÈRE FOIS AU COMITÉ DE DÉCOLONISATION

New-York (Nations unies) (A.F.P.). — Pour la première fois, lundi 13 juin, un représentant français a pris part aux travaux du comité de décolonisation de l'ONU. La position française avait consisté jusqu'à présent à se tenir à l'écart de l'Assemblée générale des Nations unies, qui, selon la France, n'avait pas de compétences en matière de décolonisation, celle-ci relevant de la seule puissance administratrice.

Ce changement d'attitude, au moins en apparence, s'est manifesté sous la forme d'un exposé sur la situation politique dans les Nouvelles-Hébrides par un membre de la délégation française aux Nations unies, M. Richard Duque, au nom des puissances co-administratrices de ce territoire : la France et le Royaume-Uni. M. Duque a indiqué qu'une réunion se tiendrait en juillet en Europe, à laquelle participeraient les représentants de tous les parties à l'assemblée représentative des Nouvelles-Hébrides. Elle aura pour objet de définir les étapes devant conduire à l'indépendance.

Paul Bernetel

Les enfants de Soweto

L'Afrique du Sud en question

Un document d'actualité

Stock

Collection « Les grands sujets » dirigée par Claude Glayman.

maintenant : "Cessez de nouer pas votre cr..."  
Couvrez à la librairie la

Rentrez ventre à terre  
Savourez à grande f...  
Un enchantement, u...  
Des voix de soleil  
La plus g...

هكذا في الأصل



**Chine**  
**mais donne en exemple par les dirigeants**

ALAIN DE

**L'accord entre Seoul et Tokyo  
 sur l'exploitation du plateau continental  
 est condamné avec véhémence**

LES

**Paul Guth**  
**Les enfants de Soweto**  
 Un document d'actualité



C'est sans la moindre inquiétude, mais au contraire avec une véritable joie que je quittai la maison, un matin d'octobre, pour la rentrée au lycée, où j'étais admis en cinquième A2. Personne ne m'accompagnait : le cartable au dos, les mains dans les poches, je n'avais pas besoin de lever la tête pour regarder le nom des rues. Je n'allais pas vers une prison inconnue, pleine d'une foule d'étrangers : je marchais au contraire vers mille rendez-vous, vers d'autres garçons de mon âge, des couloirs familiers, une horloge amicale, des platanes et des secrets. J'enfermai dans mon casier la blouse neuve que ma mère avait préparée, et je revêtis la loque de l'année précédente, que j'avais rapportée « en cachette » : ses accrocs, et la silencieuse mollesse du tissu devenu pelucheux marquaient mon grade. Mon entrée dans la cour fut triomphale : je n'étais plus le « nouveau » dépaycé, immobile et solitaire, qui tourne la tête de tous côtés, à la recherche d'un sourire, et peut-être d'une amitié : je m'avançai dans ma blouse en loques et, aussitôt, Lagneau, Nelps et Vigilanti s'élancèrent vers moi en poussant des cris : je leur répondis par des éclats de rire, et Lagneau se mit à danser de joie ; puis nous courûmes tous ensemble à la rencontre de Berlaudier ; il rapportait de la montagne des joues énormes sous des yeux à peine fendus ; et les manches de sa blouse n'arrivaient plus qu'au milieu de ses avant-bras. Pour commencer l'année scolaire, il tira de sa poche une bombe japonaise et la lança adroitement entre les pieds d'un « nouveau » qui lui tournait le dos : celui-ci fit un bond de cabri, comme soulevé par l'explosion, et prit la fuite, sans oser regarder en arrière avant d'avoir atteint le fond de la cour... Alors, nous allâmes nous asseoir sur le banc du préau, et nous commençâmes nos bavardages...

et maintenant : "Cessez de bercer votre bébé,  
 ne nouez pas votre cravate !  
 Courez à la librairie la plus proche ! Achetez  
**"LE TEMPS DES AMOURS"**  
 de **MARCEL PAGNOL**  
 Rentrez ventre à terre chez vous. Coupez le téléphone :  
 Savourez à grands traits cette eau de source.  
 Un enchantement, une consolation, une musique.  
 De sa voix de soleil, Pagnol nous lave de nos souillures.  
 La plus grande opération anti-pollution de la  
 littérature d'aujourd'hui."

PAUL GUTH "LA VOIX DU NORD"

JULLIARD



# POLITIQUE

## L'ÉLECTION DU PARLEMENT

Dans la presse hebdomadaire

### Les lézardes européennes

Une fois encore, l'Europe divise les coalitions politiques, à l'occasion du projet d'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne. Si un consensus existe sur le choix du suffrage universel, le désaccord régit sur le rôle de ce futur Parlement. La décision du R.P.R. de demander l'ajournement du texte est motivée par la crainte de voir cette Assemblée européenne accorder ses compétences et porter ainsi atteinte à l'indépendance nationale.

Christian Faure constate dans L'EXPRESS que le débat sur ce thème « a provoqué une nouvelle épreuve de force entre le gouvernement et le R.P.R. ». Il poursuit : « Comment interpréter la réticence soudaine du R.P.R. ? Beaucoup ont vu, dans la décision des amis de M. Chirac, un nouveau défi lancé au gouvernement, une nouvelle attaque directe contre le chef de l'Etat. Pour une fois, les apparences sont trompeuses : le président du R.P.R. se serait bien passé de ce contre-attaque, s'il a choisi de contrarier les desseins du gouvernement, c'est parce qu'il veut à tout prix éviter la censure de son groupe. »

Soulignant que M. Chirac « mesure le danger qui menace le R.P.R. : l'écartèlement », Claude Jacquemart constate, à propos de l'ancien ministre, dans VALEURS ACTUELLES : « Toute sa stratégie politique n'a de sens qu'appuyée sur un mouvement puissant et uni. A neuf mois des élections législatives, une telle attitude du R.P.R., sur un sujet aussi peu « public » que l'Europe, serait une absurdité. D'autant que cette faiblesse est gommée par les adversaires de M. Chirac. »

En tout état de cause, LE NOUVEAU ECONOMISTE consi-

dère que la « volte-face du groupe R.P.R. » montre que « la guérilla au sein de la majorité est moins apaisée qu'on ne le croyait ».

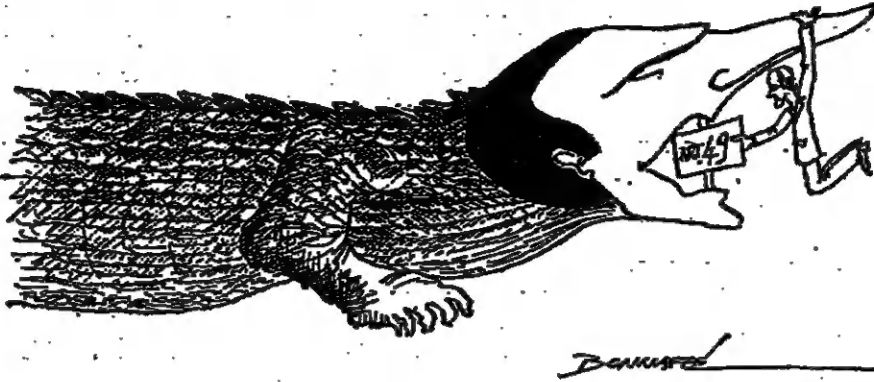
Cette volte-face, que Gérard Stieff relève que, entre les intentions du R.P.R. et les intentions de l'Assemblée européenne, il y a une différence de taille. Le R.P.R. veut défendre l'indépendance nationale, mais l'Assemblée européenne veut défendre l'indépendance européenne. C'est là une différence de taille.

Evocant la position de la gauche, Georges Maury écrit dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR qu'elle « n'est pas en très bonne situation pour mener bataille sur un tel sujet ». Il ajoute : « Le parti socialiste est plutôt favorable à ce projet, mais des réticences subsistent en son sein. Le parti communiste, au contraire, a longtemps combattu cette Europe, mais Marchais a récemment envisagé de ratifier la traité, sous certaines réserves cependant. Proches de celles que fait le R.P.R. Les deux formations ont d'ailleurs eu pour premier et légitime réflexe de se rejeter à l'extérieur de la majorité, après tout, première d'abord ses responsabilités ! (...). Aucune chance, de toute façon, pour la droite de pouvoir faire diversion et masquer la seule vérité de cette affaire : son extrême détermination et son impuissance à conduire une politique cohérente. »

Jacques Mallet revient dans DEMOCRATIE MODERNE, hebdomadaire du C.D.S., sur le projet de loi, qu'il définit ainsi : « L'acte de la Communauté européenne, que l'intérêt national et l'attachement à nos valeurs communes de démocratie et de développement. » Il poursuit : « Au regard de ces raisons très fortes, les craintes exprimées ici ou là nous paraissent d'un faible poids. Elles expriment une sorte de peur

l'enjeu du débat, qu'il définit ainsi : « L'acte de la Communauté européenne, que l'intérêt national et l'attachement à nos valeurs communes de démocratie et de développement. » Il poursuit : « Au regard de ces raisons très fortes, les craintes exprimées ici ou là nous paraissent d'un faible poids. Elles expriment une sorte de peur

l'enjeu du débat, qu'il définit ainsi : « L'acte de la Communauté européenne, que l'intérêt national et l'attachement à nos valeurs communes de démocratie et de développement. » Il poursuit : « Au regard de ces raisons très fortes, les craintes exprimées ici ou là nous paraissent d'un faible poids. Elles expriment une sorte de peur



### Plusieurs personnalités dénoncent un texte qui « aboutirait à une Europe supranationale »

Les auteurs qui ont participé lundi soir 13 juin à Paris, à la réunion organisée par le Centre d'études pour l'indépendance nationale, ont affirmé que la ratification du projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel aboutirait à une Europe supranationale sur

du nom du général de Gaulle pour faire aboutir un projet que jamais le général n'aurait eu l'idée d'accepter. Ils ont reproché aux parlementaires gaullistes de « trahir devant l'histoire de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution qui permet l'adoption d'un texte sans qu'il soit procédé à un vote ». De plus M. Claude Bourdet a fait observer que « ce projet correspond à l'intérêt des dirigeants allemands qui, par ce biais, rendront politiquement efficace leur domination économique ». Enfin, à l'issue de cette réunion, diverses personnalités, parmi lesquelles MM. Claude Bourdet, Bernard Fourrier, Paul Noury (rédauteur en chef de Politique Hebdo) et le vice-amiral Antoine Sanguinetti, ont demandé que « des garanties de caractère constitutionnel soient inscrites dans la loi sur le Parlement européen ». De son côté, l'Organisation communiste des travailleurs a condamné l'initiative du Centre d'études pour l'indépendance nationale car elle estime que « la lutte contre l'Europe du capital ne peut en aucun cas être menée aux côtés d'éléments et de forces qui ont toujours combattu les travailleurs ».

La Ligue communiste révolutionnaire a soutenu que le principe énoncé par l'O.C.T. et révisé que « le P.S.U., par M. Claude Bourdet, interprète, est la seule garantie de la réunion énoncée par l'O.C.T. ». M. Bourdet avait fait savoir, au cours du débat, lundi soir, qu'il parlait en son nom personnel.

### M. MONOD (R.P.R.) : une évolution dangereuse.

M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., a déclaré lundi 13 juin à France-Inter : « A la suite d'une évolution, qui ne correspond pas à ce qui avait été décidé en décembre 1975 à la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement, il y a eu une évolution dangereuse dans les esprits vers la supranationalité. Ce sont les déclarations de Willy Brandt à l'Internationale socialiste, ce sont les conversations, les déclarations de M. Colombo, qui est le président de l'Assemblée européenne, et d'un certain nombre de premiers ministres ou leaders, tel que M. Thore, par exemple. Je pense qu'il y a là un fait nouveau qui est grave. (...) »

« La procédure de l'article 49 n'a jamais été utilisée par un gouvernement pour des affaires qui concernent la souveraineté ou l'indépendance nationale. Il est extrêmement difficile de faire prendre des engagements par un Parlement sans que ce Parlement puisse voter. En l'application de l'article 49, c'est-à-dire ce vote de confiance indirect, aboutit à faire qu'un traité international sera ratifié par la France et par les représentants de la France sans que les représentants de la France aient pu voter. »

### M. DEBRÉ : un méli-mélo.

M. Michel Debré, dans sa lettre mensuelle de mai 1977, écrit sous le titre : « La nation, idées modernes » :

« Une association d'Etats, en fonction d'objectifs correspondant à des intérêts communs, est la route de la réalité et de l'efficacité. Mais, au nom d'un « peuple européen » qui n'existe pas, nous jetter dans un « méli-mélo » où la France perd la maîtrise de son destin, c'est renoncer à notre identité nationale au profit d'un ensemble menacé par deux tendances profondes : la domination de l'Allemagne et l'obédience aux directives américaines... »

« M. Jacques Bouchacourt, ancien député U.D.R. de la Nièvre, membre de l'amicale Présence et Action du gaullisme, écrit dans des « réflexions » adressées aux députés R.P.R. : »

« Dans le pays, une nette majorité est décidée à voter « contre l'Europe ». Pour autant, aucune majorité n'existe réellement en faveur du programme collectiviste. Dès lors, tout dépendra de l'existence d'une force gaulliste opposée à la fois au collectivisme et au gaullisme. Cette force pourrait être le R.P.R. à la condition que ses députés écartent le projet supranational gaullien. Sinon, le R.P.R. cessant d'être gaulliste cessera du même coup de compter dans la vie politique française. »

« M. André Morles, sénateur de Loire-Atlantique, membre du bureau du parti radical, a publié lundi 13 juin une déclaration dans laquelle on lit : « Comment ne pas ressentir qu'un texte qui laisse passer une telle indulgence hautaine et glorieuse ne peut servir la cause européenne, alors qu'on lui porte après tant de retard un coup fustige ? Comment ne pas comprendre qu'un tel comportement porte une grave atteinte à une majorité qu'on dit solide ? »

**Printemps**  
Hausmann/Nation/Parly 2/Vélizy 2/Gréteil Italie-Galaxie

Tee-shirt en coton.  
Le 8 ans.  
**9<sup>F</sup>**

Jean's en coton.  
Le 8 ans.  
**37<sup>F</sup>**

**Les prix sont en vacances jusqu'au 23 juin.**

DES...  
Libres opinions  
LEGALITE ET LEGITIMITE

كتاب الامتحان



## POLITIQUE

Prendre du champ...  
c'est s'informer  
et approfondir.

### DES « NEUF »

#### Libres opinions

#### LÉGALITÉ ET LÉGITIMITÉ

par PIERRE DABEZIES (\*)

L'engagement de la responsabilité du gouvernement intervient. Engagement de la responsabilité du gouvernement (art. 49, alinéa premier) du programme ou de la déclaration de politique générale. Engagement de la responsabilité du gouvernement (art. 49, alinéa premier) du programme ou de la déclaration de politique générale. Engagement de la responsabilité du gouvernement (art. 49, alinéa premier) du programme ou de la déclaration de politique générale.

Motion de censure spontanée. Motion de censure spontanée. Motion de censure spontanée. Motion de censure spontanée. Motion de censure spontanée. Motion de censure spontanée. Motion de censure spontanée. Motion de censure spontanée. Motion de censure spontanée.

Motion de censure provoquée. Motion de censure provoquée. Motion de censure provoquée. Motion de censure provoquée. Motion de censure provoquée. Motion de censure provoquée. Motion de censure provoquée. Motion de censure provoquée. Motion de censure provoquée.

Ne revenons pas sur les nombreux arguments invoqués contre l'adoption de la loi. Ne revenons pas sur les nombreux arguments invoqués contre l'adoption de la loi. Ne revenons pas sur les nombreux arguments invoqués contre l'adoption de la loi. Ne revenons pas sur les nombreux arguments invoqués contre l'adoption de la loi. Ne revenons pas sur les nombreux arguments invoqués contre l'adoption de la loi.

(\*) Professeur à l'université de Paris-I, conseiller au Sénat, vice-président de la commission des républiques.

M. LECANUET : éviter une division dont les conséquences seraient graves.

M. Jean Lecanuet, président du C.D.S., a lancé lundi 13 juin à son appel à tous les partis de la majorité pour qu'ils établissent leur union autour du gouvernement. Dans une déclaration remise à la presse, M. Lecanuet estime, au nom du C.D.S., qu'il est essentiel pour la majorité de ne pas se laisser diviser par des querelles d'ego.

M. DILIGENT : gouverner ce n'est pas ajourner.

M. Jacques Diligent, vice-président du C.D.S., écrit dans le numéro du 10 juin de l'organe interne de ce parti : « On ne saurait pas la cohésion d'un parti se limiter à une simple cohabitation. Le P.R., qui veut donner l'image de la marque du parti de l'action, ne peut pas se contenter de se laisser diviser par des querelles d'ego. »

M. Jacques Barrot, secrétaire général du P.R., a déclaré dans une interview : « Nous n'avons fait aucune surchère, cela nous donne d'autant plus de force pour regretter que les responsables du parti socialiste et une minorité du P.R. aient préféré des considérations électoralistes sur l'avenir de la République à la non-ratification de la Communauté. »

#### La responsabilité du gouvernement

(Suite de la première page.) L'Union de la majorité change pas le sens de la Constitution : elle en conserve l'achèvement. Elle ne change pas le sens de la Constitution : elle en conserve l'achèvement. Elle ne change pas le sens de la Constitution : elle en conserve l'achèvement.

Mais elle trouve son mode de désignation renouvelé. Mais elle trouve son mode de désignation renouvelé. Mais elle trouve son mode de désignation renouvelé. Mais elle trouve son mode de désignation renouvelé. Mais elle trouve son mode de désignation renouvelé.

Après avoir observé que ce projet de loi n'est pas une simple déclaration d'intention, mais qu'il s'agit d'une véritable loi, on peut se demander si elle n'est pas trop ambitieuse. On peut se demander si elle n'est pas trop ambitieuse. On peut se demander si elle n'est pas trop ambitieuse.

L'HUMANITÉ : désireuse et indécise. L'HUMANITÉ : désireuse et indécise. L'HUMANITÉ : désireuse et indécise. L'HUMANITÉ : désireuse et indécise. L'HUMANITÉ : désireuse et indécise.

L'Aurore : de l'angoisse. L'Aurore : de l'angoisse. L'Aurore : de l'angoisse. L'Aurore : de l'angoisse. L'Aurore : de l'angoisse.

#### Evaluer le coût de la maladie

Émile LÉVY



L'explosion des dépenses de santé... Un débat central où il est difficile de situer. Comment l'aborder au-delà du seul coût médical quels autres facteurs socio-économiques prendre en considération ? Une étude qui permet d'aller plus loin.

#### Le coût social du tabac

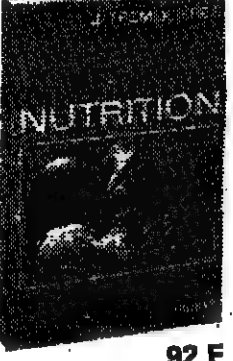
Émile LÉVY



Les conséquences néfastes du tabagisme sont connues. Pour apprécier la dimension de ce phénomène, l'évaluation des risques et des coûts n'est pas suffisante. Comme le montre E. Lévy et son équipe, il est nécessaire d'analyser la consommation du tabac en tant que fait social pour aboutir à des conclusions pertinentes.

#### La nutrition

Jean TRÉMOLIÈRES



Dans nos civilisations de l'abondance on se nourrit trop et mal dit-on... Qu'est-ce au juste qu'une bonne nutrition ? Celui qui a été le maître incontesté de la science nutritionnelle donne les réponses physiologiques, mais aussi psychologiques... une approche du « bien manger » mais aussi du « bien vivre ».

#### Etre psychanalyste

Collection INCONSCIENT et CULTURE



Un coin du voile est levé sur la façon dont le psychanalyste perçoit sa fonction. On entre aux — Georges Favet, Didier Anzieu, Anne Anzieu, Nicole Berry, Jean-Bertrand Pontalis et Victor Smimoff — ont décidé de parler d'eux-mêmes en tant qu'intervenants dans l'exploration de l'angoisse. Pour mieux comprendre l'évolution de cette science et sa fonction.

#### Précis d'écologie

Roger DAJOZ



Un mot qui actuellement fait fortune : l'écologie. Mais bien des domaines, une dimension qui n'est pas de « l'économique » prend une importance croissante... mais aussi une science que la civilisation du XXème siècle et ses outils a trop laissés dans l'ombre dont un train de redécouvrir l'importance.

#### L'énergie nucléaire

Quelles politiques, pour quel avenir ?

Lucien THIRIET



Le dossier scientifique, technique et économique du « nucléaire » qui fait depuis deux ans l'objet de controverses passionnées. Que l'on soit « pour » ou « contre » une pièce essentielle à un débat qui est loin d'être clos.

dunod  
gauthier-villars

pour connaître.

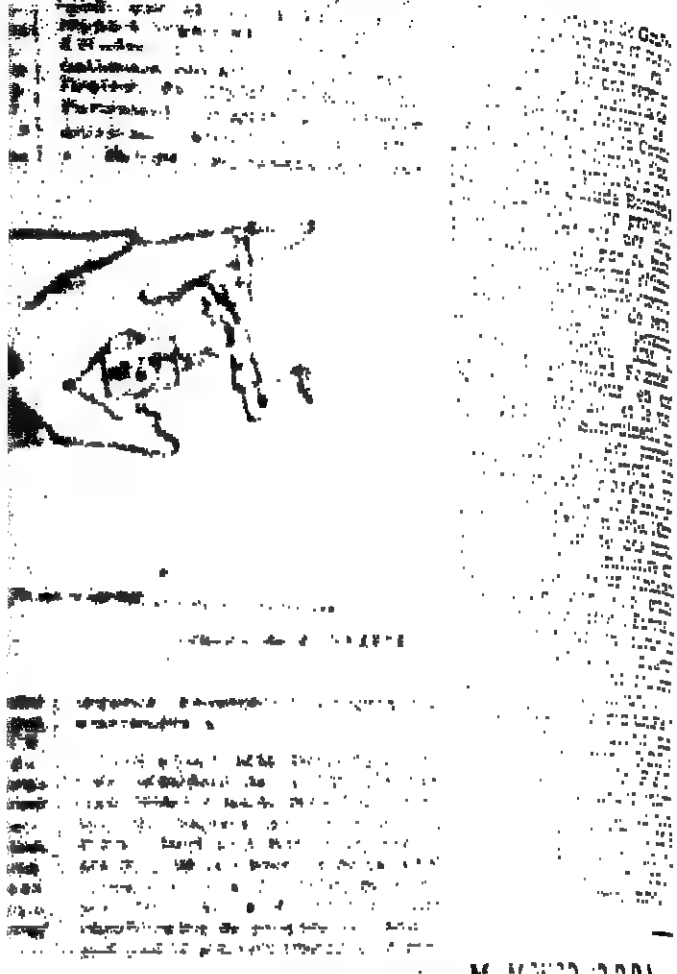
#### POUR COMPRENDRE le PROGRAMME COMMUN



la politique économique de gauche

#### STION DU PARLEME

Plusieurs personnalités dénoncent un texte qui aboutirait à une Europe supranationale.



23 juin.











## SPORTS

Après  
les Vingt-Quatre Heures  
du Mans

### LES FRONTIÈRES DU SUCCÈS

Il commence l'écho du Vingt-Quatre Heures du Mans. Pour Porsche, aucun point d'interrogation. La marque a remporté une nouvelle victoire, qui a été mieux accueillie qu'elle ne l'a été, en définitive, qu'à un fil, bien que les péripéties de la course par les vainqueurs — une voiture allemande, trois pilotes, un Allemand — ont été un peu moins qu'un chausson ne l'est lorsque la victoire a été pointée. Il n'y a pas de doute pour la marque Renault, et c'est au tour du constructeur français, battu du Vingt-Quatre Heures du Mans, de se poser la question : à quel point est-ce que Renault a gagné ?

La réponse est simple de dire. Il semble que, pour beaucoup, Renault a remporté, à l'issue d'une victoire, un bon succès d'ailleurs. D'abord, parce que la marque a battu, pendant un laps de temps, les records de vitesse sur la ligne droite. Ensuite, parce que Renault a tenu, dans une course, presque jusqu'au bout, les vingt-quatre heures de ce point de vue, et qu'il a touché les frontières du succès. Il y a eu, en effet, une victoire, et elle a été obtenue par une équipe, rapidement une équipe compétente, ambitieuse, qui il n'y a pas de doute pour l'instant, a l'expérience.

Pour l'heure, la victoire générale de Renault n'a rien de décisif de son propre pour l'avenir du Vingt-Quatre Heures du Mans. Elle n'a fait qu'une seule chose : elle a fait qu'il n'y a plus de doute sur le fait que Renault a gagné. Elle a fait qu'il n'y a plus de doute sur le fait que Renault a gagné. Elle a fait qu'il n'y a plus de doute sur le fait que Renault a gagné.

Il n'y a plus de doute sur le fait que Renault a gagné. Elle a fait qu'il n'y a plus de doute sur le fait que Renault a gagné. Elle a fait qu'il n'y a plus de doute sur le fait que Renault a gagné. Elle a fait qu'il n'y a plus de doute sur le fait que Renault a gagné.

FRANÇOIS JANIN.

## EXCLUSIF

### Les machines à écrire à mémoire

Actuellement une cinquantaine de machines à traitement de texte sont en vente. Leur prix varie de 30.000 F à 100.000 F. Comment choisir le matériel le plus adapté ? Comment préparer l'insertion de ce matériel dans l'entreprise ?

Un grand cabinet de conseil donne une réponse objective.

JOURNÉE D'INFORMATION  
le 28 juin

Coût par participant : 10 F TTC  
Remise d'un dossier complet à chaque participant

Inscription : 273  
233, rue, Saint-Honoré 75008  
Tél. : 227-80-61



## D'UNE REGION A L'AUTRE

### Ile-de-France

2 MILLIARDS DE FRANCS EN 1978

### Le prochain budget sera un « budget de stabilisation »

Le conseil régional d'Ile-de-France va, au cours de sa séance du 21 juin, débattre des orientations budgétaires pour 1978 ; sa réunion du lundi 13 juin a également traité ce sujet.

Le budget régional pour l'année en cours s'élève à 1 milliard 800 millions de francs. Il est le fruit d'un compromis entre les différents groupes politiques du conseil régional.

Le parti communiste a fait valoir sur la Seine, lundi 13 juin, entre Rouen et Paris, une pénalité « anti-pollution », qui est partie de Grand-Couronné, près de Rouen, devant l'usine considérée par les marins-pêcheurs comme l'une des principales causes de la pollution de la baie de la Seine. Selon M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, la Seine peut être débarrassée de la pollution si le gouvernement n'ait pas encore pris de décision sur cette question.

pour l'ensemble (1.400 millions) s'opèrent antérieurement décidées. Les dépenses sont réparties sur trois principaux chapitres : les transports collectifs (50 %), les routes (25 %), et un programme régional (en faveur des espaces verts, des hôpitaux, des loisirs), 25 %. Les élus souhaitent pour 1978 conserver cette répartition, mais l'effort qu'ils ont choisi de poursuivre en faveur des transports en commun risque de peser très lourd sur le budget et de restreindre les possibilités d'action dans d'autres domaines ; d'autre part, la capacité d'emprunt n'est pas illimitée et les recettes ont atteint un plafond. Une bonne part des recettes de la région subissent en effet le contre-coup de la crise, car les redevances de bureaux et la taxe sur les constructions neuves sont des impôts dont le produit régresse avec le ralentissement économique. D'autre part, il est difficile d'augmenter systématiquement chaque année les autres taxes (sur les cartes grises ou les permis de conduire).

En 1978, le montant de l'emprunt pourra être maintenu à 600 millions de francs qui permettra à la région de ne pas subir trop fortement le contre-coup de la crise. L'année prochaine, l'ensemble des ressources fiscales de la région atteindra 1 milliard 400 millions, auxquels il faut ajouter le montant de l'emprunt. Le budget

dépassera donc les 2 milliards, mais 250 millions seront consacrés aux amortissements de la dette ; 1 milliard 800 millions seront affectés à la poursuite des opérations antérieurement décidées, dont 200 millions seulement pourront servir à financer des actions nouvelles.

Cette masse de 200 millions de francs se répartira en fonction des choix des élus. Ceux-ci pensent en effet désirer de confirmer la priorité aux transports collectifs, qu'ils ont définie lors du débat du 7 juin, en décidant d'augmenter le financement d'un nouveau prolongement de ligne du métro ou de la S.N.C.F. Dans ces conditions, la part du budget qui pourrait être accordée à un programme d'initiative régionale serait diminuée d'autant. Les élus peuvent, au contraire, décider de développer diverses actions régionales et repousser d'une année de nouvelles autorisations de programme en faveur des transports collectifs. Or l'application, dès 1978, du plan pluriannuel des transports collectifs devrait conduire les élus à consacrer 900 millions de leur prochain budget aux transports en commun. Ce budget, estime M. Lucien Lenoir, préfet de la région d'Ile-de-France, est un budget de stabilisation qui répond aux nécessités du plan Barre. M. Jean-Marie Benoit, au nom de la commission des finances du Comité économique et social, a remarqué, pour sa part, que « les

crédits de paiement consacrés aux investissements s'élèveront en 1978 à 1.736 millions de francs contre 1.677 millions en 1977, soit une augmentation de 3,5 % inférieure à la dérive monétaire. Il s'agit donc plutôt d'une régression. 1978 ne sera donc pas l'année d'un grand développement. » Il y a quelques jours, reconnaît M. Alain Grottoy (P.R.), rapporteur général du budget, tout était à dire. Nous avons financé la R.E.R., le périphérique. Aujourd'hui, les anciennes autorisations de programme passent sous notre budget ; nous ne pouvons pas décider de nouvelles opérations sans nous soucier des conséquences financières de ces choix. »

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

### Après le scandale financier de Saint-Quentin-en-Yvelines

### LES ÉLUS DE LA GAUCHE DEMANDENT L'ABROGATION DE LA LOI BOSCHER

Le conseil général des Yvelines a étudié, lundi 13 juin, les conclusions du rapport de sa commission d'enquête constituée à la suite du scandale financier de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines (le Monde du 14 juin). Ce scandale, qui a éclaté en janvier 1977, portait sur le détournement, par la compagnie d'investissement (C.G.B.), de 5 millions de francs. Dix-huit sociétés, qui avaient choisi cette société comme mandataire commun pour les constructions scolaires de la ville nouvelle, avaient été ainsi spolées. Les élus de gauche ont mis en cause la loi Boschier sur les villes nouvelles, qui a permis des irrégularités de procédure. Ils ont demandé l'abrogation de ce texte.

### Les poubelles des industries

### 12 MILLIONS DE TONNES DE DÉCHETS PAR AN

Les industriels de la région Ile-de-France ont fait l'inventaire de leurs poubelles : douze millions de tonnes de déchets sont produits chaque année, selon une étude des chambres de commerce et d'industrie de Paris et de la région.

L'industrie des matériaux de construction et des minéraux est en tête avec 4,5 millions de tonnes de déchets. Devient l'industrie agro-alimentaire (2,2 millions de tonnes) et l'industrie automobile (1,2 million de tonnes).

Le quart de ces déchets est jeté sur les décharges, tandis que 2,8 millions de tonnes vont directement à l'épave. Environ 4,5 millions de tonnes de déchets sont revendues ou utilisées pour l'épandage ou les remblais.

Après avoir noté que la capacité des stations d'épuration industrielles des eaux usées n'est plus que doublée entre 1970 et 1976, le C.O.R.N. précise que « l'effort ne peut pas valoir ». « Le combat pour l'environnement doit être poursuivi avec énergie. Malgré son coût, cette politique est économiquement supportable par les entreprises. (...) Une industrie propre est nécessairement bien organisée et fonctionne bien. »

### Basse-Normandie

Le budget  
des établissements publics

### L'ÉTAT REPREND D'UNE MAIN

(De notre correspondant.)

Caen. — Les assemblées régionales vont-elles perdre l'initiative de l'utilisation des crédits des établissements publics régionaux ? C'est la question que se sont posée les 10 et 11 juin, lors de leur dernière session, les conseillers économiques et sociaux de Basse-Normandie.

Déjà, au cours de cette année, les responsables régionaux avaient dû accepter que la Normandie participe financièrement à l'amélioration de certaines routes classées nationales pour obtenir du ministre de l'équipement l'engagement que l'État assurerait la mise à quatre voies de la N.13 entre Bayeux et Cherbourg. Cette fois, c'est le ministre de l'éducation qui tente la même opération. Aux responsables régionaux venus se plaindre du retard dans l'équipement de leur région en collèges ruraux, il propose un crédit exceptionnel de 6 millions en 1977 si la Basse-Normandie apporte une somme équivalente. Les conseillers économiques et sociaux se sont montrés hésitants.

Pour une région qui manque de crédits, 6 millions supplémentaires, ce n'est pas rien ; seulement, en contrepartie, ils doivent dépenser 6 millions dans un secteur où jusqu'à présent les interventions n'ont pas dépassé 10 % de leur budget annuel. Or ils veulent avant tout conserver le libre choix de leurs dépenses et non pas se faire imposer par l'État la préférence de cette somme pour intervenir directement en faveur de l'emploi.

THIERRY BREHER.

## PRESSE

M. Giscard d'Estaing devait recevoir à déjeuner, mardi 14 juin, à l'Élysée, dix responsables de quotidiens régionaux ou départementaux : MM. André Polvein, directeur général du Provençal ; Roger Bourdieu, administrateur de Nice-Matin ; Jean-Jacques Kleinhof, président-directeur général des Dernières Nouvelles d'Alsace ; Jean Etienne, directeur de la Haute-Normandie ; René Prêtre, directeur du Courrier de Saône-et-Loire ; Gaston Gaudy, directeur des Cahiers de la presse française ; Raymond Jalloux, directeur du Journal de Orléans ; Jean Brulet, directeur de l'Est-Sclair ; Robert Guillier, président du Courrier de l'Ouest et Pierre-Sébastien Wolff, directeur général de Paris-Normandie.

Le Syndicat des journalistes C.F.D.T. dans un communiqué publié le 13 juin évoquant l'affaire du Quotidien de la Seine, mis en liquidation par un tribunal de Montreuil (93) le 12-13 juin, estime que la décision est politique, qu'il s'agit d'étouffer un journal indépendant au profit de son concurrent, le Journal de l'Île de France. Les journalistes C.F.D.T. du Quotidien de la Seine alertent l'opinion publique et proposent de poursuivre la parution du journal.

### Franchissez la barrière des langues avec PHILIPS

Le nouveau magnétophone "double piste" AAC 4000 permet d'étudier la langue de votre choix à tout lieu, à tout moment, à votre propre rythme suivant la méthode Audiolingua. Active Comparative : vous pouvez enregistrer votre texte professeur et ainsi avoir la comparaison à tout moment. Le AAC 4000 permetant les enregistrements deux pistes vous pouvez également appliquer la méthode d'autres disciplines (musique, chant, art dramatique).

AAC 4000 PHILIPS :  
le magnétophone à 2 voix.  
\* Philips disponibles en 9 langues.

PHILIPS

Coupon à adresser à PHILIPS Ens - BP 131 92154 - Cedeo  
Sans engagement de ma part, veuillez m'adresser une documentation sur le AAC 4000 qui m'intéresse pour les applications cochées ci-dessous.  
☐ Étude des langues ☐ Musique et chant  
☐ Réduction du langage ☐ Art dramatique  
☐ Montages sonores ☐ Synthèse de project. diapos.  
Nom : \_\_\_\_\_ Et : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

## 19 juin : fête des pères. affichage par cristaux liquides\* éclairage pour lecture de nuit.



Montre quartz homme.  
5 fonctions : heures, minutes, secondes, mois, jour, avec éclairage.  
Affichage par cristaux liquides.

159F

\* Les cristaux liquides assurent un affichage permanent par réflexion de la lumière extérieure, ils économisent ainsi l'énergie de la pile.

Galerias Lafayette

Hausmann - Montparnasse - 16<sup>e</sup> arr. Epine

هنا فان الاصل



## EQUIPEMENT

## OUBLIEZ LE FRANÇAIS.



Pendant 2 semaines, vous dialoguez à 4 ou 5, selon la méthode Berlitz, 7 h 30 par jour avec des étrangers qui vous enseignent leur langue. Ou à mi-temps pendant 4 semaines. C'est simple et efficace. Demandez le calendrier des stages à : Opéra : 742.13.39 - Nation : 742.13.39 - Puteaux : 77.11.11 - Boulogne : 77.11.11 - St-Germain-en-Laye : 77.11.11 Versailles : 95.00.70.

**"STAGE INTENSIF" BERLITZ**  
Service d'information

## ENVIRONNEMENT

### LA DIFFICILE MISE EN PLACE DES CENTRALES NUCLÉAIRES

#### LE PELLERIN : les scientifiques lancent un appel en faveur des agriculteurs condamnés

Après la condamnation, par le tribunal correctionnel de Nantes, de cinq agriculteurs accusés d'avoir détruit le registre d'enquête d'utilité publique concernant la centrale nucléaire de Pellerin, les scientifiques lancent un appel en faveur des agriculteurs condamnés. Une autre manifestation est prévue pour le 15 juin, à Bessée, au moment où sera examiné en appel le recours contre la décision de Nantes.

Plus de deux cents scientifiques (1) ont déjà signé l'appel lancé par le Groupement des scientifiques pour l'information nucléaire, dont on lira le texte ci-dessous.

Cinq paysans viennent d'être condamnés à deux mois de prison ferme. Ils ont été arrêtés le lendemain d'une manifestation contre l'enquête d'utilité publique sur l'éventuelle centrale nucléaire de Pellerin près de Nantes. Ils auraient participé à la destruction du registre et du dossier d'enquête d'utilité publique. Ce dossier, bien que composé de 80 pages, n'est que vide : il ne figurent ni le risque couru par les 450 000 habitants de Nantes ni les résultats des enquêtes obligatoires : géologique, sismologique et climatologique.

Cette politique d'information unilatérale et biaisée n'a pas convaincu la population, et cela a entraîné les pouvoirs publics à engager l'épreuve de force. Non contents d'ignorer la loi sur la protection de la nature et de laisser l'EDUF engager des travaux sur les sites avant d'avoir l'autorisation de création, les pouvoirs publics méprisent l'opinion publique comme à Grand-Saint-Louis et s'engagent dans l'escalade de la répression.

Depuis deux ans, de nombreux scientifiques (2) appellent la population à refuser l'extension du nucléaire aussi longtemps qu'elle ne dispose pas d'une information complète et qu'un débat démocratique à l'échelle nationale n'aura pas eu lieu. Dans cette ligne, la population locale, maires en tête, s'oppose non seulement à la centrale mais aussi à cette période d'enquête d'utilité publique.

Ces cinq condamnés sont des scientifiques pour l'information nucléaire. Indiqués, nous demandons leur relâche.

(1) Parmi les premiers signataires du mot de MM. Alain Bombard, Jacques-Yves Cousteau, Haroun Tazieff, Paul-Victor, des professeurs au Collège de France, MM. Marcel Prosser, Alfred Jost, Yves Laporte, Jean-Claude Pécquer, des professeurs MM. Jean-Marie Chavallier (Paris-XII), Pierre Samuel (Paris-XX), J. Percepoint (Grenoble), Yveline (Paris), des directeurs de recherches MM. Patrick Henry, Jean-Marie Martin, Hervé Lecomte, Alain Tournelle, de MM. Serge Julien, Jean-Paul Sphar, (maître de recherche) ; de M. Théodore Leroy, (maître de recherche) ; des membres du Groupement des scientifiques pour l'information nucléaire ; de M. Michel Riou, directeur de l'Institut de physique nucléaire d'Orsay.

(2) Les scientifiques pour l'information nucléaire, le Groupement des scientifiques pour l'information nucléaire, le Groupement des scientifiques pour l'information nucléaire.

#### GRAVELINES : une antenne de l'Institut Pasteur pour surveiller le milieu marin

Lille. — A la suite du chantier de la centrale nucléaire de Gravelines, on achève l'aménagement d'un nouveau bâtiment de deux étages qui abritera très prochainement le laboratoire de microbiologie de l'Institut Pasteur de Lille. Les travaux de la centrale continuent actuellement mais ce n'est pas sans avoir une puissance de 900 mégawatts.

Pour une fois les scientifiques ont donc sur leur site une antenne de l'Institut Pasteur pour surveiller le milieu marin. Le port autonome de Dunkerque, le laboratoire de microbiologie sera doté d'une station de pompage d'eau de mer et d'un modèle expérimental reproduisant un canal de refroidissement des eaux et les contraintes engendrées sur le milieu par les groupes d'unités E.D.F. de la centrale nucléaire.

Les gravitins qui soulèvent l'arrivée du nucléaire sur la rive du Nord, partagés par les élus, ont touché le conseil régional.

L'assemblée départementale a appuyé fortement cette réalisation. Le professeur Henri Lecomte, de l'Institut Pasteur, définit ainsi les objectifs du laboratoire : « Les rejets des centrales nucléaires dans le milieu marin ont des effets sur la chaîne biologique, depuis les micro-organismes qui représentent la production primaire jusqu'aux poissons. Des recherches fondamentales doivent être entreprises pour mieux connaître les incidences de la pollution thermique et chimique sur les organismes marins, en général, et sur les poissons, en particulier. »

Le laboratoire de microbiologie de l'Institut Pasteur de Lille, qui sera doté d'une station de pompage d'eau de mer et d'un modèle expérimental reproduisant un canal de refroidissement des eaux et les contraintes engendrées sur le milieu par les groupes d'unités E.D.F. de la centrale nucléaire.

Le laboratoire de microbiologie de l'Institut Pasteur de Lille, qui sera doté d'une station de pompage d'eau de mer et d'un modèle expérimental reproduisant un canal de refroidissement des eaux et les contraintes engendrées sur le milieu par les groupes d'unités E.D.F. de la centrale nucléaire.

### L'ISÈRE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE A NE PAS DÉCOUVRIR SANS GUIDE

Désirez-vous connaître l'Isère industrielle et commerciale ? Nous vous le ferons découvrir dans le guide "Isère Industrielle et Commerciale". Trois choix : 1. Le guide "Isère Industrielle et Commerciale". 2. Le guide "Isère Industrielle et Commerciale". 3. Le guide "Isère Industrielle et Commerciale".

**sadi** 170, rue de Stalingrad 38100 Grenoble - Tél. : (04) 09.80.44

## TRANSPORTS

### LES ROUTIERS JOUENT L'EXPORTATION

Les routiers veulent être traités comme des exportateurs à part entière. « Nous avons conscience de contribuer largement à l'équilibre de la balance commerciale », disent-ils. Les données de notre enquête rapportent ont été chiffrées ces dernières années par la C.N.P.F., à environ 1 milliard de francs, a indiqué M. Apollon Lomax, président de l'Association française des transporteurs routiers internationaux (A.F.T.R.I.), qui fête, le 15 juin, à Paris, son trentième anniversaire en présence de M. André Rost, ministre du Commerce extérieur.

En 1975, les routiers ont absorbé 15 % le commerce extérieur de la France exprimé en tonnage (30 millions de tonnes) et 36 % exprimé en valeur (régime de franchise). Ils contribuent aujourd'hui pour 47 % le fret national transporté par camion à l'importation et à l'exportation, au lieu de 10 % seulement il y a vingt ans.

Pour améliorer la part du pavillon français, les routiers voudraient voir atténuer les rigueurs de la politique allemande relative au transport ferroviaire, qui depuis plusieurs années, interdit tout croisement des autorisations de transport. Ils souhaitent également voir s'aplanir les difficultés qu'ils rencontrent sur la route du Proche-Orient, notamment en Turquie, pays dans lequel ils détiennent des sociétés de transport.

Afin d'améliorer leur compétitivité, les routiers ont notamment demandé aux pouvoirs publics les exonérations de la T.V.A. sur les carburants consommés sur les tronçons français des parcours internationaux. Ils ont aussi suggéré l'instauration d'une fiscalité de rétorsion à l'égard des concurrents étrangers qui leur appliquent un traitement discriminatoire ou dissuasif.

M. Rost a prouvé d'expérience que le ministère de l'Economie et des Finances a la possibilité d'étendre aux routiers les avantages fiscaux dont bénéficient les entreprises installées à l'étranger. Il s'est engagé à rappeler aux pays étrangers concernés les règles de réciprocité et d'équité en matière de transport. Il a annoncé, enfin, qu'un prochain comité interministériel étudierait les problèmes de l'exportation.

## LA COPROPRIÉTÉ MENACÉE

### Une nécessaire réforme

Pour la première fois en ses trente d'existence, la Confédération Nationale des Administrateurs de Biens, Syndics de Copropriété, a porté, le 14 mai dernier, devant l'opinion publique l'expression d'une inquiétude et d'une volonté de réforme qui ne s'expriment jusqu'ici que dans le cadre de la justice conciliante par les problèmes de la copropriété.

Le fait est que, depuis quelques années, s'adressant ce jour à Nice au milieu de deux cents congressistes du 74<sup>e</sup> Congrès des Notaires de France, au cours de la séance de la défense de la liberté d'action professionnelle en matière de gestion de biens, le Ministre de la Justice, M. Alain Peyrefitte, a déclaré que, pour le moment, « la copropriété est une catastrophe et qu'il faut la réformer ».

Le fait est que, depuis quelques années, s'adressant ce jour à Nice au milieu de deux cents congressistes du 74<sup>e</sup> Congrès des Notaires de France, au cours de la séance de la défense de la liberté d'action professionnelle en matière de gestion de biens, le Ministre de la Justice, M. Alain Peyrefitte, a déclaré que, pour le moment, « la copropriété est une catastrophe et qu'il faut la réformer ».

Le fait est que, depuis quelques années, s'adressant ce jour à Nice au milieu de deux cents congressistes du 74<sup>e</sup> Congrès des Notaires de France, au cours de la séance de la défense de la liberté d'action professionnelle en matière de gestion de biens, le Ministre de la Justice, M. Alain Peyrefitte, a déclaré que, pour le moment, « la copropriété est une catastrophe et qu'il faut la réformer ».

## LE CASARISME BUREAUCRATIQUE

En de doctrine, tout reste encore à l'état de projet. Le 14 juillet 1965, la loi n° 1007 relative à la copropriété a été promulguée. Elle a été appliquée, mais elle n'a pas été appliquée.

Le fait est que, depuis quelques années, s'adressant ce jour à Nice au milieu de deux cents congressistes du 74<sup>e</sup> Congrès des Notaires de France, au cours de la séance de la défense de la liberté d'action professionnelle en matière de gestion de biens, le Ministre de la Justice, M. Alain Peyrefitte, a déclaré que, pour le moment, « la copropriété est une catastrophe et qu'il faut la réformer ».

Le fait est que, depuis quelques années, s'adressant ce jour à Nice au milieu de deux cents congressistes du 74<sup>e</sup> Congrès des Notaires de France, au cours de la séance de la défense de la liberté d'action professionnelle en matière de gestion de biens, le Ministre de la Justice, M. Alain Peyrefitte, a déclaré que, pour le moment, « la copropriété est une catastrophe et qu'il faut la réformer ».

Le fait est que, depuis quelques années, s'adressant ce jour à Nice au milieu de deux cents congressistes du 74<sup>e</sup> Congrès des Notaires de France, au cours de la séance de la défense de la liberté d'action professionnelle en matière de gestion de biens, le Ministre de la Justice, M. Alain Peyrefitte, a déclaré que, pour le moment, « la copropriété est une catastrophe et qu'il faut la réformer ».

Le fait est que, depuis quelques années, s'adressant ce jour à Nice au milieu de deux cents congressistes du 74<sup>e</sup> Congrès des Notaires de France, au cours de la séance de la défense de la liberté d'action professionnelle en matière de gestion de biens, le Ministre de la Justice, M. Alain Peyrefitte, a déclaré que, pour le moment, « la copropriété est une catastrophe et qu'il faut la réformer ».

Le fait est que, depuis quelques années, s'adressant ce jour à Nice au milieu de deux cents congressistes du 74<sup>e</sup> Congrès des Notaires de France, au cours de la séance de la défense de la liberté d'action professionnelle en matière de gestion de biens, le Ministre de la Justice, M. Alain Peyrefitte, a déclaré que, pour le moment, « la copropriété est une catastrophe et qu'il faut la réformer ».







مكتبة الانجلو

# JUSTICE

DEVANT LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE NICE

## Le président du casino Ruhl demande la saisie du livre « Dossier M... comme milieu »

En poursuivant pour l'exploitation du casino Ruhl, le tribunal correctionnel de Nice a saisi le livre « Dossier M... comme milieu » de M. Jean-Dominique Fraton, président-directeur général de la Société de créations et d'exploitations touristiques (Socret), qui exploite à Nice le casino Ruhl. M. Fraton a demandé la saisie de ce livre, qu'il considère comme une atteinte à sa réputation de commerçant honnête ou à sa liberté d'expression.

C'est l'argumentation que reprendra le substitut M. René Barthelemy, qui soutiendra que rien ne vient à l'appui de l'histoire racontée dans le livre. M. Fraton, en termes particulièrement virulents, a appelé à la défense de son client, M. Pierre Porcher, qui a été condamné pour l'exploitation du casino Ruhl.

Pour M. Fraton, qui réclame la saisie du livre, ainsi que des dommages et intérêts s'élevant à 5 millions de francs pour lui-même et 100 millions de francs pour la Socret, il ne fait pas de doute que l'on a, sans la moindre preuve, voulu porter atteinte à son crédit. C'est ce que rappelle son avocat, M. Jean-Dominique Fraton, tout au long d'une explication des cinq pages du livre mettant en cause son client.

M. Fraton n'admet pas qu'on puisse mettre en doute l'origine des fonds — on a parlé de 60 millions de francs à l'audience — lui ayant permis de comman-

## Les syndicats redoutent la « désintégration » du Centre national de documentation pédagogique

Les sections syndicales C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N. du Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.) ont dénoncé, lors d'une conférence de presse, le projet de désintégration - qui affecte le C.N.D.P. - touché par les restrictions budgétaires. Le C.N.D.P., selon les syndicats, abandonne progressivement sa mission de service public pour servir d'instrument de propagande en faveur de la réforme Haby.

Les syndicats ont précisé que les documents destinés aux maîtres en vue de l'application des nouveaux programmes - « a désintégration de tables » - sont des programmes de télévision sur la réforme présentée récemment, sur TF 1 sous le sigle TF 1/C.N.D.P. ont été réalisées exclusivement par TF 1. Selon les syndicats, les émissions ont coûté 2 millions de francs offerts par le ministère à TF 1. Le C.N.D.P. n'aurait qu'une boîte à lettres.

Les responsables syndicaux ont précisé aussi le fait que les chaînes de radio et de télévision font payer au C.N.D.P. la diffusion de ses émissions (5 800 F l'heure à la radio et 30 000 F à la télévision). Les chaînes de télévision, a-t-il déclaré, n'ont pas des sociétés privées pour qu'elles puissent des programmes et les rémunèrent; nous, nous proposons des programmes et nous ne devons rien payer.

S'émouvant que le travail d'administration du Centre n'ait jamais été réuni depuis la création du C.N.D.P. en août 1976, l'intersyndicale a demandé à la censure qu'exerce la direction

● Les programmes des agrégés et des CAPES pour la session de juin sont publiés au bulletin officiel du ministère de l'éducation numéro 11, daté du 8 juin 1977.

● A l'Association pour l'enseignement des sciences, en grève depuis le 31 mai (le Monde du 11 juin), viennent d'être assignés en référé devant le tribunal administratif de Paris. Le secrétaire général de l'A.E.S. qui demandait par cette action, l'expulsion des grévistes occupant le siège de l'association, 32, rue de Pen-

# ÉDUCATION

## UN COLLOQUE DE L'UNION DES GRANDES ÉCOLES SUR LA FORMATION ET L'INDUSTRIE

Plusieurs dizaines d'élèves des grandes écoles ont participé, le 10 et 11 juin, au colloque « Relations industrie-formation » organisé à Paris par l'Union des grandes écoles (UGE). Ce colloque a permis de faire connaître aux élèves d'approfondir leur réflexion sur des sujets tels que les stages professionnels, la formation des cadres commerciaux, la recherche et les nationalisations. Plusieurs enseignants et syndicalistes, ainsi que l'écrivain René-Victor Filles, ont apporté leur concours à la réunion.

Pour les responsables de l'UGE, ce colloque a également permis de préciser les propositions de cette organisation sur le statut des grandes écoles et de leur rôle dans la formation des cadres. C'est pourquoi, a-t-il été décidé, de lancer une campagne de pétition et de faire connaître les positions de l'UGE sur ces questions.

M. Quenez nous a précisé que, à ses yeux, ce colloque de l'Union des grandes écoles a été l'occasion de faire connaître les positions de l'Union des grandes écoles et de leur rôle dans la formation des cadres. C'est pourquoi, a-t-il été décidé, de lancer une campagne de pétition et de faire connaître les positions de l'UGE sur ces questions.

thière (3°), et la liberté de travail pour les non-grévistes, a demandé la nomination d'un mandataire.

M. Stéphane Thouverot, qui était le représentant de l'Union des grandes écoles, a déclaré que le colloque a permis de faire connaître les positions de l'Union des grandes écoles et de leur rôle dans la formation des cadres. C'est pourquoi, a-t-il été décidé, de lancer une campagne de pétition et de faire connaître les positions de l'UGE sur ces questions.

**P** De 15-17 ou 31-8  
**RÉPARATION PAR CORRESPONDANCE**  
**Po** Entrée AP  
**Sc** Fin AP  
Entrée 2<sup>e</sup> année  
Recyclage anglais  
PSP  
15, av. Victor-Hugo,  
75116 PARIS  
553-97-89

**ATOUT VACANCES**  
l'anglais... l'italien...  
**18 h. pour vous faire comprendre**  
**36 h. pour que vous « les » compreniez**  
COURS INTENSIFS juin - juin-juillet  
PETITS GROUPES 3-6  
Voyages linguistiques  
**AGORA, 10, rue Le Sueur-16°**  
500-15-53

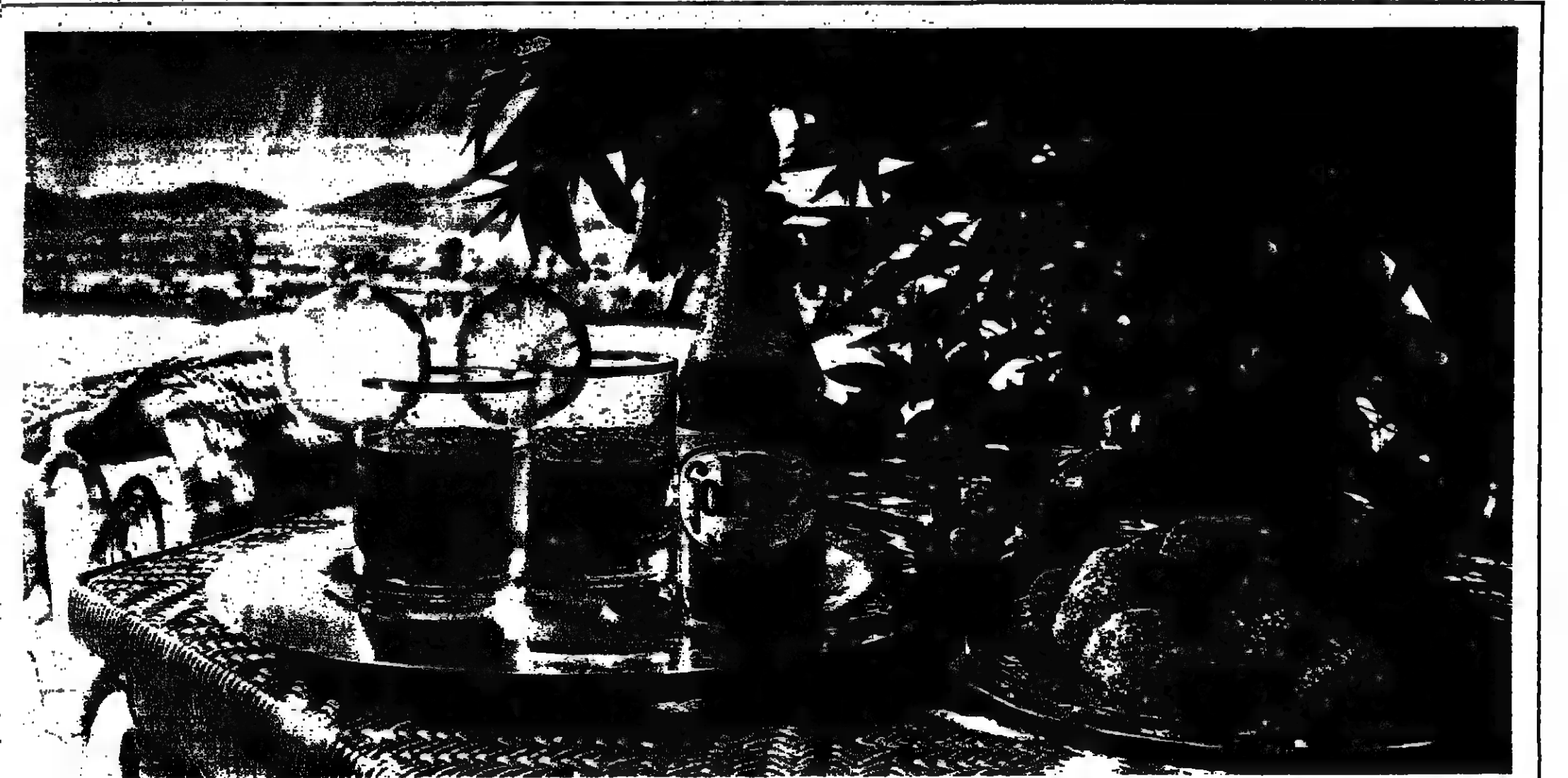
**EST** **ESM**  
**ECOLE SUPERIEURE DE TOURISME DES TECHNICIENS DE L'ENTREPRISE ET DE SECRETARIAT MODERNE**  
ENSEIGNEMENT TECHNIQUE PRATIQUE  
AFFIRMEZ VOTRE COMPÉTENCE EN VOUS QUALIFIANT  
Formation intensive à mi-temps pendant 1 an  
• BREVET DE TECHNICIEN EN TOURISME  
• BREVET DE TECHNICIEN EN SECRETARIAT MODERNE  
• BREVET DE TECHNICIEN EN COMMERCE  
Place Saint-Germain (au Près)  
(44, rue de Rennes - 75006 PARIS)  
Tél. : 548-42-31 / 222-06-29 / 548-21-05  
• découper et retourner  
**EST/ESM**  
44, rue de Rennes - 75006 PARIS  
Demande de documentation sans engagement  
NOM \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

## Attentat au siège des Éditions sociales.

Une explosion a détruit dans la nuit du lundi 13 au mardi 14 juin une partie des locaux qui abritent le siège des Éditions sociales, au deuxième étage du 146, rue du Faubourg-Poissonnière, Paris (X<sup>e</sup>). Deux personnes ont été blessées par cette explosion qui visait le siège de la maison d'édition du parti communiste français, deux mois après que la librairie du Globe, dépositaire des éditions de Moscou, ait connu le même sort. Les incendies, dont l'origine n'est pas d'inquiétude, ont été transportés à l'hôpital Lariboisière. L'attentat n'a pas été revendiqué.

M. Chazal produit ensuite un bilan des faits qui se sont déroulés le 13 juin 1975 dans lequel, affirme-t-il, apparaît clairement le « trou » ainsi que des débris à court terme de 30 millions de francs qu'il met en parallèle avec les 30 millions de francs de la maison d'édition. Pour M. Chazal, il apparaît que l'entreprise n'a pu que faire l'objet d'un financement complémen-

Jugement le 12 juillet.



# Gold Tea.

## La magie des plantes qui apaisent la soif.

Gold Tea: du thé de la province de Nilgiris en Inde, de la gentiane cueillie dans les Monts Vindhya, du capsicum ou poivre indien, et très peu de sucre. Ce cocktail de thé et de plantes désaltérantes est connu depuis toujours pour son effet rapide et durable contre la soif. Il n'y avait rien à ajouter à la magie de cette recette: ni gaz, ni colorants, ni conservateurs.



Garanti par Vittel.

NEOGRAPHE PARIS







# Normales : le

# changement dans l'incertitude

Les « centres régionaux de formation », qui accueillent les stagiaires P.E.G.C. (professeurs d'enseignement général de collèges), les futurs maîtres de l'enfance inadaptée ou de classes pratiques, et les instituteurs titulaires en formation continue, ont préparé cette année plus

de cinq mille professeurs au collège et recyclé plus de onze mille instituteurs, sous la conduite de trois cents professeurs.

De plus en plus, l'organisation de ces stages prend le pas sur la formation initiale des

élèves-maitres, de sorte que les écoles normales, dont on a pu envisager, les années 60, la disparition, retrouvent aujourd'hui un second souffle et la formation continue.

Mais cette mutation ne se fait pas sans

douleur. Tirillées entre les expériences des « jeunes loups » de la pédagogie, les résistances de la « vieille garde »... et l'inertie du ministère, les écoles normales abordent aujourd'hui une période délicate de changement dans l'incertitude.

## La maison de tous les instituteurs Former quels maîtres pour demain ?

**D**ANS trente-huit écoles  
antérieures s'ont  
annexées des « centres régionaux  
de formation », la formation  
initiale des élèves maitres est bien  
améliorée.

« Les normaliens occupent peut-être un dixième de mon temps », explique Mme Sassi, directrice d'une école de Limoges depuis dix ans. « Ce qui m'absorbe le plus, c'est la formation continue des enseignants. J'ai organisé des stages de six semaines, à organiser cette année. J'en aurai vingt et un l'année prochaine. Bien que pour cela, il faudrait une personne à temps complet. Mais je dois de plus surveiller soixante-dix maitres en stage, leur donner des indications, leur faire des cours... »

« Les lettres-historique, j'ai parfois l'impression de tout maintenir à bout de bras. »

un peu», de se «ressourcer» et de se rendre compte qu'ils ne sont pas seuls à rencontrer des difficultés dans leur classe. Bien entendu, ces stages ne font pas perdre de vue les besoins des instituteurs se plaignant de ne pas trouver ce qu'ils attendaient, l'état-dire des techniques pour améliorer leur pratique. Et beaucoup, aussi, déploient d'avoir comme professeurs de jeunes certifiés ou licenciés, qui ont subi eux-mêmes l'enseignement primaire. «Lorsque j'ai dit que j'avais un «C.E.T.», dit un stagiaire, le professeur ne savait pas que c'était une classe de cours élémentaire. Et il ne savait pas non plus ce qu'était un cours élémentaire !»

Les professeurs d'école normale sont conscients de ce décalage. «Je comprends les instituteurs mécontents, dit l'un d'eux.

« Lorsque j'ai pris contact avec mes premiers élèves, comme un jeune agrégé de philosophie, je leur ai d'abord dit que je voulais rien à leur apprendre et que c'était eux, les instituteurs, qui devaient leur apprendre quelque chose. Après quelques jours d'explications réciproques, nous avons pu commencer à travailler. »

La plupart des instituteurs qui font un stage en école normale viennent y chercher des « recettes » que les professeurs sont incapables de leur donner : d'une part, parce qu'ils n'ont rien à leur offrir, d'autre part, parce qu'ils ne veulent pas en donner. « Nous ne sommes pas là pour donner des « trucs » ni des recettes-miracles, explique un professeur. Nous sommes là pour chercher ensemble une solution aux

A multiplicité des tâches dévolues à l'Ecole normale de 1977 — une des formations initiales à la formation permanente — pose la question de son avenir. Doit-elle continuer à se consacrer aux seules études primaires et secondaires, à la formation des instituteurs (qui enseignent deux disciplines), ou doit-elle élargir sa mission aux tous les enseignants de la seconde l'obligatoire? Doit-elle s'effacer devant l'Université ou doit-elle maintenir sa spécificité? Doit-elle continuer à former ceux qui engagent par leur exemple le service l'Ecole ou doit-elle offrir, sans concurrence, une formation pédagogique aux adultes ?

Telles sont les questions que se posent normaliens, instituteurs, professeurs, inspecteurs et administrateurs de l'éducation. « Les écoles normales ont systématiquement une belle occasion de célébration, dit un professeur. Au lieu de profiter des quatre années de leur

Le record pris par les écoles normales était accoté par la lenteur des décisions administratives. Ainsi, on a consacré en 1962 à Versailles une nouvelle école de jeunes psychologues confondant dans une même classe des enfants normaux comportant quelques-unes grandes classes de classe et de vases intermédiaires. Une différence avec l'ancienne : on n'a pas grandi les enfants et surpasse l'âge de l'adolescence. Résultat : le matériel et les services académiques ont été conçus pour les hommes, et on entreprend de les adapter aux femmes dans les années de ce qui devait être un instant.

A Linoges, on a construit la nouvelle école de filles en 1949, sur des terrains destinés vingt ans auparavant. Ces terrains ont une cause : l'absence

de l'Éducation nationale) est lui-même en danger de ne pas être à l'école normale « lycée prolongé » en attendant sa formation à cinq années ultérieures. Quant à la polyvalence des enseignants, le SGEN estime qu'elle est « une formule de l'École nouvelle », chaque maître recevant une « formation » à dominante ».

En attendant la réalisation de tel ou tel projet, les écoles normales doivent

**DES CHIFFRES**

Il y a 55 cinquièmes-quatrième normales, réparties sur 15 départements (sauf dans le territoire de Belfort, les départements de la banlieue parisiens et les départements à doublement population).

En 1970-1971, « subsidat » 3 000 normalement « externes » en 1971-1972, 2 500 en 1972-1973, 2 000 en 1973-1974, 1 500 en 1974-1975, 1 000 en 1975-1976, 500 en 1976-1977.

## DES CHIFFRES

[illegible]

Tous les directeurs d'école normale à vocation régionale en sont : si l'un d'administrer un internat modèle, où les programmes et les « grilles » se répètent d'une année à l'autre, il leur est impossible d'imaginer, modifier et créer « cette nouvelle fonction de directeur », mais, au contraire, les moyens de la remplir considérablement. Satisfaire à la fois des normaliens issus de lycées, des étudiants, des mères de famille en recyclage, des professeurs et des inspecteurs, c'est rigoureusement impossible. Alors, on passe au plus pressé : on dit : oui » à tout le monde... Et on mène vite parfoi tout le monde.

En dehors des normaliens, beaucoup de marins fréquente l'école normale. Le gros des troupes est constitué par les instituteurs en recyclage, ou plus exactement en « formation continue ». Dès l'été 1972, les instituteurs titulaires ont commencé leur carrière, à trente-sept semaines de stage. Selon les cas, ces stages peuvent durer, trois, six ou neuf semaines, périodes pendant lesquelles les instituteurs sont remplacés dans leur classe par des normaliens — eux aussi en stage, mais sur le terrain.

classes de l'école normale supérieure de Saint-Cloud. *Festins en effet* qu'après un an d'école normale, l'élève maître en soit plus sur la pédagogie que n'importe quel professeur du secondaire. Pour moi, tous les professeurs d'E.N. devraient commencer par enseigner dans une classe primaire pendant un an.»

D'autres, tout aussi conscients de leurs limites, estiment que cela n'est pas un obstacle insurmontable.

## Le parc

**L**ES ~~professeurs~~ sont recrutés par concours, après le baccalauréat (en septembre 1976, 6 125 places ont été mises au concours, et 3 255 pour les garçons, et 2 865 pour les filles). Chaque candidat se voit attribuer un sujet, au hasard du tableau tiré au sort. Au dernier concours, quinze mille filles se sont présentées contre seulement cinq mille garçons.

Une fois admis à l'école normale, l'élève-maître a le choix entre l'intérieur et l'extérieur — là où l'intérêt est encore possible. S'il veut pour l'extérieur, il perçoit une indemnité forfaitaire.

■ La première année comporte

«...physique, biologie, linguistique, histoire, géographie, psycho-pédagogie) et la pratique des méthodes d'enseignement, notamment les exercices adaptés aux classes des écoles maternelles et élémentaires.

● La deuxième année comporte un stage de trois mois « en classe », effectué dans une classe où le normalien enseigne, au cours du premier semestre de l'année scolaire la maîtrise est suivie par un professeur, son directeur et conseillé et un professeur et des autres instituteurs de l'école.

[illegible]

projet en s'aveant du ministère. Les ministres successifs se sont gardés de toucher aux écoles normales, bastions vivants du puissant Syndicat national des instituteurs. Si l'on pousse de supprimer la polyvalence de l'instituteur, l'SNI y est opposé en faisant valoir que, « sur 11 instituteurs, un instituteur est pour le moins plus circulaire dans ses déplacements, qu'un professeur d'école départementale, même de petite commune, et que cet aspect spécial, si l'on veut, de son métier, est une garantie de sa compétence à faire courir ces écoles de département à faible population (Lorraine, Creuse, Gers, Hautes-Landes, etc.). Le 11 y est opposé par principe, « pour réserver l'emploi ».

Cette absence de volontés politiques dans chacun l'ont fait aller sans heurts. Le SNI propose que l'école normale devienne « une *tour d'ivoire* départementale d'éducation », tandis que *Femité* finale « semblera finie à deux cents kilomètres

maîtres en formation (initiale continue). Le Syndicat national des professeurs de écoles normales (S.N.P.E.N.) propose une « formation *universitaire* et *soignée* » d'au moins deux ans — contre deux ans actuellement — pour les instituteurs « à pourvoir les maîtres de la maternelle à la fin de la scolarité obligatoire, ainsi qu'à leur entrée à l'enseignement ».

Si d'autant moins que l'objectif des instituteurs n'est « de former, le S.N.P.E.N. demande que la formation soit d'abord

« Comme elles peuvent. Puisque rien ne se fait au sommet — « les projets passent par nous », dit-on au ministère — c'est à chaque directeur et à chaque directeur de son ressort de donner des directives à ses subordonnés, dans la limite de son pouvoir. C'est forcément comme les cas normaux, qui, au moins si pas réglés en son office, se sont transformés en quelques années, observe un fonctionnaire-économiste. Finalement, ce genre-là les seuls dédicaments d'un enseignement public à avoir connu des révolutions leurs modes de leur progrès. Un professeur normalement : « Aujourd'hui, l'école normale — en son université ne se veut pas d'enseignants, pédagogues et spécialistes de l'alphabète. Car en tout cas on des thèmes de ses études au sein de la première, du secondaire et aussi du tertiaire. Rien que pour cela, l'école normale est très précieuse.

## Le parcours du normalien

**L**ES ~~élèves~~ sont recrutés pour concourir, après le baccalauréat (en 1977, 8 125 places ont été au concours, 2 328 pour les garçons et 3 258 pour les filles). Chaque élève ne voit tout au plus, au cours du même trimestre, au maximum concourir, quatre mille filles et sont présentées contre seulement cinq mille garçons.

Une fois admis à l'école normale, l'élève-maître a le choix entre l'intérieur et l'extérieur — là où l'intérêt est encore possible. Il n'y a pas pour l'extérieur, le perçoit une indemnité forfaitaire.

■ La première année comporte

ment, physique, biologie, linguistique, histoire, géographie, psycho-pédagogie), il a pratiqué des activités artistiques (dessin, musique, théâtre) toutes les semaines et il a des exercices devoirs en classe et aux écoles pendant son d'application.

● La deuxième année est partie en stage de trois mois en, à l'école, il a pratiqué dans une classe où le normalien enseignait, en cours du premier semestre de l'année scolaire la méthode est suivi par un professeur, son directeur et conseillé par un directeur et les autres professeurs de l'école.

adhésif de la C.F.E.N. En cas  
 ou qui est rare, — il assu-  
 ra une — dirigée  
 pendant un an avant le se pré-  
 il nouveaux  
 Il s'agit une seconde  
 en période exclu de l'éduca-  
 on nationale.

la C.F.E.N., l'élève  
 s'entre —  
 stagiaire — qui le met à  
 de la C.F.E.N. ac-  
 tuelle pour un —  
 ensuite les épreuves pra-  
 tiques (certificat d'aptitude  
 au 1<sup>er</sup> cycle des  
 études au 1<sup>er</sup> cycle des

[illegible]

... : « *Alphonse Bui, l'École normale est un microcosme où se croisent chercheurs, pédagogues et spécialistes de disciplines. C'est en tout cas un des lieux où se côtoient enseignants primaires, du secondaire et aussi du tertiaire. Rien que pour cela, l'École normale est très précieuse.* »

**« Détaler »**

Pour les normaliens, ces stages sont l'occasion de se frotter à la réalité de l'enseignement, et pour les instituteurs ils sont, au contraire, l'occasion de « déteiler

**E.P.P.R.E.P.** **ÉCOLE DE PUBLICITÉ, PRESSE ET RELATIONS PUBLIQUES**  
**ÉTABLISSEMENT PRIVÉ**  
**d'Enseignement Technique**

● Statut  
● Cours par demi-journée ● Rentrée 10 octobre 1977

● Étudiants ~~W~~ acquérir une formation professionnelle.  
● ~~Recherches et~~ ~~Classes du~~ ~~W~~ ~~W~~ classes terminales.

● ~~Certificats~~ : Publicité, Tourisme, ~~W~~ ~~W~~ Publiques

■ Diplômes d'État : BTS Publicité, BTS Tourisme, BTS Distribution  
Commerce

**E.P.P.R.E.P.** 10, rue de la GRANDE-BATTELERIE - 75008 PARIS  
Tél. 770.5150 Météo : Richelieu-Drouot  
Morceaux de laet et sur rendez-vous.

**ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE PRIVE**

**ÉCOLE INTERNATIONALE EUROPÉENNE DE PARIS**

**EXTERNAT — INTERNAT**

Ordre et efficacité — Cours annuels et de vacances

Château des Bergeries - 91210 DRAVEIL - Tél. 903-70-03

2000 ADRESSES  
POUR PLUS  
DE 500 000 JOBS  
**L'étudiant**  
DES JOBS  
EN VENTE PARTOUT 10 \$

**Concier activités physiques**  
■ **baccalauréat**  
4° ■ ■ ■ ■ A, ■ C, D  
Métro ■ ■ ■ ■ ■ Tournelles

**études**  
**et sport**

Établissement d'enseignement  
privé ■ ■ ■ ■ ■

**Tél. 607-95-10**

# UNIVERSITÉ PARIS-NORD

DES SCIENCES DE L'EXPRESSION ET DE LA COMMUNICATION

**1<sup>er</sup> cycle : DEUG ADMINISTRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**  
(carrières juridiques, économiques, de la communication)

**2<sup>e</sup> cycle : DEUX MAÎTRISES DE SCIENCES ET TECHNIQUES**  
(2 années de formation après un 1<sup>er</sup> cycle)

**Des métiers de contacts humains vers de nouveaux débouchés :**

- Responsables d'équipes d'animation
- Responsables de services du personnel ■ entreprise
- Responsables de formation et développement des organisations
- Spécialistes en relations publiques
- ■■■■■ (Imprimés ■ audio-visuels)
- Responsables des sciences audio-visuelles dans les entreprises
- Documentalistes et bibliothécaires

Inscriptions à partir du 5-7 (1<sup>er</sup> cycle) et du ■■ (2<sup>e</sup> cycle)  
Enseignements : Avenue J.-B.-Clément - 93430 Villetaneuse.  
Tél. 822-06-90, poste 410

# Le Monde de l'éducation

Le numéro de juin est paru

## AU SOMMAIRE

### LES UNIVERSITÉS DANS LEURS RÉGIONS

« L'université est un monde à part » ; « On n'est pas sur la même longueur d'ondes » ; « Just un monde de Martiens ». Ces réflexions de responsables économiques ou de chefs d'entreprise illustrant le fossé qui demeure entre les universités et la vie régionale.

Et pourtant, sous l'effet de contraintes diverses, une évolution se dessine. Ce sont les signes de ce changement d'attitude que décrit l'enquête menée par « Le Monde de l'éducation » dans plusieurs académies, et plus particulièrement celles de Bordeaux, Lille et Grenoble.

### La tribune des législatives

Première participation à ce grand débat sur la politique éducative de la France : Edgar Faure, Lionel Stoléru, Alain Touraine, René Rémond, Gérard Mendel, Guy Avanzini...

#### Égologue au sommaire :

- Les nouveaux manuels de système.
- Un socialiste ministre de l'éducation : Pays-Bas.
- La recherche en l'environnement au Vietnam du Sud.
- La recherche sur la culture populaire.
- Les métiers de l'optique.
- Que faire sans le baccalaurat littéraire.

■ LE MONDE DE L'ÉDUCATION ■

5, rue Italiens - 75422 PARIS CEDEX 09.

Le numéro : 5 F - Abonnement (11 numéros par an), 50 F



**CONDOR**  
INTERNATIONAL

Toute l'année **IMMERSTON**  
linguistique ■ Angleterre

Par la méthode audio-écritive

■ en pare-national ■ DART-  
MOOR, près ■ Plymouth

■ en famille bourgeoise  
ne parlant ■ français.

ours : 5 à 6 heures par jour en  
groupes de 4 ■ personnes.

oisirs : équitation, golf, tennis,  
arée : deux ■

**CONDOR INTERNATIONAL**  
7, rue ■ 75014 Paris  
Tél. 543-45-37

**ECOLE  
SUPERIEURE  
DE  
SECRETARIAT  
ENSEIGNEMENT  
PRIVE  
DE LA RUE DE LIEGE**

secrétariat ■ direction  
secrétariat médical

40, rue de Liège  
Paris 8°

Tél. 387.58.83 et 387.52.90

**ecole du commerce de chambéry**  
 Ecole Supérieure d'Enseignement commercial reconnue par l'Etat  
 Préfédérale aux facultés de  
**Cadre du Commerce et de l'Industrie**  
 • 2 années d'études. Deux Enseign. Supérieurs. Admissions par concours national.

Merciage, Finance, Gestion, Informatique, Economie, Droit, Langue, Psychosociologie, Conférences de méthodes, Mathématiques, Statistiques, Commerce et Sociétés, Comptabilité.

Philologie option (études de cas, Travaux de groupes sur microprocesseurs et laboratoires de langues, stages).

**Chambre de Commerce et d'Industrie de la Savoie**

Vous ferai envoyer une documentation sur l'E.C.C.  
 Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

E.C.C. service Admissions Rue de St-Casim 73000 CHAMBERY Tél. 078 83.52.36.

**COURS**  
**de VACANCES**  
du 1<sup>er</sup> au 10 août  
**MATH. FRANÇAIS**  
**LANGUES**

INSTITUT  
DE VALORI  
INTERNA

**CORRECTIONAL**



**Collège**  
**Sainte**  
**Barbe**

Établissement d'Enseignement  
privé, fondé en 1460  
4, rue Valette, 75005 Paris  
près du Panthéon - 033.43.97  
jeunes gens, jeunes filles,  
internat garçons

**toutes les classes**  
**secondaires**

Parcours adaptés :  
Enfies Supérieures ■ Compagnies  
HCF ■ ESSEP ■ Sciences Politiques  
Enfies Nationales, Vétérinaires.

**école de commerce**  
**et d'administration**

Enseignement :  
■ juin ■ en septembre

**cours de vacances**  
pour les classes secondaires



























**HAUTEFEUILLE**  
**JUILLET BASTILLE**

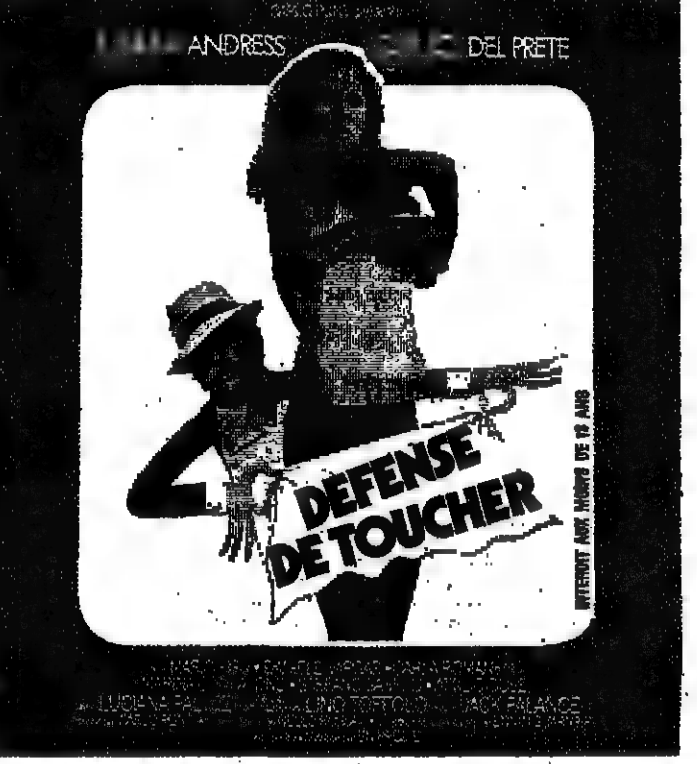
# LE CAMION

STOCKARD CHANNING  
SAM WATERSTON  
C378



# MOBY DICK

GIT LE CŒUR LE MARAIS  
 14 JUILLET - PARNASSE  
**ALICE**  
**DANS**  
**LES**  
**VILLES**  
 de  
**WIM WENDERS**  
 avec  
**Rüdiger VOGLER**  
 Distribution CAPITAL FILMS / MICE



MERCREDI

cinéma présente la production Stéphane TCHALGAGDJIEFF

**LE DIABLE  
PROBABLEMENT...**

Un film de Robert BRESSON



Volcanic, 6° (833-79-38); 14-Juillet-  
Parnasse, 6° (328-58-00); Elysées-  
Lincoln, 8° (358-36-16); Marignan,

5° (339-82-82); 14-Julliet-Bastille,  
11° (357-90-81); Mayfair, 16° (525-  
27-08); v.i.; Saint-Lazare-Pas-  
quier, 8° (387-35-43); Nations, 12°  
(343-04-57); Montparnasse-Patré,  
14° (326-63-13); Gaumont-Conven-  
tion, 15° (828-42-27).

EN ROUTE POUR LA GLOIRE (A.  
v.o.); Studio Alpha, 5° (033-38-47);

[illegible][illegible]

**es festivals**  
N DEMI-SIÈCLE DE CINÉMA  
SOVIÉTIQUE. (V.O.), Le Seina. 5°  
(325-95-99) H. Sp. I : l'Aro-en-Ciel.

de France 17e (380-19-93) : Clichy-  
Path. 15e (322-37-41)  
MAR GATILATO (AIE- 7-0) : 15e

[illegible][illegible]

V.O.) : Biarritz, 5<sup>e</sup> (123-09-28) ;  
 V.F. : UGC-Opéra, 2<sup>e</sup> (261-50-32).  
 TROIS FEMMES (A., v.o.) : Haute-

[illegible]**HAUTEFEUILLE OLYMPIC ENTREPOT**

# News from home

le nouveau film de Chantal AKERMAN

**MERCREDI 15 MARS 1995 L'OLYMPIC ENTREPOT**

# PAINTERS PAINTING

un film d'Emile de Antonio

Atoroli 1.1 m

[illegible]

**IMPACTES POUR ENFANT**

THEATRE 71

**LE BALLET NATIONAL DE**  
**35 DANSEURS ET MUSICIENS**  
1 501 655 43 45  
BOULEVARD DE LA LIBÉRATION - 92000 NANTERRE

FESTIVAL DU ME...  
IN AU 13 JUILLET

THEATRE

CONFIDENTIAL

**CIRQUE**  
**THEATRE ET CONCERTS DE RYT GRAT**  
**CHANTAL**

**CASE 11-171**







هنا ان الاصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**PETITJEAN & Cie**

(1200 personnes en France) - 1er constructeur européen de candélabres, mass métalliques d'éclairage et de transport de lignes, poursuivant sa forte expansion sur les marchés internationaux, et conduit à REMODELER et à RENFORCER ses structures, propose les postes suivants :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF	DIRECTEUR RECHERCHES et DEVELOPPEMENT	CHEF DE SERVICE ETUDES ECONOMIQUES et COMMERCIALES	CHEF DEPARTEMENT GESTION COMMERCIALE	CHEF DEPARTEMENT PRODUCTION	ADJOINT CHEF BUREAU D'ETUDES	CHEF DE SERVICE SECURITE
Chargé de la planification générale, des achats et de la mise en place informatique. Ce poste charnière entre commercial et production demande un homme d'un minimum 40 ans, études supérieures, expérimenté dans ces 3 domaines. (Référence MDA)	Chargé de diriger des études économiques, commerciales, techniques de la Société. L'homme : minimum 35 ans, formation : Ingénieur Grand Ecole : MINES-CENTRALES-ARTS ET METIERS, ayant pratiqué études économiques (marchés, produits) et études techniques (études et améliorations équipements). (Référence MRE)	Sous le Directeur recherches et développement conduit toutes les études de développement économique sur les marchés et sur les produits. L'homme : minimum 35 ans, formation commerciale supérieure : HEC, ESSEC, ESC avec expérience dans les biens de consommation. (Référence MCC)	Sous le Directeur Commercial, organise la gestion et le tableau de bord général, assiste sur la promotion des ventes les services d'expédition, transports, douanes, stocks etc... L'homme : 35 ans minimum, formation commerciale supérieure : HEC, ESSEC, ESC. Expérience de l'organisation et la gestion commerciale. (Référence MCC)	Sous le Directeur de production, gère un secteur de production de 500 personnes. L'homme : Ingénieur ARTS ET METIERS, 35 ans minimum, ayant dirigé des unités de production de cette importance, de préférence en chaudronnerie ou en truction soudée. (Référence MP)	Ingénieur minimum 38 ans, connaissant la chaudronnerie, la métallurgie et le calcul de matériaux. (Référence MAB)	Sous le Directeur du Personnel, propose, conduit la politique de sécurité de la Société. L'homme : minimum 35 ans, Ingénieur de formation. (Référence MS)

Ces 2 postes sont rattachés à la Direction Générale.

LIEU DE TRAVAIL : TROYES

**CORBIN S.A.** CONSEILS EN ORGANISATION  
Département Emploi 57, rue du Temple 75004 Paris.

**directeur de production**

120.000 F +

Notre entreprise est spécialisée en carrosserie industrielle et leader dans son créneau. La demande de ce poste est élevée et nous conduits à recruter un directeur de production. Nous recherchons un homme de 30 ans ou moins pour lui confier la conduite de nos ateliers. Il sera responsable du calcul des prix de revient, des coûts de l'encadrement et de l'animation de 150 personnes. Ce poste convient à un homme enthousiaste et créatif : il devra concevoir de nouvelles méthodes. Il est nécessaire pour réussir de posséder une formation d'ingénieur Arts et Métiers ou équivalente ainsi qu'une expérience en direction de la gestion d'atelier de moyenne série en serrurerie, chaudronnerie. La connaissance du polytechnique ou du matériel de réfrigération serait en outre appréciée. De réelles possibilités d'évolution existent pour un homme à fortes potentialités. Résidence à 110 km de Paris. Envoyer C.V., photo récente (mentionner sur l'enveloppe) à M. J. ROUSSELOT, Le secret absolu des candidatures est garanti par BERNARD KRIEF CONSULTANTS 10, rue Danton 75003 Paris CEDEX 05

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
10, rue Danton 75003 Paris CEDEX 05

**CHEF DE PROJET INFORMATIQUE**

La Groupe BSN-Gervais Danone propose à un analyste, diplômé d'études supérieures, une fonction de chef de projet informatique aux Bureaux de Strasbourg, à Strasbourg. An sein du Service Analyse et Programmation, il interviendra en général comme chef de projet, chargé, en liaison étroite avec les utilisateurs, d'étudier, concevoir, réaliser et mettre en place de nouvelles applications. Cette fonction conviendrait à un jeune ingénieur ou diplômé de l'université, ayant acquis 2 à 3 ans d'expérience, comme analyste ou analyste-programmeur, sur des applications informatiques de gestion. Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, photo, à M. Jean BSN-GERVAIS DANONE, 7, rue de Tolérance, 75008 Paris.

bsn.gervais danone

**CONSEILLER (ÈRE) DU TRAVAIL**

• Travail par les problèmes • Poste d'encadrement • Travail d'équipe • Travail de terrain • Travail de bureau • Travail de conseil

AVIGNON

(1800 personnes, 11 départements d'un important groupe industriel français). Il exercera son activité au sein de l'équipe de conseil du personnel. Le candidat idéal aura : • une bonne formation orientée vers l'approche psychosociologique des problèmes industriels (Conseiller du Travail, Encadrement, etc.) ; • et si possible une expérience de la vie industrielle. Si vous voulez en savoir davantage AVANT d'adresser votre candidature, demandez une documentation sous référence à : C. DOZOL - DELTA CONSEIL 27, rue Dombasle, 75015 PARIS.

**ORGANISME PUBLIC LYON**

recherche

**CHEF COMPTABLE**

sous l'autorité du Directeur Financier, Comptable, postulant à confier les missions suivantes : • assurer la tenue de la comptabilité, • effectuer les analyses financières et les synthèses et les comptes d'attente, • animer et diriger une équipe de 6 personnes. Le candidat idéal est un candidat d'au moins 35 ans, possédant le DEC, ayant dans le passé exercé une expérience confirmée de la fonction. Adresser lettre manuscrite, C.V. très détaillé, photo (retournée) et présentations à : M. P. LICHAS S.A., 18, quai Jean Moulin 69006 Lyon qui transmettra.

**directeur d'agence régionale**

La filiale de distribution d'un grand groupe alimentaire français recherche, pour suivre son expansion, un Directeur d'Agence Régionale. Sa responsabilité polyvalente couvre : • l'animation d'une équipe commerciale, • l'exploitation d'un important entrepôt, • l'administration et la gestion de son budget. Il jouit d'une grande autonomie et répond directement à la direction générale de la rentabilité de son exploitation. Véritable chef d'entreprise, c'est un homme courageux, débrouillard, organisé, aimant l'improviser. Le candidat idéal aura : • une formation commerciale ou technique, • une expérience de 5 ans minimum, • une maîtrise de la langue française. Des postes sont offerts dans de grandes centres à des hommes motivés par la réussite d'une nouvelle carrière, dans un poste vivant dans un bon climat humain. Adressez votre dossier complet avec lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, zone à révélation, région souhaitée, à : SIDA TOYOTA FRANCE, 50110 TOURLAVALLE, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

**BROSSETTE**

Département AFRIQUE

recherche

**INGENIEUR**

parlement

**problèmes irrigation**

Justifiant solide expérience dans cette fonction et parfaitement capable de : • Participer à l'élaboration politique irrigation en AFRIQUE NOIRE ; • Rechercher et sélectionner fournisseurs ; • Soutenir action de développement irrigation en Afrique noire par voyages sur place, par études projets, par négociations auprès des pouvoirs publics. Poste basé à Lyon. Déplacements fréquents. Adr. C.V., photo et prêt. à n° 213.123 à CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE, 104, rue Ney, 69006 LYON.

**MAISON PHENIX**

RHONE ALPES

**DIRECTEURS DEPARTEMENTAUX**

reportant au Directeur Régional

Fonctions : • Animer une ou deux départements commerciaux, une ou plusieurs unités commerciales ; • Responsabilité budgétaire et des objectifs commerciaux du département ; • Représenter la Société. L'homme : • 30 ans minimum ; • Diplôme commerce ou autodidacte réussi ; • Entraîneur d'hommes ; • Punctuel et motivé ; • Expérience de la fonction : 2 ans.

**DIRECTEUR DE TRAVAUX**

reportant directement au Président

Fonctions : • Opérationnelles : • Animer et gérer un réseau de centres de production ; • Effectuer sous responsabilité : • Chiffre d'affaires : 200 millions. Fonctionnelles : • Participer à la définition de la politique production ; • Animer le service Méthodes ; • Responsabilité de compétence sur les Bureaux d'Etudes de la Direct. Commerc.

L'homme : • Minimum 34 ans ; • Ingénieur de préférence ; • Entraîneur d'hommes ; • Immédiatement efficace ; • Réaliste ; • Esprit de gestion ; • Maturité ; • Belle maîtrise de la fonction méthodes ; • Expérience de la fonction : 3 à 4 ans.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. détaillé, motivations, performances, présentations, date de disponibilité à : M. J. TRAUVER, SOCIETE DES MAISONS PHENIX RHONE-ALPES, 34, avenue Général-de-Gaulle, 69100 GRENOBLE.

**DIRECTEUR DES VENTES**

environ F 130.000 par an

Nos produits sont vendus par des quincailliers, des peintres et des artisans. Nous recherchons un directeur des ventes, expérimenté, capable de développer nos ventes dans toute la France. Pour notre succursale française, création qui sera active à partir du 1er septembre 1977, nous recherchons un spécialiste en ventes de quincailleries. Vous êtes un spécialiste si vous avez vendu jusqu'à présent à des quincailliers, grandes surfaces et centres de bricolage. La connaissance de la langue allemande serait un atout. Nous vous demandons de créer et de diriger un réseau de vente avec des représentants dans toute la France. Le siège social de notre succursale est à Strasbourg ou à Sarrebourg. Notre directeur des ventes devra prendre domicile à l'endroit du siège social de la succursale. Les appointements comprennent un fixe et une prime sur la position ainsi qu'un intéressement au résultat. Nous prions le candidat intéressé de vouloir bien adresser sa candidature complète avec curriculum vitae et photo sous n° 286.345 M. REGIS-FRESSE, 55 bis, rue de Beaumont, 75002 Paris.

**DOSAPRO MILTON ROY**

2360 - PORT-SAINT-PERE - proximite BOZEN

Recherche pour son service pièces de rechange :

**AGENT TECHNIQUE-COMMERCIAL**

Devant assurer : • Offres de service, • Prises de commandes, • Traitement des dossiers. Poste sédentaire avec liaison téléphonique. Expérience commerciale et technique (mécanisme mécanique) souhaitée. Bonnes connaissances : langues anglaise, allemand, néerlandais. Ecrire avec C.V. et présentations au SERVICE DU PERSONNEL.

**GROUPE INTERNATIONAL**

Très important de l'industrie de Transformation

recherche pour son Usine Française située à environ 130 km de SUD DE PARIS

**CHEF DE PRODUCTION**

Age : 35 ans environ. Rattaché au Directeur Technique, il sera responsable de la production et aura autorité sur environ 50 personnes. Ce poste conviendrait à un ingénieur Arts et Métiers : • possédant une expérience de plusieurs années dans un poste similaire ; • ayant une bonne connaissance de la technique de transformation des métaux ; • désireux de progresser dans une entreprise en pleine expansion. Anglaise nécessaire. Adressez C.V. et photo à : M. J. ROUSSELOT, 20, avenue de l'Opéra, 75001 Paris (19).

**SIDAT TOYOTA FRANCE**

recherche

**UN ASSISTANT AU DIRECTEUR DES PIECES DETACHEES**

Pour son Centre de CHERBOURG

Le cadre de 35 ans min. doit être dynamique, avoir des notions de gestion au moins 5 ans d'expérience, mécanique et parler l'anglais couramment. Le candidat devra envoyer C.V. détaillé, lettre-manuscrite, photo et présentations à : SIDAT TOYOTA FRANCE, Centre de Cherbourg, 50110 TOURLAVALLE, l'attention de Mr Couraud.

**GROUPE INTERNATIONAL**

recherche pour le service Engineering son usine dans la MARNE fabricant des produits grands vendus sur stock

**UN JEUNE INGENIEUR**

responsable envers le Directeur des Services Techniques Usine.

PROFIL : • Formation AM, ICAM ou équivalent ; • 2 à 3 ans d'expérience machines spéciales ; • Excellent animateur ; • Disponible 1er septembre. Envoyer C.V. détaillé et présentations à N°18850 CONTESSA PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra. Discretion assurée.

**NORMANDIE ENTREPRISE INDUSTRIELLE**

Offre et passages Un des leaders dans sa profession offre une situation intéressante à

**CHEF D'ENTRETIEN**

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé A. ou M. INSA ou similaire, de 35 à 40 ans. Une expérience d'entretien en entreprise mécanique est souhaitable. Poste sédentaire. Une entrée en fonction 15 juin 1977, mais non tardive. Adressez lettre manuscrite et C.V. détaillé sous n° 286.345 M. REGIS-FRESSE, 55 bis, rue de Beaumont, 75002 Paris.

**Laboratoire Pharmaceutique français (Est de la France), compte tenu**

notoriété de ses produits et de leur introduction à l'étranger, crée, dans le cadre de son expansion le poste de

**Directeur Exportation**

160.000 +

Il sera responsable de son budget, du marketing export, des objectifs (plan à 5 ans), de leur réalisation et du plan scientifique des relations avec la recherche. Cette fonction à haut niveau sera confiée de préférence à un pharmacien, 35 ans minimum, justifiant obligatoirement de plusieurs années d'expérience dans la pratique de l'exportation de produits pharmaceutiques par pharmaceutiques. Bilingue français-anglais indispensable - d'autres langues étrangères seraient en outre appréciées. S'adresser C.V. détaillé et circonstancié, sous Réf. 6063/MA à M. ROUSSELOT - SIDA-CEGOS - 33 quai de la Seine, 93200 Suresnes, qui s'engage à répondre et garantir une entière discrétion.

**SIDA-CEGOS**

**FABRICANT DE COMPOSANTS HYDRAULIQUES**

cherche son

**CHEF COMPTABLE**

Diplôme demandé : D.E.C.S., Maîtrise Gestion, E.S.E.C. ou Sup. de Co. • Il aura en charge la comptabilité générale d'une S.A. • Le poste est basé à MULHOUSE. Le candidat devra être disponible à partir du 15 juin 1977 pour un stage de 2 mois région parisienne. Le travail est de résidence à MULHOUSE. Adr. C.V., photo, manuscrite, prêt. à n° 5.428 à F. LICHAS S.A., 10, rue Lavoisier 75008 Paris Cedex 12, qui transmettra.

Various small advertisements on the left margin, including 'INGENIEUR METHODES', 'crédit agricole', and 'pharmaciens'.







دعوات

**Charles of the Ritz**  
et ses  
Yves Saint-Laurent  
**ASSISTANT  
CONTROLEUR de GESTION**

**ingénieur  
commercial**  
PARIS  
TRANSMISSION DE PUISSANCE

**ANALYSES CONCEPTEURS  
ET FONCTIONNELS**  
RUE DE LA...  
10

**INGENIEURS SYSTEMES**  
RUE DE LA...  
G.C.O.S.

**ANALYSES PROGRAMMEES**  
RUE DE LA...  
G.C.O.S.

**directeur marketing  
international**  
Paris

**guillemet sélection**  
Paris

**COFIROUTE**  
77, rue Raymond Poincaré  
75116 Paris

**LogAbax**  
informatique  
**PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS  
DE TERMINAUX  
ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION**  
recherche pour son service  
**FORMATION - DOCUMENTATION**  
**MONITEURS  
DE FORMATION MAINTENANCE**  
sur des matériels de la gamme  
Niveau Ingénieur ou Technicien Supérieur  
Quelques années d'expérience en informatique,  
idéale (Olivetti, Caudex et périphériques).  
Un minimum de pratique dans le domaine de la  
formation technique sera apprécié.  
Les postes nécessitent la pratique de l'anglais  
technique.  
Après formation complémentaire sur nos diffé-  
rents systèmes, les candidats assureront la for-  
mation du réseau de techniciens de maintenance  
opérant en France et à l'étranger.  
Le travail : GIP-SUR-YVETTE.  
Envoyer C.V. photo et présentations sous réf. 172  
à la Direction du Personnel, 77, rue Aristide-Briand,  
92100 ANTOINETTE.

**Les  
Compagnies  
d'Assurances  
du  
GROUPE  
DROUOT**  
recherchent  
**un jeune  
analyste financier**  
Ayant l'une des formations suivantes :  
- jeune cadre bancaire d'un service crédit,  
- analyste avec 1 à 3 ans d'expérience (cours  
S.P.A.F.),  
- jeune cadre d'un bureau d'analyse.  
Possédant parfaitement la langue anglaise.  
Ayant une bonne connaissance des techniques  
de l'analyse financière.  
En étroite collaboration avec une équipe de ges-  
tion autonome, il travaillera essentiellement aux :  
- analyses de participations industrielles,  
- analyses de valeurs françaises cotées en  
bourse,  
- études de secteurs industriels sur le plan  
Lieu de travail : MARLY LE ROY  
Ecrire sous référence EF avec CV et lettre de  
motivation au :  
**GROUPE DROUOT  
SERVICE DU RECRUTEMENT  
Place Victoria Service  
75161 MARLY LE ROY**

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE**  
de renommée mondiale  
recherche pour son  
**SERVICE COMMERCIAL  
JEUNES INSPECTEURS DES VENTES**  
pour assurer le maintien et le développement  
des ventes de produits techniques  
d'une clientèle professionnelle de revendeurs  
sont offerts :  
- un climat de travail agréable dans une  
équipe jeune, stable et dynamique,  
- une formation complète : technique et  
commerciale assurée dans l'entreprise,  
- de très bonnes conditions générales  
d'emploi : salaire - retraite - avantages  
sociaux - voiture fournie - frais professionnels  
couverts.  
- de réelles possibilités de promotion pour  
les candidats de valeur.  
sont recherchés :  
- soit des jeunes débutants ayant une bonne  
formation générale équivalente ou supérieure  
au baccalauréat,  
- soit des jeunes commerçants ayant la  
référence d'une première expérience dans le  
domaine commercial.  
Toutes les candidatures seront étudiées avec  
discrétion sous un délai de 5 semaines.  
Adressez C.V. détaillé avec photo à :  
INTERMEDIA N° 268  
69, rue Lafayette 75009 PARIS

Dans le cadre de son expansion  
la société **autoroutes  
PARIS - POITIERS  
PARIS - LE MANS**  
recherche un  
**CADRE FONCIER  
EXPERIMENTÉ**  
pour assister le chef du service foncier.  
Une expérience de quelques années acquise  
dans un service de l'administration ou un  
bureau foncier serait appréciée.  
Les candidats intéressés sont priés d'adresser  
leur C.V. détaillé avec indication de  
rémunération actuelle et prétentions au  
Service Recrutement  
**COFIROUTE**  
77, rue Raymond Poincaré  
75116 Paris

**etap**  
**TRES PUISSANT GROUPE FRANÇAIS 5.000  
PERSONNES - FORT DEVELOPPEMENT  
RECHERCHE POUR UNE DE SES FILIALES  
GRANDE VILLE BRETAGNE**  
**DIRECTEUR  
DE PRODUCTION**  
Ce poste est occupé par un ingénieur  
E.C.P., Mines, A.M. ou équivalent, ayant  
une solide expérience professionnelle  
impliquant la direction d'un personnel  
nombreux et témoignant de réelles qua-  
lités d'organisateur, capable d'assurer un  
niveau de production élevé.  
FORMATION AUX TECHNIQUES PROPRES DE  
LA SOCIÉTÉ ASSURÉE AU SEIN DU GROUPE.  
Ecrire sous référence OB 321 AM.

**GROUPE LIMAGRAIN**  
CLERMONT-FERRAND  
RECHERCHE POUR SA PRINCIPALE SOCIÉTÉ  
**CONTROLEUR DE GESTION**  
NIVEAU LE CADRE DE L'ÉQUIPE ASSURANT  
LE CONTROLE DE GESTION, IL EST  
CHARGÉ DE :  
- l'élaboration du plan à un an et des  
perspectives à 3 ans ;  
- assurer les prévisions et la contrôle  
budgétaire ;  
- participer à la réalisation du tableau  
de bord.  
CE POSTE CONVIENT À UN CANDIDAT :  
- titulaire d'un diplôme supérieur de  
comptabilité ;  
- disposant de 3 à 5 ans d'expérience au sein  
d'une Direction Financière ou Services  
Comptables ;  
- maîtrisant la Gestion Comptable en  
informatique et les techniques de  
RÉELLES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE  
CARRIÈRE DANS LE GROUPE.  
Ecrire sous référence YK 517 CM.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE  
PARIS-LA DÉFENSE**  
PROPOSE SITUATION STABLE ET ÉVO-  
LUTIVE À  
**EXPERT-COMPTABLE  
DIPLOMÉ**  
RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ  
FINANCIÈRE  
CE CADRE TRAVILLERA AU NIVEAU DE LA  
DIRECTION GÉNÉRALE  
Il devra assurer de manière autonome,  
des missions de comptabilité, de gestion  
de conseil et de contrôle d'un groupe  
de filiales.  
Le poste implique un candidat, 35 ans  
environ, ayant acquis une solide expérience  
de comptable et de gestionnaire.  
Ecrire sous référence AX 519 CM.

**TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL  
SECTEUR EN DEVELOPPEMENT CONSTANT  
RECHERCHE POUR UNE DE SES DIVISIONS**  
**CHEF DE SERVICE  
MARKETING**  
RATTACHÉ À LA DIRECTION GÉNÉRALE,  
il aura la responsabilité d'analyser et  
coordonner les études et les réalisations  
commerciales.  
Ce poste est occupé par un ingénieur  
E.C.P., Mines, A.M. ou équivalent, ayant  
une expérience acquise dans une  
entreprise industrielle de qualité.  
Le poste implique un candidat, 35 ans  
environ, ayant acquis une solide expérience  
de gestionnaire.  
Lieu de travail : VILLE D'ESTERRE  
Ordre de grandeur de la rémunération :  
120.000 F  
Ecrire sous référence FM 534 CM.

DANS LE CADRE DE SON EXPANSION  
LA RUCHE PICARDE - AMIENS  
SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION AUX ENSEI-  
GNES RUCHE NOVA - DELTA - MAMMOUTH  
RECHERCHE  
**UN JEUNE CADRE**  
E.C.E.C. ou ÉQUIVALENT AYANT  
3 ANS D'EXPÉRIENCE DANS LES DOMAINES  
GESTION - ORGANISATION - MÉTHODES  
Le rôle de ce spécialiste consiste, au  
sein d'un département important :  
- analyser les procédures administratives  
et d'exploitation mises en place ;  
- proposer les améliorations nécessaires ;  
- assurer la mise en œuvre de ces améliorations.  
Le candidat sera amené à se développer et  
présenter des possibilités d'évolution pour  
son candidat de valeur.  
Ecrire sous référence EL 535 AM.

Laboratoire Pharmaceutique spécialisé  
dans les Produits Grand Public, recherche  
**PHARMACIEN (NE)**  
pour poste d'attaché commercial auprès de  
la Direction Générale. Il assurera la direction  
générale pour les spécialités "Marketing"  
et publicitaires. Il disposera à cet effet des  
moyens modernes d'information.  
Il pourra approfondir son expérience commerciale  
grâce à des possibilités d'initiatives dans des  
domaines variés. Nous examinerons ensemble les  
perspectives d'avenir du poste que nous proposons.  
Envoyer curriculum vitae manuscrit à FUBIART,  
réd. 1943 - 27, rue Garnier - 92001 NEUILLY, qui transmettra.

**ingénieur PREMIER PLAN  
(X, E.C.P., MINES, M.B.A.)  
POUR POSTE**  
**DIRECTEUR COMMERCIAL  
FRANCE EXPORT**  
Un industriel français des  
matériaux internationaux (export supérieur à  
50 M) leader dans la réalisation de biens  
d'équipement pour industrie lourde, dans  
son d'une des plus importantes divisions de  
larges responsabilités impliquant :  
- la qualité du manager et  
- la négociation de contrats importants  
(connaissance étendue de l'industrie  
européenne) ;  
- la prise en charge du développement  
et de la rentabilité d'un C.A. supé-  
rieur à 100 millions ;  
- l'animation d'une équipe étendue (un  
sein 60 ingénieurs et techniciens).  
Poste à PARIS. Anglais indispensable,  
autre langue appréciée.  
Ecrire sous référence BT 550 AE.

**GRANDE FIRM FRANÇAISE FILIALE  
D'UN PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL**  
RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT  
TECHNOLOGIQUES PARIS  
**DIRECTEUR  
EXPORTATION**  
Capable d'analyser, d'organiser et  
de mettre en œuvre une politique dynamique  
de développement international et d'animation  
d'équipes.  
Il aura la responsabilité de :  
- l'élaboration du plan à un an et des  
perspectives à 3 ans ;  
- assurer les prévisions et la contrôle  
budgétaire ;  
- participer à la réalisation du tableau  
de bord.  
CE POSTE CONVIENT À UN CANDIDAT :  
- titulaire d'un diplôme supérieur de  
comptabilité ;  
- disposant de 3 à 5 ans d'expérience au sein  
d'une Direction Financière ou Services  
Comptables ;  
- maîtrisant la Gestion Comptable en  
informatique et les techniques de  
RÉELLES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE  
CARRIÈRE DANS LE GROUPE.  
Ecrire sous référence YK 517 CM.

**GROUPE FRANÇAIS ACTIVITÉS INTERNATIONALES BIENS D'ÉQUIPEMENT (2.200  
PERSONNES - C.A. 100 MILLIONS)**  
recherche pour lui confier  
**DIRECTION  
D'UNE DE SES UNITÉS  
INDUSTRIELLES**  
INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE CONFIRMÉ  
Il aura la responsabilité de la direction  
d'une unité industrielle en développement d'un  
groupe international. Il sera l'interlocuteur  
des services commerciaux et techniques, les  
méthodes, la fabrication, la maintenance, la  
gestion et l'administration.  
Poste : à la province, proximité PARIS.  
ORDRE DE GRANDEUR DE RÉMUNÉRATION  
120.000 F +  
Ecrire sous référence GN 525 CM.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ APPARTENANT À  
GROUPE EN EXPANSION - VILLE UNIVERSITAIRE  
CENTRE FRANCE - OFFRE UN  
POSTE DE**  
**RESPONSABLE  
ADMINISTRATION  
DU PERSONNEL**  
LE TITULAIRE DU POSTE DEVRA PRENDRE  
EN CHARGE :  
- la gestion du personnel ;  
- la paie en liaison avec l'ordinateur ;  
- les problèmes d'hygiène et sécurité ;  
- le suivi des études, des formations.  
IL DEVRA DISPOSER :  
- d'une formation supérieure, niveau en  
droit ou équivalent ;  
- d'une expérience de 5 à 8 ans acquise  
au sein d'une direction du personnel.  
POSTE INTÉRESSANT ET POSSIBILITÉS  
D'ÉVOLUTION DANS LE GROUPE.  
Ecrire sous référence SB 591 AE.

**etap**  
**GROUPE BANCAIRE SPÉCIALISÉ**  
RECHERCHE  
**AUDIT INTERNE**  
- ayant minimum 3 à 5 ans d'expérience dans la  
fonction, soit dans une entreprise, soit dans un  
cabinet ;  
- formation supérieure et expérience bancaire  
soutenable.  
Ecrire avec C.V., photo et prêt, en la réf. OV 319 à  
ABCHAZ, 34, bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

**Cadre Supérieur  
Immobilier**  
Le Logement Français, Société Anonyme  
d'I.L.M., a but non lucratif, 25.000 loge-  
ments.  
Nous construisons chaque année environ  
1.000 logements (location ou à la  
propriété). Nos activités couvrent également  
le domaine de l'aménagement et de la res-  
tauration de l'habitat ancien.  
Nous vous proposons de venir compléter  
notre équipe de direction dans un pre-  
mier poste de directeur de la Direction de  
Programmes.  
Agt d'environ 35 ans, vous devez avoir une  
expérience de la promotion des logements  
ou avoir travaillé dans une Direction  
dans un organisme similaire.  
Vous devrez avoir une gestion financière,  
une connaissance de l'organisation et de la  
gestion des relations humaines, ainsi que les  
aptitudes nécessaires à ce poste.  
Ecrire à EUREQUIP, sous référence EUREQUIP  
examinera les candidatures.  
**EUREQUIP**  
Département Recrutement  
B.P. 39 - 92420 Fontenay-sous-Forêt.

Filiale d'un important groupe multina-  
tional, société, 3.000 collaborateurs,  
commercialise des biens d'équipements  
industriels par l'intermédiaire de ses  
sales implantées dans toute la France.  
Votre formation, de type ESC ou  
DECS, confirmée par une expérience de  
plus de 5 ans dans un cabinet anglo-saxon,  
devrait permettre, en qualité d'  
**auditeur  
interne**  
de réaliser le contrôle de nos établisse-  
ments, et d'apporter - à leurs responsa-  
bles - les conseils et solutions les mieux  
adaptées à une optimisation de leur  
gestion administrative.  
Cette mission de contrôle s'exercera sur  
tous nos services de Paris et de Province,  
elle exigera du candidat, basé à Paris,  
de fréquents déplacements.  
Votre candidature (lettre manuscrite,  
c.v. détaillé) devra être adressée  
sous référence 2410 à Havas Contact,  
156 bd Haussmann 75001 PARIS.

**audit  
opérationnel**  
BSN Gervais Danone recherche pour son  
Service Audit, un diplômé d'études  
supérieures, ayant acquis au moins 3 ans  
d'expérience dans un Cabinet d'Audit  
Anglo-Saxon ou dans le Service Audit  
Interne d'une entreprise Anglo-Saxonne.  
Il utilisera les techniques anglo-  
saxonnes d'analyse pour contrôler et  
améliorer la rentabilité des différentes  
fonctions de l'entreprise (transport,  
achats, finances, export, etc.).  
Il sera chargé d'élaborer et de proposer  
des recommandations à la Direction  
Générale pour lui permettre d'améliorer  
le fonctionnement et les résultats des  
différentes Sociétés du Groupe.  
Le poste, basé à Paris, nécessite de  
nombreux déplacements tant en France  
qu'à l'étranger.  
A adresser sous réf. J.M.M. à Jean Bérclé  
156 bd Haussmann, 75001 Paris.  
bsn, gervais danone

**audit interne**  
Important groupe industriel français (C.A.  
4 milliards de francs). Nous renforçons  
notre service de contrôle interne au sein  
de la Direction Financière.  
Nous recherchons un réviseur niveau  
senior. Directement rattaché au Directeur  
Financier, l'équipe à laquelle il sera  
rattaché sera chargée de prendre en  
charge et développer : l'appréciation  
et le suivi des procédures administratives  
du Groupe, la révision des bilans de cas  
sociétés, la participation à des missions  
d'audit en vue d'acquisition de nouvelles  
sociétés.  
Le poste conviendrait à un jeune diplômé  
de l'enseignement supérieur (type grande  
école commerciale) présentant une  
première expérience de la fonction  
d'audit acquise de préférence dans  
un cabinet d'audit français ou inter-  
national.  
Lieu de travail : Proche banlieue Ouest.  
Adressez curriculum vitae sous réf. OREX  
(à mentionner sur l'enveloppe) à  
Publicis Conseil  
**EMPLOIS et CARRIÈRES**  
30, rue de Valenciennes 75005 PARIS







offres d'emploi

Canon France

Division de Division Matériel de Bureau  
Le Canon France est une entreprise dynamique et innovante, spécialisée dans la production et la distribution de matériel de bureau. Nous recherchons des personnes motivées et compétentes pour rejoindre notre équipe.

offres d'emploi

RANK XEROX

UN INGENIEUR SYSTEME CONFIRME

pour son centre de calcul international.  
Le candidat retenu aura une formation supérieure et au moins trois années d'expérience des grands systèmes IBM. Il connaîtra obligatoirement OS/VS2, VSAM et optionnellement ASP ou IMS.

AUDITEUR INTERNE

dans le cadre du développement du Service Audit.  
Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'une Business School. Vous avez 3 à 5 ans d'expérience professionnelle (dont au moins un an et demi d'audit et un an d'organisation).

LA VENTE VOUS ATTIRE

Vous souhaitez exploiter vos aptitudes commerciales ou enrichir une première expérience... Nous sommes la filiale française d'un groupe solidement implanté dans le monde entier.

Pour ces deux postes, lieu de travail : AULNAY SOUS BOIS  
Envoyez candidature et C.V. sous la réf. indiquée à Catherine RAFFIT, Service Recrutement  
RANK XEROX  
93602 AULNAY SOUS BOIS

CAP SOGETI

ANALYSTES - PROGRAMMEURS

Formation I.U.T. 2 ans d'expérience, désirant s'orienter vers la réalisation de logiciels, d'application et de systèmes, intégrés à des automates industriels.

INGENIEURS D'ETUDES

2 ans d'expérience minimum, de préférence chez un constructeur ou dans l'équipe système d'un utilisateur (DOE, CE, OROSCO 2, SIRS 7-8).

INGENIEURS COMMERCIAUX

Pour la vente de produits-programmes SYSTÈME. Bonnes connaissances techniques et expérience de la vente requises.

LA VENTE VOUS ATTIRE

Vous souhaitez exploiter vos aptitudes commerciales ou enrichir une première expérience... Nous sommes la filiale française d'un groupe solidement implanté dans le monde entier.

WATERS ASSOCIATES S.A.

LA CHROMATOGRAPHIE LIQUIDE  
recherche  
INGENIEURS PROMOTION SCIENTIFIQUE ET COMMERCIALE

Directeur du personnel

La filiale (1000 personnes) d'un très important groupe étranger spécialisée dans la vente et la maintenance de matériels de bureau de haute technologie recherche son nouveau Directeur du Personnel.

IMPORTANT SOCIÉTÉ FRANÇAISE

DOMAINE BIENS ÉQUIPEMENT  
ayant acquis solide position internationale et visant à l'accroître, cherche

CADRE SUPÉRIEUR

devant assurer responsabilité de service, financements, garanties et conditions générales des contrats à l'exportation.

UNE PUISSANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION NUCLÉAIRE

liée à un groupe de 1er ordre, recrutée dans le cadre de son développement, pour son siège social à Paris et pour ses chantiers (installés en France et à l'étranger) des

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE : Ingénieurs logiciel

Ils ont pour rôle :  
• d'aider nos Ingénieurs Commerciaux dans la définition des systèmes informatiques à partir de  
• de fournir à nos clients une assistance logiciel (système et application) sur PDP 11.

jeunes informaticiens

La Division SIMULATIONS et SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES d'un important groupe français recherche plusieurs

INGENIEURS UNIVERSITAIRES

International sur l'Informatique Scientifique et la Modélisation de systèmes complexes en vue de leur simulation.

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

proche banlieue Paris-Ouest recherche  
JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS pour laboratoires

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL ET DE PREVOYANCE

recrute d'urgence  
CADRE LICENCIÉ EN DROIT (spécialisation Droit des Assurances)

COMPTABLE PRINCIPAL

de préférence ayant travaillé dans service public et connaissant lois sociales. Anglais très souhaités.

UNE PUISSANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION NUCLÉAIRE

liée à un groupe de 1er ordre, recrutée dans le cadre de son développement, pour son siège social à Paris et pour ses chantiers (installés en France et à l'étranger) des

Ingénieurs et cadres

Ils interviendront dans les domaines suivants :  
• coordination de projet (réf. A)  
• (mécanique - électricité - instrumentation et contrôle commande)

Ingénieurs et cadres

Ils interviendront dans les domaines suivants :  
• coordination de projet (réf. A)  
• (mécanique - électricité - instrumentation et contrôle commande)

Ingénieurs et cadres

Ils interviendront dans les domaines suivants :  
• coordination de projet (réf. A)  
• (mécanique - électricité - instrumentation et contrôle commande)

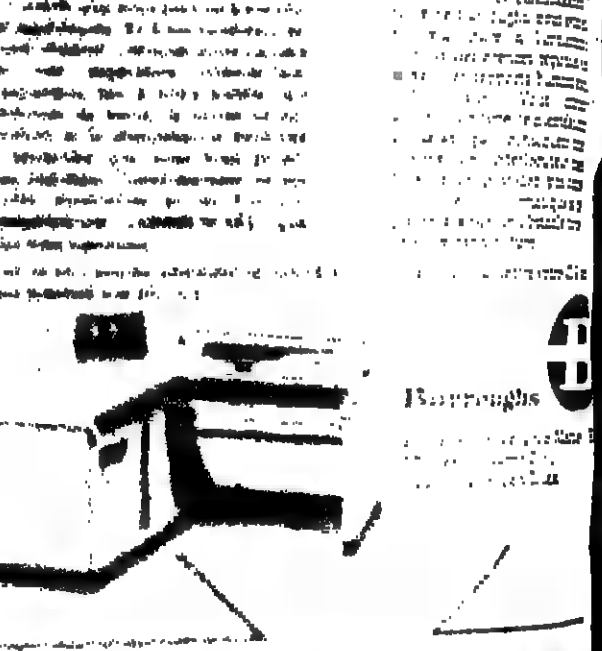
Ingénieurs et cadres

Ils interviendront dans les domaines suivants :  
• coordination de projet (réf. A)  
• (mécanique - électricité - instrumentation et contrôle commande)

Ingénieurs et cadres

Ils interviendront dans les domaines suivants :  
• coordination de projet (réf. A)  
• (mécanique - électricité - instrumentation et contrôle commande)

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur commercial, ce n'est pas le motif 7% de notre masse salariale que nous investissons pour votre formation. C'est un risque. Nous le prenons.



Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes

INFORMATIQUES

(ingénieur ou maîtrise en informatique)

EXPORTATEUR D'USINES TEXTILES

UN INGENIEUR DIPLOMÉ

ayant  
- Connaissance des matériels textiles ;  
- Expérience de la conception et de la réalisation d'ensembles industriels ;  
- Formation de base mécanique ou électrotechnique ;  
- Langues : allemand, anglais.

Importante entreprise dynamique et avec succès dans la production de machines et d'équipements de bureau offre un poste de

CHEF DES VENTES POUR LA FRANCE

Nous sommes un des leaders du marché dans cette branche et les possibilités chez nous sont très variées. Un poste intéressant et très bien rémunéré vous attend. Nous vous remercions d'écrire avec lettre manuscrite. C.V. photo et copies de certificats.

Envoyez C.V., photo et prétentions sous n° 7136 à Le Monde - Publ., 1, rue des Italiens, 75201 Paris.



offres d'emploi

**SOCIÉTÉ AVOCATION INTERNATIONALE**  
recherche :

**UN INGENIEUR  
TECHNICO-COMMERCIAL  
CONFIRME**

Expérience de la vente de  
Biens d'Équipement à l'exportation

- Connaissance parfaite du matériel de l'équipement
- Capable :
- de travailler en place et de développer un réseau commercial
- de coordonner et d'animer des équipes commerciales
- Expérience de la négociation à haut niveau
- Anglais parlé indispensable
- Lieu de travail : proche Paris
- Fréquentes voyages à l'étranger.

Prévoir : C.V. et références sous  
17.161 Courriel 20, rue de  
l'Opéra Paris Cedex 01 qui transmettra

**GROUPE INDUSTRIEL DE  
TRANSFORMATION PAPIETIERE**  
recherche :

**ASSISTANTE  
ADMINISTRATIVE  
ET COMMERCIALE**

Elle aura une large expérience de  
P.A.E., P.A.L., d'une  
comptabilité, financière, administrative, sociale  
pour prendre en charge les tâches habituelles  
de relation d'un Holding, ainsi que les  
par le P.D.O. auquel elle est directement rattachée.

La poste demande une connaissance et une pratique parfaite  
de la sténographie, une excellente capacité  
de rédaction, la maîtrise de l'anglais, la maîtrise  
sociale à tous les niveaux, un jugement sûr, des  
qualités d'initiative, l'aptitude à conduire et à négocier  
des affaires, l'habileté à gérer des équipes commerciales  
et administratives. Connaissance parfaite du matériel  
de l'équipement.

Le poste comprendrait : H.C.E.-J.F. rattaché à une  
plurité de disciplines et de responsabilités  
de haute diversité.

Env. C.V. et références sous  
Jamin, 75014 Paris, qui transmettra les candidatures  
selon le profil ci-dessus.

**SATC**

**ingénieurs**

- Pour Étude et Ingénierie de télécommunications. (réf. E.I.)
- Pour programmation. (réf. 1893 T.R.)
- Pour Études et au point logiques et analogiques. (réf. 1893 E.L.)

Débuteurs ou quelques années d'expérience en  
Télécommunications ou en Communication  
téléphonique.

Formations : E.N.S.T., E.S.E.,  
E.N.S.A.E., E.N.S.T.A., préférées.

Ne pas se présenter. C.V. et photo en  
présentant le profil du poste :

SAT - 41, rue Cantagrel  
Maison Paris Cedex 12

**LA FILIALE COMMERCIALE  
D'UN DES PREMIERS GROUPE  
INDUSTRIELS ALLEMANDS**  
crée  
un département Publico,  
un poste

**CHEF PRODUITS**  
Matériels Hi-Fi - Son

Il confiera à un jeune HEC, ESSEC, ESC,  
bien la langue allemande et qui aura  
une fonction similaire dans une grande  
entreprise.

Pour un entretien, C.V. et photo en  
présentant le profil du poste :

bleu

Une importante entreprise et  
ayant ses activités en Afrique Francophone,  
recherche pour son service administratif de  
Paris, un (une)

**psychologue**

Il (elle) sera chargé(e) du recrutement  
cadres et agents de maîtrise dans des  
d'activités très variées, ainsi que des tâches  
qu'administratives.

Ce cadre sera responsable de toutes les  
opérations jusqu'à leur mise en place outre-mer.  
Une première expérience de la fonction  
nécessaire et la connaissance de la langue  
de vie outre-mer appréciée.

Env. lettre manuscrite, C.V. et photo  
référence 053/M à Axial Publicité, 91,  
Fog Saint-Honoré Paris, qui transmettra.

Un des plus grands constructeurs  
d'ordinateurs mondiaux recherche  
pour le démarrage d'un centre équipé  
d'une très grosse configuration, un :

**DIRECTEUR  
DE PROJET**

réf : MA 76  
Salaire annuel 110 - 180.000 F

pour prendre la responsabilité d'une équipe  
d'une trentaine d'analystes et de programmeurs  
chargés de la mise au point d'applications de ges.  
des données et de l'exploitation de l'IBM  
sur base de l'analyse et du développement. Le lieu  
de travail sera le centre pendant une période  
d'environ 18 mois et ensuite Paris.

Le candidat recherché a une expérience de la  
mise au point de projets informatiques de grande  
taille impliquant des équipes importantes ; bon  
anglais très souhaitable.

Envoyer C.V. détaillé + photo + salaire actuel  
à : M. C.V. Services, 19, rue de la Paix  
75002 Paris

**GROUPES  
IMMOBILIER**  
1200 personnes  
Paris 13ème

recherche :

**ANIMATEUR  
de l'équipe GESTION-PAIE**

Responsable d'une équipe de 5 personnes, il  
sera chargé :

- de la gestion de la paie et des travaux annexes  
en liaison avec l'administration (programme  
Pégo)
- de la gestion des tâches de gestion (budget,  
retraites-prévoyance, déclarations légales).

Ce poste convient à un candidat ayant acquis  
une expérience effective de la gestion informatique  
et d'élaborer des fonctions de la  
du personnel.

Envoyer C.V. détaillé à F.F.F.,  
189, rue Nationale 75004 Paris Cedex 13

**Hoechst France**

vous propose le poste :

**promotion des ventes  
fibres textiles**

**VOTRE MISSION :**

- promotion de nos produits auprès des indus-  
tries textiles (ciseaux et confecteurs  
habillés)
- vente directe à la clientèle assemblée
- exploitation de données statistiques.

**VOUS DEVEZ AVOIR :**

- une formation commerciale supérieure et  
si possible une 1ère expérience en textile  
(1 an environ)
- la connaissance de l'allemand (indispensable).

Si vous êtes intéressé, adressez-nous  
candidature sous réf. 20-15 en mentionnant la  
rénumération souhaitée à HOECHST FRANCE  
Département des Ressources Humaines  
Tour Roussel Nobel - Cedex 3  
92080 PARIS LA DEFENSE.

**INGENIEUR DE PRODUCTION**  
PARIS/BANLIEUE 100 80/100.000 F

Usine production moules, scies, outils diamants,  
(100 personnes) recherche un ingénieur de  
production.

Dépendant du D.G. et coordonnera les  
fonctionnelles avec D. Technique et Quality  
Control. Assurera la production, le contrôle  
des coûts, l'amélioration de l'organisation et  
de la productivité.

Conviendrait à ingénieur mécanicien, habile en  
corrosion, forte expérience en usinage,  
liens et tours, rectification, ajustage.

Env. C.V. et lettre manuscrite s/réf. 2589 à  
P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois 75003  
Paris cedex 02 qui transmettra.

**Kienzle  
Informatique**

l'un des premiers constructeurs européens,  
sa direction à PARIS

**INGENIEURS COMMERCIAUX  
OU ATTACHES  
COMMERCIAUX CONFIRMES**

pour ordinateurs de bureau.

expérience réussie dans un domaine similaire  
Rémunération en rapport.

Envoyer C.V. et références à Kienzle Informatique  
Service des Ressources Humaines, 50, av. de  
la République 75011 Paris.

**COMSIP ENTREPRISE**

recherche :

**Un Assistant  
en Contrôle de Gestion**

Le poste conviendrait à un jeune ing.  
(Electricité - Travaux Publics) ayant  
quelques années d'expérience dans l'entreprise  
et désireux d'émuler sa carrière en occupant  
un poste de fonction centrale de Gestion  
(surtout de gestion des affaires, gestion  
d'entreprise, finances).

Ecrite avec C.V. et références sous réf. 37/M  
COMSIP ENTREPRISE  
Bureau du Personnel  
R.P. 308, 92506 RUEIL-MALMAISON CEDEX

**LE SERVICE JURIDIQUE  
D'UN IMPORTANT GROUPE COMMERCIAL  
à Vocation Internationale**

**JURISTE D'ENTREPRISE**  
(FEMME ou HOMME)  
LICENCIÉ EN DROIT - D.E.S.

Il s'agit d'un poste spécialisé dans le droit et la  
gestion des sociétés. Une pratique de quelques années  
dans un Service Juridique est requise. Une expérience  
en matière de droit d'un Service juridique  
est appréciée.

30 ans maximum  
Lieu de travail : Paris de NEUILLY

Env. C.V. et références sous réf. 17.349 à :  
cabinet  
leconte PARIS

**MATRA**

recherche pour son département MAINTENANCE

**INGENIEUR ELECTRONICIEN**  
(I.S.E.P. - I.S.E.N. - E.S.E.O...)

Il participe à la maintenance en France et à l'étran-  
ger de systèmes de télécommunications.

Il assure le client dans la mise en place des systèmes  
et apporte une aide technique aux équipes d'installateurs.

Ce poste concerne un ingénieur ayant des connais-  
sances en électronique.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable  
pour ce poste.

Env. C.V. et références sous réf. 201  
Monsieur KORFAN  
BP n° 178140 VELIZY

**TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
ÉLECTROMÉCANIQUE**  
recherche :

**CADRE POSITION II**  
Transports Exportation

Prévisions E.S.E. en équivalent :

- Analyse des besoins et appels
- Réalisation des projets
- Négociation des affaires
- Rédaction d'anglais.

Env. C.V. détaillé, références sous réf. 201 à  
Monsieur KORFAN, BP n° 178140 VELIZY

**INGENIEUR COMMERCIAL  
HAUT NIVEAU**

Le candidat devra pouvoir  
montrer par ses stages ou  
son expérience son intérêt  
pour les problèmes export.

Env. lettre manuscrite, avec C.V.  
s/réf. 15.977.

**CABINET LECOMTE**  
4, rue d'Amboise, Paris-14e

**FILIALE IMPT. 300 AMERIC.**  
INGENIERING et CONSTR.

**ADJOINT AU DIRECTEUR  
DU PERSONNEL**

Avant parfaite connaissance, langue  
anglaise et expérience de 15 ans  
en service personnel, Société  
Engineering et Construction.  
Env. C.V. et photo en pré-  
santant le profil du poste :

Env. C.V. et photo en pré-  
santant le profil du poste :

**IMPORTANTE ENTREPRISE ALIMENTAIRE**  
recherche :

**ASSISTANT CHEF PRODUIT**  
PARIS

Pour renforcer notre équipe marketing, nous recher-  
chons un jeune collaborateur diplômé (H.E.C.,  
E.S.E.P., E.S.E.O. ou équivalent).

Après une période de formation, le candidat aura  
en charge la mise au point et l'exécution des  
plans de promotion.

Le poste est l'opportunité d'un jeune homme  
niveau et qualité de son travail.

Env. C.V. et photo en pré-  
santant le profil du poste :

Env. C.V. et photo en pré-  
santant le profil du poste :

Filiale d'un groupe international recherche

**CHEF DU SERVICE DISTRIBUTION**

**PROFIL DU TRAVAIL :**

- Traitement de commandes, facturation, gestion  
des stocks, produits finis et matières pre-  
mières, gestion magasin expédition ;
- Voyages FRANCE et ÉTRANGER.

**PROFIL DU CANDIDAT :**

- Age idéal 35 ans maximum
- Expérience nécessaire en la matière et à la di-  
rection du personnel - Connaissance en gestion  
administrative - Connaissance de l'allemand  
indispensable. Diplôme d'une haute école rech.

**PROFIL DE LA POSITION :**

- Poste cadre
- Avantages sociaux
- Lieu : Banlieue NORD, NORD-EST.

Envoyer candidature et C.V. sous références 1033,  
à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 PARIS,  
Cedex 02, qui transmettra.

**SOCIÉTÉ COMPOSANTS**  
recherche :

**AGENT TECHNIQUE  
ÉLECTRICIEN**

**DÉBUTANT - Niveau B.T.S. - D.U.T.**

Il s'agit d'un poste de technicien coordonnant  
l'utilisation des hyperfréquences.

Env. C.V. et références sous réf. 1033 à  
P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75003 PARIS,  
Cedex 02, qui transmettra.

**POUR DES ENTREPRISES  
INGENIEURS D'AFFAIRES**  
Région Sud-Est - Paris Rech.

**INGENIEUR D'AFFAIRES  
EXPORT**  
Région Sud-Est - Paris Rech.

**DIRECTEUR  
DE TRAVAIL**  
Région Sud-Est - Paris Rech.

**PROGRAMMEUR**  
Région Sud-Est - Paris Rech.

**VOUS ÊTES  
PROGRAMMEUR**  
Région Sud-Est - Paris Rech.

**VOUS CONNAÎTÈZ 1 ou 2  
LANGAGES PARMIS :**  
FORTRAN - COBOL - BASIC.  
Vous avez au moins 2 ans d'ex-  
périence.

Vous souhaitez vous spécialiser  
vers le TIME SHARING en  
utilisant un mini-ordinateur Digital.  
Vous êtes prêt, enthousiaste.

Nous vous proposons :

- Un poste stable dans une  
société de services dynamiques  
développant un réseau de  
Time Sharing.
- PARIS NORD

Envoyer C.V. sous réf. 7.558 à  
P. LICHAU S.A., 10, rue de  
Louvois, 75003 Paris Cedex 02,  
qui transmettra.

**ON GÉNÉRALISE  
LE PLESSIS-PATE**  
1920 BRIGHTON-SUR-ORGE

**UN INGENIEUR  
COMMERCIAL**  
pour développement  
des ventes exportation  
de produits électroniques  
automatiques à base  
de micro-informatique.

Ce poste concerne un ingénieur  
diplômé d'une grande école  
scientifique ayant au moins  
3 ans d'expérience industrielle.

Connaissance parfaite de l'anglais  
nécessaire. Des connaissances  
secondaires (espagnol, portugais  
ou italien).

Voyages fréquents. Contacts  
à haut niveau.

Adresser C.V. manuscrit et photo  
à : Direction du Personnel et des  
Relations Humaines.

Env. C.V. détaillé, références sous réf. 201 à  
Monsieur KORFAN, BP n° 178140 VELIZY

**ORGANISME  
FINANCIER**  
siège à PARIS

**UN JEUNE ATTAÏNÉ  
DE DIRECTION**  
(ESSEC - ESCP)  
Science Po Dron

Pour un poste commercial  
dans un organisme financier  
ou une entreprise de services  
à la clientèle.

Un intérêt marqué pour les  
chiffres et les statistiques à haut  
niveau serait un atout.

Paris et province  
et l'étranger.

Env. C.V. et photo en pré-  
santant le profil du poste :

CCSD - 4, rue de la Roche,  
75003 PARIS Cedex 02, qui  
transmettra.

**CADRE  
Ingénieur**  
Ingénieur et allemand  
ou espagnol nécessaires.

Formation commerciale supé-  
rieure (sup. de commerce) ou  
licence 3e. E.C., etc.

Le candidat devra pouvoir  
montrer par ses stages ou  
son expérience son intérêt  
pour les problèmes export.

Env. lettre manuscrite, avec C.V.  
s/réf. 15.977.

**CABINET LECOMTE**  
4, rue d'Amboise, Paris-14e

**FILIALE IMPT. 300 AMERIC.**  
INGENIERING et CONSTR.

**ADJOINT AU DIRECTEUR  
DU PERSONNEL**

Avant parfaite connaissance, langue  
anglaise et expérience de 15 ans  
en service personnel, Société  
Engineering et Construction.  
Env. C.V. et photo en pré-  
santant le profil du poste :

Env. C.V. et photo en pré-  
santant le profil du poste :

**dernière  
minute!...**

pour tous contacts  
et/ou renseignements avec

**COFAP**  
40, rue de Chabrol 75010 PARIS

**VEUILLEZ APPELER LE**  
**246.75.75**

البريد الإلكتروني















**COURS RAY**  
ENSEIGNEMENT PRIVÉ

secondaire mixte  
de la 6<sup>e</sup> aux Terminales A, B, C, D  
Externat - Demi-pension  
Intéressants jeunes gens et jeunes filles dans villes avec jardin

**COURS D'ÉTÉ : 1<sup>er</sup> août au 3 septembre**

★ **Le matin : ÉTUDE**  
Rattrapage - Orientation en série  
Préparation au Baccalauréat septembre  
Musique avec Maria BRARD.  
1<sup>er</sup> prix du Conservatoire - musique - Paris

★ **L'après-midi : SPORTS**  
Natation - Natation - Aviron - Cheval - Tennis  
Enseignement efficace dispensé par professeurs diplômés

**ANNEE SCOLAIRE :**  
Inscriptions **COURS D'ÉTÉ**  
et **ANNEE SCOLAIRE 77-78**  
12, rue Caffarelli - 06000 NICE  
Tél. (93) 88-48-43

**LA BAULE**  
10 juillet 1977

**CONCOURS HIPPIQUE INTERNATIONAL OFFICIEL (CSIO)**

Dix nations

Derby : jeudi 7 - Coupe des Nations : samedi 9  
Grand Prix : dimanche 10

**Préparation à l'entrée en Médecine**

PHARMACIE-DENTAIRE  
Préparation scientifique en septembre  
Enseignement annuel  
Année préparatoire  
CEPES - Groupement des étudiants de médecine  
37, rue Ch. Laffitte, 82 Nancy  
Tél. 72.54.84 ou 74.58.15

**alfa romeo**  
CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF  
**GAP**

122, rue VAILLANT-COUTURIER  
93130 NOISY-LE-SEC  
845-97-67

ALFETTA 2000

**LOCATION DE VOITURES :**

**Les Français sont privilégiés.**



**ALLEMAGNE: 148,17 F PAR JOUR + 100 KM.**



**FRANCE: 82,90 F PAR JOUR + 100 KM.**

Pour aller voir un client à une centaine de kilomètres, un homme d'affaires de Francfort loue une voiture. Il paye l'équivalent de 149 F.

Un couple hollandais passe un week-end à la location d'une voiture. Le coût: 346 F.

Une famille italienne loue une grosse voiture pour les vacances. Le prix pour la journée: 219 F.

Pour eux, les prix semblent normaux. Ce qu'ils ignorent, c'est que les tarifs de location en France sont nettement plus bas: 82,90 F, 227 F, 140 F pour des véhicules et des kilométrages comparables.

**Pourquoi des prix plus bas?**

Les loueurs français offrent les mêmes voitures et les mêmes services que dans les autres pays, et les coûts d'exploitation en France ne sont pas moins élevés qu'ailleurs.

C'est l'Administration qui a obligé les loueurs de l'hexagone à tant serrer leurs prix. Depuis 1963, ils sont soumis à une réglementation sévère de leurs tarifs qui ne leur a pas permis de les rajuster normalement.

Il s'agit donc d'une situation artificielle, qui d'ailleurs ne rend pas facile la tâche de la profession.

**La hausse la moins forte.**

Comme les autres moyens de transport ont été autorisés à majorer leurs prix davantage, la location de voitures est devenue par comparaison très économique.

Rien que depuis 1969, le prix d'un billet d'avion a grimpé de plus de 89,20 %. Le train coûte 62,84 % de plus. Le prix des voitures elles-mêmes a augmenté de 99,80 %. En général, le coût de la vie a augmenté de 91,32 %.

Les tarifs de location de voitures n'ont augmenté que de 58,18 %.

**1.200 bonnes adresses.**

La location de voitures, autrefois un luxe, est devenue un moyen de transport à la portée du plus grand nombre.

Avec 1.200 stations de location en France, dans tous les centres villes et dans presque tous les aéroports, louer une voiture fait aujourd'hui partie de la vie courante.

Un service de qualité, à des prix parmi les plus bas d'Europe donne aux Français une situation privilégiée, dans ce domaine. Rien d'étonnant que ce qu'ils soient de plus en plus nombreux à en profiter.

PAYS	FRANCE	ESPAGNE	HOLLANDE	ITALIE	SUISSE	ALLEMAGNE	BELGIQUE
TARIF DE LOCATION* (1 jour + 100 km)	82,90 FF	102,31 FF	139,63 FF	125,52 FF	153,58 FF	149,17 FF	193,28 FF
PRIX D'ACHAT VÉHICULE NEUF*	20 500 FF	18 665 FF	23 034 FF	18 796 FF	20 465 FF	18 809 FF	20 422 FF
TARIF LOCATION EN MILLIÈMES DU PRIX D'ACHAT	4,33 %	5,48 %	6,06 %	6,68 %	7,50 %	7,93 %	9,46 %

\* Pour une même voiture de 5 CV. Tarifs et prix s'entendent TTC.

Communiqué par la Branche Professionnelle des Loueurs de Véhicules - 6, rue Léonard de Vinci - 75116 Paris.

## ECONOMIE

EN MARGE DE LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

### Vers une réglementation internationale du droit de grève pour les fonctionnaires

Les fonctionnaires ont-ils, de l'avis des gouvernements, des employeurs et des travailleurs du monde entier, le droit de faire grève ? Il semble que la réponse à cette question, très controversée et à l'ordre du jour à la conférence internationale du travail à Genève, reste obscure.

Trop occupés par leurs querelles politiques et par les manœuvres en coulisses pour empêcher les Etats-Unis de se retirer complètement de l'organisation, emportant avec eux un quart des revenus de l'O.I.T., les délégués à Genève ne semblent guère se soucier de cette question.

An « bon vieux temps » une grève de fonctionnaires était impensable, mais, après la seconde guerre mondiale, alors que le nombre des travailleurs du secteur public augmentait à mesure que les Etats intervenaient de plus en plus dans la vie économique des nations, ils ont découvert que leur situation et leur rôle devenaient par rapport aux travailleurs manuels et, à une époque où les habitants des pays industriels pensaient que le plein emploi était définitivement acquis, la sécurité de la fonction publique a été moins appréciée.

Entre 1958 et 1973, le nombre annuel de grèves dans la fonction publique américaine est passé de 15 à 387, dont 222 dans la part de policiers, de pompiers et de gardiens de prison.

Les fonctionnaires ont joué leur rôle dans les grèves de 1968 en France et dans l'automne chaud de 1969 en Italie ; et ils ont participé dans ces deux pays à des grèves générales. La première grève de portée nationale des travailleurs manuels des collectivités locales au Royaume-Uni a eu lieu en 1970, et trois ans plus tard, les fonctionnaires ont cessé le travail pendant une journée, tandis que 50 000 travailleurs des hôpitaux s'arrêtaient également.

Même les pays connus pour leur paix sociale sont touchés. Les cheminots et autres employés de transport ont pris part à des arrêts de travail en Allemagne en 1974, et les militaires, les membres du ministère public et les fonctionnaires des tribunaux ont participé à des grèves en Suède. Il y a eu des grèves des postes au Royaume-Uni, en Italie, en France, au Canada et aux Etats-Unis. Depuis 1970, les infirmières des services publics de santé ont cessé le travail en France, au Royaume-Uni et dans d'autres pays. En bien des endroits, les enseignants se sont joints au mouvement.

Les dispositions légales concernant la grève des fonctionnaires varient d'un pays à l'autre, mais il y a eu des grèves même là où elles sont contraires à la loi. Selon la classification de l'O.I.T., les quatre principaux pays européens se répartissent dans ce domaine en plusieurs groupes.

La France est l'un des pays où le droit de grève est explicitement reconnu par la loi, en 1963, le statut de 1963 qui touche 2 800 000 personnes, mais qui impose deux importantes restrictions. Un grève de cinq jours doit être signifiée par les syndicats qui sont liés à la grève, en indiquant les buts ; d'autre part, les « grèves tournantes », c'est-à-dire celles où les divers services cessent brièvement le travail à tour de rôle, sont interdites. La France a aussi des lois qui interdisent la grève pour les fonctionnaires d'administration, la police, les personnels des prisons, les forces armées et les membres du corps diplomatique.

Le règlement des conflits, d'après ces propositions, devrait être obtenu par la négociation ou par un mécanisme indépendant et impartial, en vue de rendre justice pour les organisations de salariés du secteur public le recours aux autres mesures qui sont normalement à la disposition des organisations d'autres travailleurs.

Cela implique-t-il que, si la négociation et les mécanismes impartiaux échouent, les fonctionnaires auront le droit de prendre les mesures qui sont permises aux autres, y compris la grève ? Certains gouvernements soulignent que rien n'est dit à ce sujet. Les travailleurs disent que c'est la seule implication inévitable. Ils souhaitent néanmoins amender la proposition afin de dire clairement que, si les autres moyens échouent, les salariés de l'Etat auront le droit de recourir à la grève.

Il n'est guère de chances de l'obtenir. Le mot de grève est considéré à Genève comme un peu obscène. Dans les trois cents conventions et recommandations adoptées par l'O.I.T. en cinquante-huit années d'histoire, il n'apparaît qu'une fois — et de façon incidente. Il est probable que les gouvernements et les syndicats préfèrent la magistrale ambiguïté de la formulation actuelle.

**Restrictions en Allemagne fédérale**

L'Italie est l'un des dix pays où le droit de grève est reconnu, sans aucune distinction entre le secteur public et le secteur privé. L'article 40 de la Constitution de 1948 consacre le droit de grève dans la limite des lois qui réglementent le travail. On n'a jamais jugé opportun de voter ces lois. Au Royaume-Uni également le droit de grève des fonctionnaires est

(Publicité)

**ENTREPRENEURS FRANÇAIS, VOTRE CAPITAL PLACÉ DANS DES ENTREPRISES ALLEMANDES EST A L'ABRI DE TOUTE CRISE**

Entreprise jeune et dynamique en R.F.A. :  
- d'un réseau de vente très étendu avec personnel bilingue ;  
- ayant d'excellentes relations dans l'ensemble de l'industrie ;  
- en R.F.A. des produits industriels français en vue de leur exportation ;  
- Participation au capital possible. - Démarches absolues.

Offres sous N° 104, à Régie-Presso GmbH, Rathenauplatz 1a, D-6000 Frankfurt, R.F.A. qui transmettent.

(Publicité)

**OFFICE NATIONAL DES SUBSTANCES EXPLOSIVES**

**O.N.E.X.**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

L'Office National des Substances Explosives (O.N.E.X.) lance un Appel d'Offres International pour la fourniture de :

- Pentrite
- Poudre
- Alu
- Bouchons antistatiques
- Juis
- Toile
- Farine de bois
- DNT
- de chaux
- Onmmère
- Explosifs
- Cordons
- D.E.R.
- Gomme
- Amouguit
- Acier divers calibres
- Papier Kraft
- Plomb en lingots et en fil
- Produits de tatouage
- Produits Chimiques Explosifs
- Cartons pour
- scellément
- Divers

Les quantités et les spécifications sont données en annexe du cahier des charges.

Les Sociétés qui désirent retirer le cahier des charges contre la remise de la somme de : 100 D.A., et soumissionner pour ces offres doivent :

Les Offres devront parvenir sous double enveloppe cachetée :

- la première : « Appel d'Offres Substances Explosives »
- la seconde : « Appel d'Offres Substances Explosives »

ne pas ouvrir, au Siège Social de l'O.N.E.X., 6, bd BEN-BOULAD, Alger, avant le 30 juin 1977, délai de rigueur.

Le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant (quatre-vingt) jours.

VIE ÉCONOMIQUE  
GROGNE DES AG

Changement

**la brade**

DU 10 AU 19 JUIN

la brade



البيان

Le Monde  
LA STAMPA  
THE TIMES  
DIE WELT  
EUROPEAN  
DE LA CONFERENCE DE GENEVE  
Implementation internationale  
provoque pour les fonctionnaires

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## A GROGNE DES AGENTS DES IMPOTS

### II. — L'ennemi fiscal numéro un

par MICHEL CASTAING

La réforme du ministère de l'économie et des finances, destinée à « humaniser » les rapports entre l'administration et les contribuables, est accueillie avec une vive hostilité par les syndicats de la direction générale des impôts (D.G.I.). Ces derniers voient, dans la réorganisation des services de la Rue de Rivoli, le moyen pour le pouvoir de faire supporter aux fonctionnaires, déjà accusés d'être « politisés », la responsabilité de la politique économique et fiscale du gouvernement (« le monde » du 14 juin).

#### « Les deux mâchoires d'un même piège »

Les autorités de tutelle attribuent régulièrement que les fonctionnaires des impôts affectent une attitude de « complaisance » et de « lâcheté ». M. Gérard Nicoud, un philosophe spécialiste de l'indivisible artisan, qui profite pour vous révéler, d'un plaidier, le montant du forcé qu'il verse à l'État. La somme est si minuscule que, nonobstant la Mercedes, le costume, les bijoux et la montre en or, vous ne pouvez pas sur le pourboire. Mais encore de ne pas être attaqué comme le Messie, bien que d'habitude d'entreprise sur laquelle le vérificateur en lui tirant qu'il dirige « une usine de verre ». Mais assimiler inspecteurs et contrôleurs des impôts à des membres de la G.C.S., voilà qui est à la fois grotesque et insupportable : le C.I.D.-U.N.A.T.I., organisation professionnelle qui se veut responsable de la secrétaire générale, M. Gérard Nicoud, n'ont pourtant pas craint de faire cette équation, par voie écrite et dans des discours.

Car, le tribunal du petit commerce affecte l'outrance, une de plus ! C'est que la rumeur en date s'ajoute à une pression série d'insultes, de provocations et de menaces parfois mises à exécution. Depuis le retour, en avril 1976, de Nicoud à la tête du C.I.D.-U.N.A.T.I., les incidents, souvent graves, se sont multipliés. De l'attaque il y a deux ans, des lettres de la direction des contributions directes de Bourgoin-Jallieu (Savoie), à l'insulte, en avril, du voleur d'un véhicule d'un fonctionnaire dans les Deux-Sèvres, des lettres de commando, signées de « se sont succédés », l'autre part des méthodes d'intimidation sont couramment employées : fausses alertes à la bombe, lettres et appels téléphoniques anonymes, « visites » au domicile des agents du fisc, institution d'un fichier des vérificateurs de la direction générale des impôts (D.G.I.), opposition à des contrôles fiscaux, déclarations fausses, etc. Sans compter les manifestations de rue, les diatribes prononcées par le leader du mouvement : elles ont été particulièrement virulentes de la « vague » de suicides commerciaux. L'intervention de l'État-elle directement à l'origine de ces gestes désespérés ? « Il n'y a pas été prouvé, et les niles se sont opposées — en un — à l'exploitation de ces uns.

Le climat était tel, dans les quarante-huit heures précédant ce rassemblement, que les organisateurs eux-mêmes prévenaient le directeur des services fiscaux qu'ils ne répondaient pas des « actes de violence » qui pourraient être commis. Estimant que les forces de police étaient insuffisantes et que leur sécurité n'était pas assurée, les agents parisiens ne se présentaient pas à leur travail le matin de la manifestation : la direction devait leur remettre une journée de traitement.

En fait, dit le SNADGI-C.G.T., « Nicoud et le pouvoir en place sont les deux mâchoires d'un même piège ». L'opinion prévaut, dans les milieux syndicaux de la D.G.I., que le chantage du petit commerce, auquel le président de la République a accordé une audience en novembre 1975, est « manipulée » par le pouvoir. « Pour le gouvernement, explique-t-on, il s'agit d'abord de détourner la colère des petits industriels, commerçants et artisans, dont le mécontentement n'est pas toujours injustifié. Les agents des impôts sont là encore une fois pour servir d'alibi. Vous remarquerez que le C.I.D.-U.N.A.T.I. ne s'attaque jamais aux seuls fonctionnaires de la D.G.I. ou de la Rue de Rivoli, mais aux parlementaires qui votent les lois fiscales, mais toujours à des simples exécutants. »

Un message publicitaire, récemment diffusé à la télévision, a fait bondir les professionnels du fisc : on y voyait un inspecteur du petit commerce, en l'improvisant chez un particulier et recenser, d'un œil inquiet, les appareils ménagers. C'est tout à fait la méthode d'agir que dénonce le C.I.D.-U.N.A.T.I., accusant les vérificateurs d'avoir souvent des comportements de cow-boy.

La réalité est tout autre,

naire que des services d'un comptable à temps partiel, peut être « intimidé » par cette visite, d'est l'agent du fisc qui, dans les moyennes et grandes entreprises, descend dans « la fosse aux lions ». « Nous nous retrouvons seul, dit un fonctionnaire, devant une armée d'inspecteurs — souvent anciens inspecteurs des impôts — employés à plein temps et ultra-spécialisés. Nous ne décollons, parfois, que le squelette de la fraude-iceberg. »

« Nous ne nous comportons pas comme en pays conquis, assure un autre inspecteur. Les rendez-vous sont pris d'un commun accord et, tout au long de la vérification, nous signalons les erreurs une à une. Les dirigeants de la société peuvent à tout instant présenter leurs explications. Il n'y a pas un pouvoir discrétionnaire d'un côté et des victimes sans défense de l'autre. Nous ne choisissons pas, d'autre part, les entreprises à contrôler, nous sommes assignés à un fichier des entreprises — dit « fichier 150 ». — lui-même constitué par les renseignements collectés dans les services locaux et dirigés par l'ordinateur.

« Il y a une bonne part de hasard dans l'organisation de ces programmes, remarque un inspecteur principal. Pour être sûr à l'avance qu'il y a une anomalie dans la comptabilité de telle ou telle société, il faut du flair. C'est pourquoi il arrive de faire des vérifications conformes, c'est-à-dire sans redressement. »

Fait peu connu : la délation joue un rôle non négligeable dans l'élaboration des programmes. Il n'est pas rare qu'un directeur commercial ou un expert-comptable licencié par son entreprise révèle les « erreurs » de ses patrons, ni qu'une épouse ou un associé de divorce mette finalement en cause son P.-D. G. de mari. Enfin, des programmes « prioritaires » sont directement préparés par la D.G.I. Ils concernent une ou plusieurs professions spécifiques, « points de mire » sur le plan national ou régional. L'opération Babel, par exemple, avait désigné le contrôle des agents immobiliers.

Contre l'éventuelle « partialité » des agents du fisc, il existe bien d'autres garde-fous. Les vérifications sont effectuées par des équipes mixtes, les hiérarchies sont suffisamment dissimulées, les fonctionnaires de la D.G.I. de « s'écarter » sur les petits contribuables, comme les en accuse le C.I.D.-U.N.A.T.I. « Il n'est jamais plaisant de se retrouver devant le contentieux avec une vérification erronée. »

Mais aussi d'autres solides voies de recours sont prévues : les « vérifications », qui disposent d'un délai de trente jours pour dire s'ils acceptent ou non le redressement notifié, peuvent successivement s'adresser au directeur des services fiscaux, à la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires — sont quatre des huit membres sont choisis dans la profession qu'exerce l'intéressé — au tribunal administratif et, en appel, au Conseil d'État.

Sans compter d'autres interventions, beaucoup moins officielles : ainsi, la différence est sensible entre les « droits rappelés » et les sommes qui sont effectivement recouvrées. Elle s'explique avant tout, assurent les syndicats, par des dérogations qui n'ont aucun rapport ni avec le travail des vérificateurs, ni avec des « considérations d'utilité publique ». Du reste, la Rue de Rivoli publie volontiers le montant des redressements notifiés, mais jamais celui des recouvrements.

Prochain article :  
CONTROLES EN CHAÎNE

#### Changement, justice...

Une malencontreuse erreur de composition a fait omettre un passage du premier article de l'enquête « La grogne des agents des impôts ». Entre les paragraphes se terminant par « Changement, justice, égalité, fraternité » et commençant par « S'ils ont été écartés », il fallait lire :

M. Butor existe : des contribuables de tout format assurent l'avoir rencontré et les syndicats de la D.G.I. ne jurent pas leurs grands dieux que les contrôleurs et inspecteurs ont tous et toujours le doigt nécessaire pour pointer les porcelaines de la question de tamponnement et de formation. Il y a, disent-ils, des exceptions qui continuent la règle. Fallait-il pour autant laisser la situation à l'état ? « Si une chose a besoin d'être humanisée dans notre pays, rétorque le SNADGI-C.G.T., c'est en priorité la fiscalité. L'administration chargée de l'appliquer. »

A vrai dire, en dehors de ce malencontreux « humanisme », le contenu du projet gouvernemental baigne dans un flou qui n'est d'artifice. Dans ses colonnes (le Monde du 12 mai), M. Jacques Chirac a simplement exposé ses propres réflexions sur la matière. Les communications officielles qui traitent du sujet sont incohérentes, à l'évidence, le travail d'explication et de justification, demandé par le

chef de l'État en regard de toute entreprise gouvernementale, n'est pas fait. L'Édile Maitron et la Rue de Rivoli sont pourtant concentrés dans la même main.

A juste titre, l'ensemble des syndicats protestent contre « l'absence totale de discussions avec les personnels et leurs représentants », alors que, comme le souligne P.O., « les pouvoirs publics passent à l'acte ». S'il ne s'agit que de déplacer quelques pions sur l'échiquier administratif, l'affaire n'est pas si grave. Mais s'il est vraiment question de « réformer l'administration, notamment en rapprochant celle-ci des usagers », le projet en cours intéresse l'ensemble des citoyens. Il est d'ailleurs normal que les syndicats de la D.G.I., qui sont particulièrement représentatifs, y fassent associés. D'autre part, il fallait aussi lire, dans l'avis-dernier paragraphe de cet article : « Le domaine de la fiscalité, répond le SNADGI, entre pleinement dans la compétence (et non : dans la compétition) des organisations syndicales. »

DU 10 AU 19 JUIN 1977  
PARIS - LA DÉFENSE (CNIT) ENTRÉE : 17 DE 11 A 22 H

### la braderie de paris

Des économies en Or jusqu'à 70 %

Exemples : Miroir à 850 F soldé 200 F / Cabote de cheval à 200 F soldé 75 F / Lampes (100 de hang à 700 F soldé 300 F / Carrelage (20 x 20) à 125 F soldé 60 F.

- Sur l'équipement électro-ménager : machines à laver, réfrigérateurs, Tété, Hi-Fi, appareils de chauffage.
- Sur la décoration de la maison : meubles de style, contemporains et anglais, rideaux, lustres, tapis et moquettes.
- Sur l'habillement de la femme : jeans, robes, cuir, chaussures, peils, accessoires et tout pour l'équitation.
- Sur les cadeaux : disques, livres, bijoux, et sur les vacances d'été !

ARTISANATVILLE, LE VILLAGE-ATELIER

UNE ANIMATION AVEC RTL

## RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

Demande d'offres de prix préliminaire à la passation de marchés de fourniture de matériel de pêche et équipements divers.

A l'attention de tous les pays membres de l'Association Internationale de Développement et de la Suisse.

Pour la réalisation d'un important projet de développement de la pêche sur le Lac Tanganyika, financé par l'Association Internationale de Développement et le Fonds d'ABU DHABI pour le Développement Economique Arabe, les matériels suivants sont requis :

1. Cordages pour engins de pêche ;
2. Filets pour filets de pêche en bœufs ;
3. Filets de pêche en nappes ;
4. Grègements, après et divers ;
5. Toiles cirées (en PVC) ;
6. Tubes plastiques ;
7. Lampes de pêche ;
8. Balances automatiques ;
9. Sacs de jute ou équivalent ;
10. Bel grègement (industriel) et sel fin ;
11. Grillage galvanisé pour échelles ;
12. Tubes ronds et tubes acier ;
13. Machines à souder les emballages plastiques ;
14. Pompes à eau ;
15. Sédiments mécaniques avec moteur Diesel incorporé ;
16. Générateurs électriques ;
17. Postes à souder portatifs ;
18. Moteurs marins Diesel in-board, 20, 25 et 50 C.V. ;
19. Moteurs marins Diesel in-board 10 C.V. ;
20. Radio - Téléphones.

Les fournisseurs résidant en dehors du BURUNDI peuvent se procurer une brochure donnant les spécifications techniques et les quantités auprès des Ambassades du Burundi moyennant un versement en faveur de la SUPOSU d'une somme équivalente à U.S. \$ 30 sur le compte 1124/7 à la Banque de la République du BURUNDI.

Les personnes physiques et morales résidant au BURUNDI peuvent se procurer la brochure auprès de la Direction de la SUPOSU contre paiement d'une somme de 2.000 FRU, au relier de la Société.

Les intéressés voudront bien accuser réception par télégramme et adresser les offres avant le 30 juin 1977 à :

DIRECTEUR GÉRANT SUPOSU  
B.P. 330 Bujumbura - BURUNDI  
Télégrammes : 171, Bujumbura.

## SOCIÉTÉ NATIONALE D'ÉDITION ET DE PUBLICITÉ

« SN - ANEP »

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Nationale d'Édition et de Publicité « SN ANEP » lance un appel d'offres international pour la fourniture et l'installation en quatre (4) lots distincts, d'une unité d'impression.

Le cahier des charges pourra être retiré au siège de la « SN ANEP », 1, avenue Pasteur, ALGER, contre la somme de cent (100) Dinars.

Les soumissionnaires pourront présenter leurs offres pour un ou plusieurs lots. Les soumissions, sous double enveloppe et pli cacheté, devront parvenir au recommandé au siège de la Société Nationale d'Édition et de Publicité, 1, avenue Pasteur, ALGER, avant le 15 août 1977, délai de rigueur.

Il est précisé que les plis ne portant pas la mention « Appel d'Offres - A ne pas ouvrir », seront décachetés et considérés comme nuls et que ceux arrivés après le délai ci-dessus ne seront pas pris en considération.

Les candidats restent engagés par leurs offres pendant 120 jours.

Souvenez-vous  
Septembre 4-18  
1977

## la foire compacte

compacte et complète

42ème  
FOIRE INTERNATIONALE DE THESSALONIQUE

THESSALONIQUE, GRECE

Thessalonique 38, Grèce,  
Adresse Télégraphique:  
FOIRINT Thessalonique  
Tél.: Thessalonique (41) 291 Athènes 5804.  
Tél. Thessalonique: (031) 271823  
Tél. Athènes: (01) 3231959

Officiel Carrier OLYMPIC











# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE  
— TUNISIE : le procès du Mouvement populaire s'est ouvert devant la Cour de sûreté de l'Etat.
2. PROCHE-ORIENT  
— ISRAËL : la rupture des négociations avec le Dosh et le Likoud pourrait ne pas être définitive.
- 3 à 5. EUROPE  
— L'ÉVÈNEMENT : les élections espagnoles.
- 6 à 8. DIPLOMATIE  
— Avant les rencontres de Belgrade sur la sécurité et la coopération en Europe.
9. AMÉRIQUES  
— CHINE : Staline est plus que jamais donné en exemple par les dirigeants.
- 10 à 13. POLITIQUE  
— L'ÉLECTION DU PARLEMENT DES NEUF : « Légitimité et légitimité », par Pierre Dubiez.
15. ÉQUIPEMENT  
— ENVIRONNEMENT : le difficile mise en place des centrales nucléaires.
14. D'UNE RÉGION À L'AUTRE  
— ILE-DE-FRANCE : le prochain budget sera-t-il « bu » ? de stabilisation.
14. SPORTS
- 16-17. JUSTICE  
— Le secrétaire général du Parti libéral condamné pour des licenciements abusifs.
17. ÉDUCATION
13. RELIGION  
— L'Assemblée plénière de la Fédération luthérienne mondiale.
- 18 à 20. SUPPLÉMENT ÉDUCATION  
— Les écoles nouvelles : le changement dans l'incarné.
- POINT DE VUE : « Il faut élargir la réforme Haby », par François Walter.

### LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

PAGES 21 ET 22

- La science et la société : le point de l'écologie ; discours biologique et social.
- Un usage de plus en plus courant : les métaux appelés « terres rares ».
- La nouvelle architecture solaire.

### 23. L'ACTUALITÉ MÉDICALE

### 25 à 27. ARTS ET SPECTACLES

— THEATRE : le programme du Festival d'automne.

— CINÉMA : le Message, de Monaghan Akkad.

### 37 à 40. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— Le greffe des agents des impôts (II), par Michel Coste.

### LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (30)

— Annonce classée (30 à 35) : Aujourd'hui (34) ; Carnet (34) ; Journal d'été (34) ; Météo (34) ; Mots croisés (34) ; Bourne (41).

**300 montres à quartz en discount/Duriez**

à diodes lumineuses ou à cristaux liquides, pour homme ou femme : le cadeau 1977, de 99 F à 450 F.

**135 modèles de calculatrices** de 45 F à 15.000 F : les plus élégantes, les plus plates, les plus légères, les plus sophistiquées-perfectionnées. Pour secrétaires de charme, ou bonnes ménagères, comme Maman, jusqu'aux chercheurs pressés de trouver, avec programmes préfabriqués sur mesure. (Duriez vous initiez gratuitement à la programmation).

**650 machines à écrire**

Duriez est le plus grand spécialiste des portatives, électriques portables, personnelles. Duriez vend en direct sans représentants. Certaines machines sont surfautes, d'autres supérieures à leur réputation. Duriez vous dit la vérité sur toutes et rembourse dans les 10 jours si non satisfaits. Quantités limitées : 132, Bd Saint-Germain, Tél. 326.43.31.

Le numéro du « Monde » daté 14 juin 1977 a été tiré à 573 782 exemplaires.

A B C D E F G

## ACCUSÉ D'ESPIONNAGE AU PROFIT DE L'U.R.S.S.

### Le colonel-brigadier Jeanmaire est jugé à huis clos à Lausanne

De notre correspondant

Berne. — Le tribunal militaire de Lausanne a, ce mardi 14 juin, le procès à huis clos du colonel-brigadier Jean-Louis Jeanmaire et de sa femme, accusés d'avoir fourni des renseignements militaires à l'Union soviétique. Le verdict est attendu pour jeudi ou vendredi.

L'annonce de l'arrestation, le 9 août 1976, du colonel-brigadier Jeanmaire avait fait l'effet d'une bombe dans l'opinion helvétique. Agé aujourd'hui de soixante-sept ans, ce militaire de carrière avait pris sa retraite au début de l'année dernière. Auparavant, il avait été, pendant six ans, chef des troupes de protection aérienne. Par ses fonctions, il était directement rattaché à l'état-major général et avait accès à des informations confidentielles sur la défense de la Suisse.

Bon vivant pour les uns, habile pour les autres, le colonel-brigadier Jeanmaire ne semblait guère, en tout cas, avoir l'air d'un espion. Ne cachant pas son anticommunisme, il n'avait jamais manifesté de sympathies pour l'U.R.S.S. Cela ne l'a pas empêché, à la fin des années 50, de se lier d'amitié avec le colonel Vassili Denissov, alors attaché militaire à l'ambassade soviétique à Berne.

D'après des renseignements fournis en octobre dernier au Parlement par M. Kurt Furgler, chef du département fédéral de justice et de police, sa collaboration avec les services de renseignements soviétiques remonterait à 1962. Pendant quatre ans, il aurait livré à ses correspondants des documents secrets, concernant notamment la défense de la Suisse, les zones territoriales et les plans de mobilisation générale, mais aussi des informations sur la vie privée d'officiers supérieurs et de personnalités politiques helvétiques. En échange de ces services, l'inculpé et sa femme, poursuivie pour complicité, auraient reçu quelques cadeaux tels que postes de télévision, bijoux et bonnes bottes.

Le procès permettra peut-être de déterminer l'importance réelle des infractions commises par le brigadier Jeanmaire — qui est passible de vingt ans de réclusion — et de connaître ses motivations. Selon l'une des hypothèses avancées par la presse, il aurait pu agir par désir d'avoir été nommé à l'infanterie dans les troupes de protection aérienne, ou par frustration de n'avoir pas obtenu l'avancement souhaité.

L'attitude des Soviétiques dans cette affaire n'est pas moins insolite. Le 28 février dernier, la signature de Boris Krymov, chef adjoint du service étranger, la *Literaturnyia Gazeta* écrivait : « Le cas Jeanmaire est un coup monté par les services de renseignements soviétiques ». De son côté, le 18 mars, dans une lettre dont le texte a été publié par les agences soviétiques, le colonel Denissov affirmait n'avoir jamais reçu de documents secrets ou confidentiels du brigadier Jeanmaire. Actuellement à la retraite dans le Caucase, l'ancien attaché militaire soviétique à Berne s'est rendu il y a quelques jours à

Moscou pour accorder un entretien à un journaliste de la Tribune de Lausanne. Prenant la défense du colonel-brigadier Jeanmaire, le colonel Denissov reproche aux autorités suisses de l'avoir condamné avant son procès. « Jeanmaire, a-t-il déclaré au quotidien vaudais, est déjà es-timé des mots « traître » et « espion ». C'est une injustice et une atteinte aux droits de l'homme. Et vous qui nous faites continuellement ce reproche... »

JEAN-CLAUDE BUHRER.

## UN JOURNALISTE AMÉRICAIN EST RETENU EN U.R.S.S. POUR ÊTRE INTERROGÉ PAR LA JUSTICE

Moscou (A.F.P.). — Les autorités soviétiques ont arrêté, mardi 14 juin, l'ambassadeur des États-Unis à Moscou, M. Robert Toth, correspondant de « Los Angeles Times », accusé de « compilation de secrets politiques et militaires », ainsi que d'avoir « fourni des renseignements à l'U.R.S.S. ».

M. Toth avait été arrêté samedi dernier, après avoir reçu un traité sur la parapsychologie (le *Monde* du 14 juin) et obtenu trois heures par la police. Il était accusé d'avoir reçu des secrets d'État d'un citoyen soviétique. Il devait quitter définitivement l'U.R.S.S. pour Washington la semaine prochaine.

La notification soviétique déclare que M. Toth doit être « convoqué pour interrogatoire par les organes judiciaires et que, en conséquence, son départ d'U.R.S.S. jusqu'à la fin de l'instruction n'est pas autorisé. Après l'interpellation de M. Robert Toth, l'ambassade des États-Unis à Moscou avait reçu du département d'État l'assurance de protestation contre le traitement infligé à ce journaliste.

Le général Mustafa Adnan, vice-président ougandais, a proposé, lundi 13 juin, de nouvelles menaces envers la communauté britannique. « Quelqu'un sera reconnu coupable d'avoir enfreint la loi, a-t-il notamment déclaré, sur les notes de Radio-Kampala, sera fusillé et il n'y aura pas de procès ». Ces déclarations semblent indiquer que le citoyen britannique, arrêté la semaine dernière pour « espionnage », M. Robert Toth, est toujours en vie et continuellement à ce que l'on entendait lundi le quotidien *The Nation*, de Nairobi. — (U.F.I.)

Le docteur George Koizumi vient de mourir à New-York, d'un cancer du poulmon, à l'âge de cinquante-neuf ans.

DNA en Grèce. Il avait fait ses études à Athènes et terminait sa médecine à Harvard en 1943.

Le docteur Koizumi était à l'origine des réalisations remarquables obtenues, dès 1947, dans le traitement de la maladie de Parkinson par l'utilisation progressive de doses massives de L-Dopa.

M. Henri Lhong a été désigné par le conseil d'administration de la Maison de la culture de Grenoble pour succéder, à partir du mois de septembre, à Mme Catherine Plasson au poste de directeur de cet établissement.

M. Henri Lhong est actuellement administrateur général du Grenier de Toulouse.

Le budget de la recherche, « Les rigueurs imposées par le crise financière imposent à tout effort sérieux », a déclaré, à propos du prochain bud-

Directeur de l'information à Radio-France et membre du comité central du R.P.R.

## M. Péricard est mis en cause par M. Caillaud

La « double casquette » de M. Michel Péricard (conseiller général du canton de Saint-Germain-Sud, maire de Saint-Germain-en-Laye), directeur de l'information à Radio-France et élu dimanche soir membre du comité central du R.P.R., a été, après le congrès extraordinaire du mouvement, mise en cause par M. Henri Caillaud, sénateur (gauche démocratique) du Lot-et-Garonne.

Dans une question écrite, M. Caillaud demande, en effet, au premier ministre « s'il trouve admissible que le directeur de l'information à Radio-France puisse s'engager sans réserve au sein d'une instance dirigeante d'un parti, alors qu'il exerce dans le service public une fonction engageant sa responsabilité ». Il semble en effet dangereux, dit-il, de laisser à un homme, qui est le domaine de l'information, que s'installe une confusion entre le pouvoir politique et le pouvoir d'information.

### « Conforme aux intérêts de l'entreprise »

M. Péricard ignore pas la controverse qui a opposé pendant de longs mois les représentants de l'Union nationale des syndicats de journalistes et ceux des « patrons de presse » au sujet de la révision de la convention collective.

En particulier, l'article 3 sur la liberté d'expression pour lequel les journalistes réclamaient une acception plus « libérale » dans ces termes : « L'observance des lois s'impose à tous les citoyens, les organisations contractuelles respectent le droit pour les journalistes professionnels d'adhérer librement et d'appartenir, ou de ne pas appartenir, à un syndicat (...) et d'avoir le libre exercice de leur droit civique ».

Les patrons de presse ont maintenu un texte plus restrictif : celui-ci, en particulier, « l'expression publique des opinions des journalistes » ne devant, en aucun cas, porter atteinte aux intérêts de l'entreprise de presse dans laquelle ils travaillent.

Considérait-on que l'engagement politique du principal responsable de l'information à Radio-France, n'est pas de nature à « porter atteinte aux intérêts de l'entreprise de presse » que constitue une société d'État ? Aurait-on décidé de ne pas appliquer l'article 3 de la convention collective dans certaines circonstances ?

Son cas sera alors jurisprudence, assurément. — C. D.

De la plus petite réparation au plus beau vêtement

NOUVELLE COLLECTION ETE

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES

MESURE dans un choix de 2.000 draperies à partir de 681 F

Prêt-à-porter homme

Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR

27, rue de la République, PARIS (93e)

Le statut et l'emploi commencent le 11 au 12 juin (le Monde du 14 juin) contre le

**COURS RICHELIEU**

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

75, avenue des Ternes - 75017 PARIS

Renseignements : Tél. : 380-53-00 et 754-26-05

JEUNES GENS - JEUNES FILLES

Externat - Demi-Pension

913 commerçants nous font confiance, pourquoi pas vous ?

PARLY 2 - VILLIY 2 - ROSNY 2 - BOISSY 2 - LA PART-DIEU - ENRY 2 - LILLY 2 - CHARENTY 2 - BOBIGNY 2 - ET BIEN D'AUTRES

LILLE-EST - ROUEN-SAINT-SEVER - BRUXELLES

Magasins disponibles dans ces centres - Renseignez-vous

**SCC**

Société des centres commerciaux

20, pl. Vendôme - 75001 PARIS - 260.32.56

des années d'expérience au service des commerçants

L'enlèvement de M. Revelli-Beaumont

## ARRESTATION D'UN AMI DE LA FAMILLE

Considéré comme le principal négociateur entre la famille de M. Revelli-Beaumont et les ravisseurs du F.D.G. de Fiat-France, M. Hector Arispy a été arrêté le matin 14 juin, M. Arispy, ancien ministre de Santé Dominique.

A ce propos, Mme Revelli-Beaumont a déclaré : « Nous sommes totalement opposés à cette intervention tragique et injuste et sommes toujours disposés à respecter les accords pris ces jours derniers avec les ravisseurs. Je les supplie de ne pas commettre l'irréparable tue-mur et de se mettre rapidement en rapport avec nous ».

Ces ravisseurs avaient ramené de 150 à 40 millions de francs le montant de la rançon exigée pour la libération du directeur général de Fiat-France. Cette somme devait être versée avant ce mardi 14 juin à minuit, heure à laquelle expire le dernier ultimatum lancé par les auteurs du rapt.

L'ami de la famille, M. Hector Arispy, qui connaît M. Revelli-Beaumont depuis huit ans, se blâma au centre de ces tractations. Mais il s'était refusé à donner de précisions car « briser le silence pouvait être dangereux pour la vie de M. Revelli-Beaumont ».

## TENTATIVE D'ÉVASION A CLAIRVAUX

Trois détenus, René Montagny, Jacques Vioy et Benoît Posté, condamnés à dix-huit, quinze et six ans de prison, ont tenté, le 13 juin, de s'évader de la centrale de Clairvaux-sur-Aube (Aube). Les trois détenus travaillaient en pagaille d'un autre détenu, nommé Gué, sous la surveillance d'un gardien, M. Michel Demay, âgé de vingt-cinq ans, quand il s'est évadé et leur compagnon qui ne voulait pas les suivre. Les deux prisonniers furent se débattre avec leur liens et dans l'alerte, signalant qu'un détenu portait une arme de poing.

M. Raymond Marchand, préfet de l'Aube, et le lieutenant-colonel gendarme Bernard Robin prirent alors la direction des opérations. Ils appelèrent aux ordres du préfet le chef de gendarmerie du département, à un peloton de gendarmes mobiles stationnés à Colombey-Deux-Églises, à la G.R.S. 20 Troyes, et surtout à un groupe d'intervention de la gendarmerie nationale de Maisons-Alfort, qui débatta pour la circonstance dix fois d'élite et un chien. La centrale de Clairvaux, le bâtiment défectueux de la Grande Cloître, où s'étaient réfugiés les trois détenus, fut inspectée à 20 h. 30, les gendarmes appréhendant les trois hommes, qui se rendirent sans résistance. L'un d'eux, d'un détenu se révolta être pistolet en plastique.

PUBLI 210 311 F

BIENTOT VOTRE NUMÉRO TELE ?

avec l'abonnement «Eurotel», vous pouvez disposer immédiatement, sans aucun frais d'installation, d'un service télé.

Emission et réception de tous vos messages.

Pierre Lichouze

260.33.44

défendez vous contre le VOL

protection électronique

portenseigne

51 à 63, rue Gaston Lormier

93100 MONTREUIL

tél : 858.91.31

Plus de 100 installateurs.

En région parisienne : Tél :

A.G.E.T. Paris + Est

ALARM SEC. Paris Ouest + Nord 257.41.50

INSTANT Paris

LEFEBVRE Paris Sud + Est

SECURITE SERV. Paris 12° + 13° 255.58.02

STOP Banlieue Ouest

055.58.02